

**Versement 19920645**

**MINISTERE :** EQUIPEMENT, LOGEMENT, TRANSPORTS ET MER  
**DIRECTION :** CONSEIL GENERAL DES PONTS ET CHAUSSEES  
**SOUS-DIRECTION :** SECRETARIAT GENERAL  
**BUREAU :** ACTIVITES ET ARCHIVES

**Sommaire**

Registres des délibérations des sections du conseil général des ponts et chaussées (CGPC), 1979-1988

**Art 1-12:** section administration et contentieux, 1980-1986

**Art 13-23:** Section technique du génie civil et du bâtiment, 1979-1985

**Art 24-26:** section économie et transports, 1980-1986

**Art 27-31:** section marchés et travaux, 1979-1986

**Art 32-44:** section patrimoine naturel, 1972-1986

**Art 45-51:** section urbanisme, architecture et habitat, 1980-1986

**Art 52-56:** affaires relatives à l'environnement, infrastructures, transports, documentation, contentieux, relations internationales, rapports d'inspection générale au ministre, 1977-1992  
. classement chronologique

**COMMUNICABILITE :** voir code du patrimoine  
**NOMBRE D'ARTICLES :** 56  
**METRAGE LINEAIRE :** 5.60 m.l.  
**LIEU DE CONSERVATION :** Archives nationales

**ARCHIVES NATIONALES**

N° article	Analyse	Début	Fin
1	Séance du 7 février 1980 : Affaire 80-004 : Désordres dans un immeuble sis à Presles. instance Mme DEGERINE, Société l'Essor, commune de Presles contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Versailles du 29 novembre 1979. Opportunité d'interjeter appel d'un jugement. (rapport IG, PV de séance, avis, décision du Conseil d'Etat). Rapporteur M. TINTURIER. page 106 à 125	1980	1980
1	Séance du 9 janvier 1980 : Affaire 79-193 : Port de Calais. Dommages causés à quatre navires car-ferries. Instance Société BRITISH RAILWAYS BOARD contre, Etat. Jugement du tribunal administratif de Lille du 14 novembre 1979. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat.(Rapport IG, PV de séance, avis, décision Conseil d'Etat). Rapporteur M. VIAN. page 70 à 92	1979	1980
1	Séance du 7 février 1980 : Affaire 80-006 : RN134 Demande d'indemnisation pour préjudice subi par suite de l'effondrement d'un mur d'un château, sis à Jurançon. Instance Melle LASSERRE contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Pau du 27 novembre 1979. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (rapport IG, avis). Rapporteur M. FUZEAU. page 131 à 149	1980	1980
1	Affaire 80-018 : Séance 10 avril 1980 : Dégâts causés à un immeuble par suite de travaux exécutés dans la commune de Brienon-sur-Armançon. Instance Veuve Andriot contre Commune de Brienon-sur-Armançon Société Route travaux ruraux de France et Etat (MECV) mémoire introductif d'instance du 27 décembre 1978 devant le tribunal administratif de Dijon. Observations de l'Administration. (Rapport IG, PV de séance, décision du Conseil d'Etat). Rapporteur M. FOURNEL page 346 à 360	1980	1980
1	Séance du 21 février 1980 : Affaire 79-185 : Accès aux documents administratifs. Application de l'article 6 de la loi du 17 juillet 1978. (notes, avis). Rapporteur M. LEVY. page 150 à 163	1980	1980
1	Affaire 80-008 : Séance du 21 février 1980 : Canal latéral à la Loire. Demande d'indemnisation pour dommages subis au bateau le Petit Foc le 6 janvier 1976. Instance Vicq contre Etat. Mémoire en défense du Conseil d'Etat du 10 décembre 1979. (voir affaire n° 79-31). (rapport, avis) Rapporteur M. FOUCAUD. page 182 à 187	1980	1980
1	Affaire 80-023 : Séance du 20 mars 1980 : RN151bis - Accident du 30 mars 1978 au lieudit La Brousse commune de Droux. Instance Vve Lavaud, Mme Lassale contre Etat. (Rapport IG, avis). Rapporteur M. BONAFOS. page 288 à 294	1980	1980
1	Affaire 80-025 : Séance du 17 avril 1980 : Commune de Noisy-le-Grand. Dégâts causés à des pavillons par la pose d'un collecteur. Instance époux Saussois, M. MARTIN, contre Société EPAMarne, Etat, SPM. Jugement du tribunal administratif de Paris du 4 février 1980. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (voir affaires n°75-56 et 76-118). (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. TINTURIER. page 451 à 463	1980	1980
1	Affaire 80-028 : Séance du 5 mars 1980 : demande de réparation d'un préjudice subi dans un immeuble situé 5, rue Gabriel-Marie à Marseille (Bouches-du-Rhône). Instance mme Tallet et Bourgarez contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Marseille (Bouches-du-Rhône) du 18 décembre 1979. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, avis). Rapporteur M.	1980	1980

**ARCHIVES NATIONALES**

	ATTALI. page 262 à 270		
1	Affaire 80-012 : Séance du 20 mars 1980 : : Dommages causés à un engin de travaux publics type Caterpillar , dans le cadre des travaux du plan Polmar Instance Société d'Exploitation des Ets Kervran contre Etat. jugement du tribunal administratif de Rennes du 9 septembre 1980. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, avis). Rapporteur M. DESBAZEILLES. page 283 à 287	1980	1980
1	Affaire 80-014 : Séance du 21 février 1980 : RN8 Accident du 4 octobre 1975 dans la commune de d'Ollioules. Instance Melle CLAYTON et Mutuelle général française accidents contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Nice du 11 décembre 1979. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat (voir affaire n°79-9). (rapport IG, avis). Rapporteur M. ATTALI. page 188 à 201	1980	1980
1	Séance du 9 janvier 1980 : Affaire 79-200 : RN9. Accident du 20 mai 1972 au lieudit Pont-de-Salmon dans la commune de Montjezieu Instance CPAM de la Loire, Melle HANDKIEWICZC contre Etat. jugement du tribunal administratif de Montpellier du 20 novembre 1979. Opportunité d'un recours en conseil d'Etat.(Rapport IG, avis). Rapporteur M. SALVA. page 93 à 98	1979	1980
1	Affaire 80-015 : Séance du 5 mars 1980 : Port de Calais. Demande d'indemnisation pour préjudice subi en raison de l'accident du 31 mai 1976 au navire Chantilly. Instance Armement naval SNCF - Sea-Link contre navire Chantilly. jugement du tribunal administratif de Lille du 7 janvier 1980. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, avis) Rapporteur M. VIAN. page 254 à 261	1980	1980
1	Affaire 80-024 : séance du 20 mars 1980 : Commune de Saint-Clair du Rhône. Dommages causés à l'usine de la Société Rhône-Progil, le 13 mai 1973. Instance commune de Saint-Clair du Rhône contre Etat. Action récursoire de la commune devant le tribunal administratif de Grenoble du 17 décembre 1979. observations de l'Administration. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. BONHOMME. page 295 à 307	1980	1980
1	Affaire 79-049 : Séance du 24 avril 1980 : Examen du rapport du groupe de travail sur les conséquences à tirer de l'arrêt du Conseil d'Etat du 23 février 1979 contre Association des Amis des Chemins de Ronde. (Rapport du groupe de travail, décision Conseil d'Etat, PV de séance, avis, circulaire relative à la conservation du domaine public fluvial et routier, voirie). Rapporteur Melle ROZES page 464 à 500	1980	1980
1	Affaire 79-188 : Séance du 20 mars 1980 : Incidence sur les conditions et le coût de construction d'un immeuble d'habitation collectif à Yzeure, des travaux de pose d'un collecteur sous le contrôle de la DDE. Instance Société Bessac, commune d'Yzeure et Etat. Requête introductive d'instance devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand du 26 octobre 1979. observations de l'Administration. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. DENOUEIX. page 271 à 282	1980	1980
1	Affaire 80-017 : Séance du 17 avril 1980 : Désordres constatés dans des installations d'alimentation en eau potable réalisées sous le contrôle de la DDE pour le compte de la commune d'écrouves contre Etat (MECV - entreprise Pianezzi et Noel) Requête introductive d'instance devant le tribunal administratif de Nancy en date du 17 janvier 1980. Observations de l'Administration. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. GIRAULT.	1980	1980

## ARCHIVES NATIONALES

	page 436 à 450		
1	Affaire 80-013 : Séance du 5 mars 1980 : Défaut d'étanchéité des bassins de la piscine de Vernet-les-Bains. Instance commune de Vernet-les-Bains contre Entreprise Cabra, Etat Société Sika. Opportunité d'interjeter appel. (rapport IG, rapport d'expertise, PV de séance, avis). Rapporteur M. SALVA. page 222 à 253	1980	1980
1	Séance du 7 février 1980 : Affaire 80-003 : RN839 Accident du 2 juillet 1972 sur le territoire de la commune de Sours. Instance M. et Mme BOUCHER contre Etat. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (rapport IG, avis) Rapporteur M. FOUCAUD. page 99 à 105	1980	1980
1	Affaire 80-007 : Séance du 21 février 1980 : Canal de la Basse-Deûle. Dommages causés à la Société de Maïseries de Marquette-les-Lille, par suite d'inondations survenues le 3 août 1971. Instance Société des Maïseries du Nord contre Etat et Communauté de Lille. Jugement du tribunal administratif de Lille du 4 décembre 1979. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. ROUSSELIN. page 164 à 181	1980	1980
1	Affaire 79-073 : Séance du 17 avril 1980 : Demande en dommages à la suite de malfaçons dans l'exécution des travaux du Viaduc et Pont de la Croix de Pierre. Instance Ville de Toulouse contre Entreprises Dodin, Société ECE Etat Mémoire Introductif d'instance du 12 mars 1979 devant le tribunal administratif de Toulouse. Observations de l'Administration. (Rapport du DDE, avis de l'IG, avis, décision du tribunal administratif). Rapporteur M. LE GUILLOU. page 415 à 435	1980	1980
1	séance du 7 février 1980 : Affaire 80-005 : RN170 Accident du 13 janvier 1977 en direction de Quimper. Instance Kermarrec contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Rennes du 5 décembre 1979. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (rapport IG, avis). Rapporteur M. DESBAZEILLE page 126 à 130	1980	1980
1	Affaire 79-109 : Séance du 9 janvier 1980 : Conservation des archives - application de la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979. Projet de circulaire relative à la conservation et au versement des archives des Services Extérieurs aux Archives Départementales (correspondance, tableau de conservation, rapport IG, avis). Rapporteur M. DENOUEIX page 11 à 69	1979	1980
1	Affaire 80-046 : Séance du 10 avril 1980 : Pourvoi du Conseil National de l'Ordre des Architectes contre le décret n° 79-589 du 2 juillet 1979 relatif au Conseil Général des Ponts et Chaussées et à l'Inspection Générale de l'Equipement et de l'Environnement. (Dossier, photocopie du décret, correspondance). Rapporteur M. CHAPON. page 391 à 414	1980	1980
1	Affaire 80-019 : Séance du 10 avril 1980 : Rivière Le Peugue . commune de Pessac. Dégâts causés à des propriétés par les travaux de canalisation du Peugue. Instance Communauté Urbaine de Bordeaux contre Etat et les Chantiers Modernes. Jugement du tribunal administratif de Bordeaux du 31 janvier 1980. Opportunité d'interjeter appel. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. FUZEAU. page 361 à 390	1980	1980
1	Affaire 79-116 : Séance du 10 avril 1980 : Etude sur les conditions et les limites d'emploi de la procédure d'occupation temporaire du domaine public de l'Etat. (Décision du 18 juin 1979). (Décision de la création du groupe de travail,	1980	1980

## ARCHIVES NATIONALES

	rapport du groupe de travail, avis). Rapporteur Melle ROZES. page 308 à 345		
1	Affaire 80-009 : Séance du 5 mars 1980 : désordres causés aux bâtiments d'une usine située sur le territoire de la commune de la Courneuve, par des travaux de construction en sous-terrain, d'un collecteur d'eaux pluviales. Instance Société des Acieries de Champagnole contre Préfet de la Seine-Saint-Denis entreprise Quillery Saint-Maur et Etat. Requête introductive d'instance devant le tribunal administratif de Paris du 24 janvier 1977. Observations de l'administration. (rapport, avis, décision du tribunal administratif). Rapporteur M. TINTURIER. page 202 à 221	1980	1980
2	Affaire 80-037 : Séance du 20 juin 1980 : Enquête dans les services de la Direction de l'Architecture (DA). (décision du 20 mars 1980) (1ère et 6ème sections réunies) (Décision constituant un groupe de travail, rapport du groupe de travail, avis). Rapporteur M. FILIPPI page 283 à 326	1980	1980
2	Affaire 80-058 : Séance du 18 juin 1980 : A25 Accident du 2 septembre 1973 entre Béthune et la Cité hospitalière de Lille. Instance Langhari contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Lille du 2 avril 1980. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, avis). Rapporteur M. PAULOU-MASSAT page 276 à 282	1980	1980
2	Affaire 80-027 : Séance du 9 mai 1980 : Désordres causés à des immeubles situés à Honfleur. Instance Veuve Motte et M. Petit Leclercq contre Ville d'Honfleur, Etat, Entreprise Bringer et Tondut. Requête introductive d'instance devant le Tribunal administratif de Caen du 27 décembre 1979. Observations de l'Administration. (Rapport IG, avis, décision du tribunal administratif). Rapporteur M. TREVILLY. page 88 à 107	1980	1980
2	Affaire 79-186 : Séance du 9 mai 1980 : Construction sans permis de construire dans la zone des 500 mètres d'un monument historique. Lettre du 30 novembre 1979 de M. Gregoire, Président de la 1ère section. (voir affaire Martini aux Baux-de-Provence) (Rapport IG avec annexes, PV de séance, avis). Rapporteur M. CROZET. page 8 à 87	1980	1980
2	Affaire 80-054 : Séance du 18 juin 1980 : Accident du 12 avril 1978 sur le chemin rural de Saint-Sernin. Instance Société RTM - Cie Assurances DROUOT, ville de Montcuq contre Etat. Requête introductive d'instance devant le tribunal administratif de Toulouse du 24 janvier 1980. Observations de l'Administration (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur LE GUILLOU page 238 à 253	1980	1980
2	Affaire 80-002 : Séance du 18 juin 1980 : Rocade Sud-Est de Poitiers. Demande de complément d'une étude d'impact. Instance district de Poitiers contre Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie. Défense de l'Administration. (Correspondance, avis, mémoire en défense, décision du tribunal administratif). Rapporteurs MM. PRUVOST et BOULARD. page 173 à 221	1980	1980
2	Affaire 80-020 : Séance du 29 mai 1980 : Rivière Le Peugue . Dégâts causés à un immeuble sis 53, rue Mestrezat à Bordeaux, par les travaux de canalisation du Peugue. Instance FAVERI contre Communauté urbaine de Bordeaux Compagnie Générale des travaux Hydrauliques, Etat. Jugement du Tribunal Administratif de Bordeaux du 2 janvier 1980. Observations de l'Administration. (Rapport IG, PV de séance, avis, PV de séance). Rapporteur M. FUZEAU. page 108 à 125	1980	1980

## ARCHIVES NATIONALES

2	Affaire 80-069 : Séance du 17 juillet 1980 : Dommages causés à une passerelle piétonnière située dans le territoire de la commune de Verdun sur le Doubs. Instance commune de Verdun sur le Doubs contre Société FONTERAY, Etat. Jugement du tribunal administratif de Dijon du 3 juin 1980. Opportunité d'interjeter appel. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. FOURNEL page 361 à 367	1980	1980
2	Affaire 80-049 : Séance du 29 mai 1980 : RN3 Accident du 8 décembre 1976 sur le territoire de la commune de Freyming. Instance M. HERHARD Pierre contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Strasbourg du 20 mars 1980. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. GIRAULT. page 139 à 150	1980	1980
2	Affaire 80-066 : Séance du 17 juillet 1980 : Commune de Saint-Varent. Demande en réparation du préjudice subi par le requérant dont la grange s'est écroulée le 3 avril 1976. Instance GUILLET contre Société Montreuillaise des Travaux publics Etat et commune de Saint-Varent. Jugement du tribunal administratif de Poitiers du 28 mai 1980. Opportunité d'interjeter appel. (Rapport IG, PV de séance, avis, décision du Conseil d'Etat). Rapporteur M. WENNAGEL. page 344 à 360	1980	1980
2	Affaire 80-060 : Séance du 3 juillet 1980 : Nuisances causées par une station d'épuration construite sur le territoire de la commune de Guérigny. Instance époux BOUDOT et ville de Guérigny contre Etat. Requête introductive d'instance devant le tribunal administratif de Dijon du 26 novembre 1980. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis, décision du tribunal administratif). Rapporteur M. FOURNEL page 327 à 343	1980	1980
2	Affaire 80-053 : Séance 29 mai 1980 : Demande en réparation du préjudice subi du fait de la résiliation d'un marché relatif à la construction du terrain de sport de la Pacaudière. Instance Maisonhaute, entrepreneur contre commune de la Pacaudière, Etat. Requête introductive d'instance devant le Tribunal administratif de Lyon du 7 janvier 1980. Observations de l'Administration. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. BONHOMME. page 161 à 172	1980	1980
2	Affaire 80-048 : Séance du 29 mai 1980 : Désordres dans un terrain de football situé dans la commune de Barberaz. instance commune de Barberaz contre Entreprise Nagarette, Etat. Requête introductive d'instance devant le Tribunal Administratif de Grenoble du 25 octobre 1979. Observations de l'Administration. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. BONHOMME. page 126 à 138	1980	1980
2	Affaire 80-051 : Séance du 29 mai 1980 : Dégâts causés à un immeuble par suite de travaux exécutés à Poitiers, 7, rue Sainte-Opportune. Instance Mmes DEMIOT et MOREAU contre Etat, Etablissement HERNANDEZ et Société la Fraternelle. Opportunité d'interjeter appel du jugement du tribunal administratif de Poitiers du 2 avril 1980. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. JOSSE. page 151 à 160	1980	1980
2	Affaire 80-057 : Séance du 18 juin 1980 : Dégâts causés à trois propriétés à Thonon-les-Bains par suite du débordement d'un collecteur d'égout. Instance Union des Assurances de Paris contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Grenoble du 2 avril 1980. Opportunité d'interjeter appel. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. BONHOMME. page 254 à 275	1980	1980

**ARCHIVES NATIONALES**

2	Affaire 80-047 : Séance du 18 juin 1980 : Dommages causés à une entreprise chargée de la construction d'une station d'épuration à Cabourg, le 24 juin 1977. Instance entreprise HEULIN contre Etat. Requête introductive d'instance devant le tribunal administratif de Caen du 7 mars 1980. Observations de l'Administration. (Rapport IG, PV de séance, avis, décision du tribunal administratif). Rapporteur M. TREVILLY. page 222 à 237	1980	1980
3	Affaire 80-107 : Séance du 27 novembre 1980 : Interprétation d'un acte de vente par adjudication de biens nationaux. Instance Cie des Salins du Midi et des Salines de l'Est contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Montpellier du 2 octobre 1980 Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. PAGES page 207 à 219	1980	1980
3	Affaire 80-108 : Séance du 27 novembre 1980 : Rivière Le Peugue . Dégâts causés à un immeuble sis 53, rue Nestrezat; à Bordeaux. Instance FAVERIE contre communauté urbaine de Bordeaux, Cie générale des travaux hydrauliques et Etat appelé en garantie. Opportunité d'interjeter appel d'un jugement. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. FUZEAU page 220 à 243	1980	1980
3	Affaire 80-075 : 12 novembre 1980 : Refonte des circulaires concernant les services départementaux de l'architecture. (décision du 7 juillet 1980) (1ère et 6ème sections réunies) (Rapport IG, avis). Rapporteur M. FILIPPI page 130 à 173	1980	1980
3	Affaire 80-095 : Séance du 23 octobre 1980 : Canal de Huningue. Inondations de gravières à Rischeim, en bordure du canal du Rhône au Rhin, branche sud Instance Société SERIC et autres contre Etat. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. LECLERCQ page 113 à 129	1980	1980
3	Affaire 80-080 : Séance du 20 août 1980 : Désordres causés à un pavillon sis à Pessac. Instance époux FERRAUD contre CUB (Bordeaux), Etat. Jugement du tribunal administratif de Bordeaux du 26 juin 1980. Opportunité d'un recours en conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. FUZEAU page 27 à 49	1980	1980
3	Affaire 80-079 : Séance du 20 août 1980 : Mise en cause de la responsabilité décennale de l'Etat en sa qualité de maître d'oeuvre pour malfaçons des ouvrages d'écoulement d'eaux pluviales construits lors de la création d'une voie urbaine pour le compte de la ville de Toulon. Instance ville de Toulon contre Etat, Entreprise COUADOU. Requête introductive d'instance du 11 juin 1980 devant le tribunal administratif de Nice. Observations de l'Administration. (Avis). Rapporteur M. ATTALI. page 23 à 26	1980	1980
3	Affaire 80-114 : Séance du 18 décembre 1980 : Demande d'indemnisation à la suite d'erreurs commises dans l'installation d'une canalisation en eau potable sur le domaine de Frapotel. Instance Société civile immobilière de Frapotel contre Etat. Jugement du tribunal administratif d'Amiens du 21 octobre 1980. Opportunité d'interjeter appel d'un jugement. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. DE PAULOU MASSAT. page 259 à 281	1980	1980
3	Affaire 80-086 : Séance du 2 octobre 1980 : RN8 Commune d'Houdemont. Accident de la circulation du 30 janvier 1977. Instance Epoux SCHEIDER et leur fis contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Nancy du 18 juillet	1980	1980

## ARCHIVES NATIONALES

	1980 Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, avis, décision du tribunal administratif). Rapporteur M. GIRAULT. page 94 à 103		
3	Affaire 80-078 : Séance du 2 octobre 1980 : Dommages causés par le rejet d'effluents en provenance de la station d'épuration de la commune de Sebazac-Concourès. Instance TIXIER et LAUR contre commune de Sebazac-Concourès, Etat. Mémoire introductif d'instance du 12 novembre 1979 dans le tribunal administratif de Toulouse. Observations de l'Administration. (Rapport IG, PV de séance, avis, décision du tribunal administratif). Rapporteur M. LE GUILLOU page 50 à 71	1980	1980
3	Affaire 80-072 : Séance du 20 août 1980 : Désordres causés à des fonds de commerce situés à Annonay. Instance Stés Studio 2001 et Droguerie BENOIT, MM. RUILIERE et ROCHET, commune d'Annonay, Etat. Mémoire introductif d'instance devant le tribunal administratif de Lyon du 21 décembre 1979. Observations de l'Administration. (1ère et 4ème Sections réunies) (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. BONHOMME page 10 à 22	1980	1980
3	Affaire 80-097 : Séance du 20 novembre 1980 : Installations téléphoniques endommagées à la suite d'un incendie. Instance Société Gaz de France contre commune de Rochefort-sur-Mer, Etat. Requête introductive d'instance devant le tribunal administratif de Poitiers du 5 août 1980. Observations de l'Administration. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur MM. GENTHON et WENNAGEL page 195 à 206	1980	1980
3	Affaire 80-074 : Séance du 14 novembre 1980 : Responsabilité du Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages lacustres en cas d'accidents survenus sur son domaine. (décision du 23 juillet 1980) (Avis, décision, rapport IG, avis). Rapporteur Melle ROZES page 174 à 194	1980	1980
3	Affaire 80-110 : Séance du 18 décembre 1980 : Demande de règlement des prestations fournies pour le construction d'un tunnel routier sous le vieux port de Bastia. Instance SOFRETU contre ville de Bastia, Etat; Centre d'Etudes des Tunnels (CETU). Requête introductive d'instance devant le tribunal administratif de Nice du 14 août 1980. Observations de l'Administration. (Avis). Rapporteur M. ATTALI. page 257 à 258	1980	1980
3	Affaire 80-089 : Séance du 23 octobre 1980 : Malfaçons affectant la piscine municipale de Ligueil contre Etat et Entreprise Savoie. Jugement du tribunal administratif d'Orléans du 20 juin 1980. Opportunité d'interjeter appel. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. FOUCAUD page 104 à 112	1980	1980
3	Affaire 80-111 : Séance du 27 novembre 1980 : Affaissement du plancher en béton de l'écloserie de homards de l'Ile-de-Sein. Observations de l'Administration. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. DESBAZEILLE page 244 à 256	1980	1980
3	Affaire 80-083 : Séance du 2 octobre 1980 : Commune de la Canourgue. Désordres causés à un immeuble par des infiltrations d'eau consécutives à la pose de canalisations d'amenée d'eau potable et d'évacuation d'eaux pluviales pour le compte de la commune et sous la surveillance de la DDE de la Lozère. Instance sieur VIDAL contre commune de la Canourgue et Etat. Requête introductive d'instance devant le tribunal administratif de Montpellier du 19 septembre 1979. (Rapport IG, PV de séance, avis, décision du tribunal administratif). Rapporteur M. SALVA. page 72 à 93	1980	1980

## ARCHIVES NATIONALES

4	Affaire 81-018 : séance du 26 mars 1981 : RN9 Accident mortel du 1 mai 1978 entre Millau et la Cavalerie. Instance Consorts Baumeirelle-Laroche, CPAM de l'Aveyron contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Toulouse du 22 janvier 1981 Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Avis, PV de séance, avis, décision du Conseil d'Etat). Rapporteur M. LE GUILLOU page 194 à 216	1981	1981
4	Affaire 81-004 : Séance du 12 mars 1981 : RN83 Dommage causés à des habitations situées dans la commune d'Ostheim, par suite de la montée des eaux de la rivière la Fecht. Instance M. et Mme GROLLEMUND contre Etat. Requête introductive d'instance devant le tribunal administratif de Strasbourg du 22 août 1980. Observations de l'Administration.(Rapport IG, avis). Rapporteur M. POZZI page 153 à 161	1981	1980
4	Affaire 80-120 : Séance du 22 janvier 1981 : Accident du 30 novembre 1977 dans la traversée du Creusot (Le), imputable à des travaux de voirie. Instance : Mme SWITAL contre Etat et Office Public départemental d'HLM de Saône-et-Loire. Jugement du tribunal administratif de Dijon du 2 décembre 1980. Opportunité d'appel. (Rapport IG, PV de séance, avis, décision du tribunal administratif). Rapporteur M. FOURNEL page 25 à 37	1980	1981
4	Affaire 80-116 : Séance du 22 janvier 1981 : RN116 Accident du 6 juin 1979 dans la traversée de la ville de Prades. Instance Sempère contre commune de Prades, Etat et Entreprise Jocaveil. Jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 7 novembre 1980 Opportunité d'interjeter appel. (Rapport IG, PV de séance, avis, décision du Conseil d'Etat). Rapporteur Jean SALVA page 8 à 24	1981	1981
4	Affaire 81-003 : Séance du 12 mars 1981 : Formulaire des directions de l'Equipement mettant en demeure les propriétaires d'élaguer leurs plantations. Proposition d'une nouvelle rédaction de forme plus courtoise. (Notes, projet de formulaire). Rapporteur Melle FRIBAUD page 140 à 152	1981	1981
4	Affaire 81-032 : séance du 23 avril 1981 : Commune d'Ambarès-et-Lagrave. Demande de réparation des désordres constatés dans le réseau d'assainissement de la zone nord du périmètre urbanisé de la commune d'Ambarès-et-Lagrave. Instance Communauté urbaine de Bordeaux contre Entreprise FAYAT et Etat. Opportunité d'interjeter appel. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. FOUCAUD page 342 à 362	1981	1981
4	Affaire 81-031 : Séance du 26 mars 1981 : Concours professionnel pour l'accession des Ingénieurs des Travaux Publics de l'Etat au grade d'Ingénieur des Ponts et Chaussées. Modification des dispositions de l'Arrêté Ministériel du 4 octobre 1970 modifié. (Projet d'arrêté, rapport IG, avis). Rapporteurs MM. ATTALI et TENAUD page 252 à 322	1981	1981
4	Affaire 81-027 :séance du 23 avril 1981 : RN52. Glissement de terrain au lieudit Ratentout à Longwy, survenu les 25 et 26 décembre 1974. Instance Société USINOR-SEXILAL contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Nancy du 29 janvier 1981. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, avis). Rapporteur M. GIRAULT page 335 à 341	1981	1981
4	Affaire 81-022 : Séance 26 mars 1981 : Rupture d'une digue du plan d'eau communal de la commune de Tarnac. Observations de l'Administration. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. BONAFOS page 217 à 228	1981	1981

## ARCHIVES NATIONALES

4	Affaire 80-070 : Séance du 12 mars 1981 : Responsabilités de l'administration et de ses agents en cas d'accident non imputable à des travaux routiers. Projet de note d'information. (décision du 26 juin 1980) (Décision, rapport IG, PV de séance, rapport de Mme FRIBAUD, Note d'information). Rapporteur M. BONHOMME	1981	1981
4	Affaire 81-023 Séance du 26 mars 1981 : Dommages causés à une propriété située à Espaly Saint-Marcel. Instance Consorts GALLICE-MERCIER contre commune d'Espaly Saint-Marcel, Etat. Jugement du tribunal administratif de Clermont-ferrand du 20 janvier 1981. Opportunité d'interjeter appel. (Rapport IG, avis). Rapporteur M. BONAFOS page 229 à 238	1981	1981
4	Affaire 81-029 Séance du 26 mars 1981 : Accident de la circulation survenu chemin des sous-bois, imputé à un manque de signalisation. Instance Bastard contre Etat Transports, Entreprise GAIMOZ ville d'Aix-en-Provence. Jugement du tribunal administratif de Grenoble rendu le 24 décembre 1980. Opportunité d'interjeter appel. (Rapport IG, avis). Rapporteur M. LAFOND page 246 à 251	1981	1981
4	Affaire 81-028 Séance du 26 mars 1981 : A6 Préjudice causé à une exploitation commerciale consécutif à la construction de la section A6 à Bobigny. Instance époux SOMMY contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Paris du 4 février 1981. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, avis). Rapporteur M. WENNAGEL page 239 à 245	1981	1981
4	Affaire 81-011 : Séance du 12 mars 1981 : Canal du Nord : Accident du 5 décembre 1975 dans l'écluse de Cléry sur Somme. Instance Legraverend contre Etat. Jugement du tribunal administratif d'Amiens du 30 décembre 1980. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport, notes, avis). Rapporteur M. ROUSSELIN page 162 à 175	1981	1981
4	Affaire 81-015 : Séance du 26 mars 1981 : Dommages causés à l'usine LIEGEON à Champagnole par une inondation à la suite d'un orage dans la nuit du 3 au 4 juillet 1977. Instance Société Bernard LIEGEON contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Besançon du 19 novembre 1980. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat.(Rapport IG, PV de séance, avis, décision du Conseil d'Etat). Rapporteur M. FOURNEL page 176 à 193	1981	1981
4	Affaire 81-037 : Séance du 23 avril 1981 : RN112. Inondations survenues les 22 et 23 août 1976 sur le territoire de la commune de Villeneuve-les-Béziers. Instances ROUX et ROUCAIROL contre divers et Etat. Jugement du tribunal administratif de Montpellier du 13 février 1981. Opportunité d'interjeter appel. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. DREYFOUS-DUCAS page 374 à 388	1981	1981
4	Affaire 81-034 : Séance du 23 avril 1981 : RN1 Accident du 5 mai 1975 au lieudit Cap-de-la-Houssaye . Instance PAYET Marie-Gilles contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Saint-Denis du 18 février 1981. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. GAUDEL page 363 à 373	1981	1981
4	Affaire 81-025 : Séance du 23 avril 1981 : Dommages causés au pipe-line Méditerranée - Rhône au cours de travaux de voirie. Instance Les Assurances Générales de France contre Etat. Requête introductive d'instance devant le tribunal administratif de Grenoble du 20 novembre 1980. Observations de l'Administration. (Rapport IG, PV de séance, avis, décision du tribunal	1981	1981

## ARCHIVES NATIONALES

	administratif). Rapporteur M. LAFOND. page 223 à 334		
5	Affaire 81-074 : Séance du 17 septembre 1981 : RN198 Accident mortel de la circulation survenu au sud de catéragnon par suite des crues du Tavignano. Instance Mme PRADELLES contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Nice du 21 juillet 1981. Opportunité d'interjeter appel. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. ATTALI page 313 à 326	1981	1981
5	Affaire 81-084 : Séance du 17 septembre 1981 : Problèmes juridiques posés par les pouvoirs respectifs de l'Etat et des concessionnaires de voies d'eau. (Rapport IG, avis) Rapporteur Melle ROZES page 327 à 336	1981	1981
5	Affaire 79-172 : Séance du 16 décembre 1981 : Etablissement du dossier type de documentation pour l'examen par la section Administration et Contentieux des affaires contentieuses, de la compétence de la Direction de l'Administration Générale. (Décision du 26 octobre 1979) (Rapport du groupe de travail, documentation juridique, PV de séance, avis création d'un groupe de travail). Rapporteur DE LA SERVE page 396 à 486	1979	1981
5	Affaire 81-073 : séance du 8 octobre 1981 : Commune de Nogent-sur-Marne. Accident survenu le 1er février 1978 sur l'autoroute . Instance Société ROUSSEL-UCLAF contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Paris du 30 juin 1981. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. WENNAGEL page 337 à 344	1981	1981
5	Affaire 81-058 : Séance du 7 mai 1981 : Port de Calais. Droits de port et taxes d'usage. Instance Société de droit anglais Hoverlloyd contre Etat et divers. Jugement du tribunal administratif de Lille du 26 mars 1981. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Avis) Rapporteur M. VIAN page 78 à 82	1981	1981
5	Affaire 81-069 : Séance du 25 juin 1981 : Ville de Caen - Demande d'indemnisation pour préjudice subi par l'implantation d'un boulevard périphérique à Caen. instance KILACHIKOFF et autres contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Caen du 2 juin 1981. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, avis) Rapporteur M. TREVILLY page 279 à 285	1981	1981
5	Affaire 81-036 : Séance du 7 mai 1981 : Déféré à la Cour de discipline budgétaire et financière d'irrégularités dans la gestion de la Mission des Etudes et de la Recherche. Demande de mise en place d'une mission inspection. (Etat des contrats, rapport IG) rapporteur MM. CHARLES et LEVY page 11 à 48	1981	1981
5	Affaire 81-099 : Séance du 16 décembre 1981 : Accident du 30 mai 1978 survenu dans l'agglomération de Strasbourg. Instance Mme DE LA MATA et CPAM de Strasbourg du 8 octobre 1981. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. POZZI page 487 à 503	1981	1981
5	Affaire 81-071 : séance du 17 septembre 1981 : commune de Vaucresson. Désordres causés par les travaux exécutés dans le cadre de la gestion de la voirie communale. Instance BAUDY contre commune de Vaucresson, SOVETRA et Etat. Jugement du tribunal administratif de Paris du 30 juin 1981. Opportunité d'interjeter appel. (Rapport IG, PV de séance, avis, décision Conseil d'Etat) Rapporteur M. WENNAGEL page 286 à 296	1981	1981
5	Affaire 81-082 : Séance du 8 octobre 1981 : RN113 - Accident du 8 décembre 1976 au lieu-dit Les Tuileries entre Virelade et Fondensac. Instance	1981	1981

## ARCHIVES NATIONALES

	LABRAISE contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Bordeaux du 23 juillet 1981. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur MM. FUSEAU et LEDAIN page 345 à 357		
5	Affaire 81-100 : Séance du 16 décembre 1981 : RN9 - Accident du 20 juillet 1977. Instance Mme BAUDON contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Clermont-Ferrand du 16 octobre 1981. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. BONAFOS page 504 à 514	1981	1981
5	Affaire 81-056 : séance du 18 juin 1981 : Désordres dans une station d'épuration des eaux usées du quartier des Heures Claires à Istres. Instance Syndicat Communautaire d'Aménagement de la ville de Fos-sur-Mer contre Etat et Bureau d'Etudes Techniques DARAGON. Requête introductive d'instance devant le tribunal administratif de Marseille (Bouches-du-Rhône) du 20 novembre 1980. Observations de l'Administration. (Rapport IG, PV de séance, avis, décision du tribunal administratif) Rapporteur M. ATTALI page 157 à 181	1981	1981
5	Affaire 81-062 : Séance du 25 juin 1981 : Désordres dans une station d'épuration construite pour le compte de la commune de Dorat (Proposition de règlement amiable). Observations de l'Administration. (Rapport IG, avis) Rapporteur M. DUMET page 239 à 251	1981	1981
5	Affaire 81-005 : Séance du 19 mai 1981 : couverture sociale en cas d'accident du travail du personnel d'exploitation des routes, non titulaire. (décision du 14 janvier 1981). (Décision du groupe de travail, correspondance, plan d'étude couverture sociale, avis). Rapporteur Mlle FRIBAUD page 83 à 134	1981	1981
5	Affaire 81-059 : Séance 25 juin 1981 : Création d'un comité consultatif de règlement des dommages engageant la responsabilité de l'Etat (Décret n°80-974 du 4 décembre 1980) (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. ROUSSELIN. page 222 à 238	1981	1981
5	Affaire 81-072 : Séance du 17 septembre 1981 : commune de Funel. Désordres survenus dans le réseau de filtration des eaux de la piscine de Funel. Instance commune de Funel contre Entreprise CAUJOLLE et DEGREMONT, MM. MAILLARD et DUCAN, architectes et Etat. Jugement du tribunal administratif de Bordeaux du 16 juillet 1981. Opportunité d'interjeter appel. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. FUZEAU page 297 à 312	1981	1981
5	Affaire 81-064 : Séance du 25 juin 1981 : Commune du Tréport - Reconstruction du Casino. Instance Henri TOUGARD et FERAY contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Rouen du 23 avril 1981. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, décision du tribunal administratif, PV de séance, avis) Rapporteur M. RICHARD page 252 à 270	1981	1981
5	Affaire 81-043 : Séance du 7 mai 1981 : Canal de la Basse Deûle. Dommages causés à la Société de Maiseries de Marquette-les-Lille, par suite d'inondations survenues le 3 août 1971. Instance société des Maiseries du Nord contre Etat et Communauté urbaines de Lille. Mémoire en défense et recours du 23 décembre 1980. Observation de l'Administration. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. ROUSSELIN page 49 à 63	1981	1981
5	Affaire 81-049 : Séance du 18 juin 1981 : Ville de Vivier-au-Court. Proposition de règlement amiable consécutive à une procédure de référé introduite devant	1981	1981

**ARCHIVES NATIONALES**

	le tribunal administratif de Châlons-sur-Marne, à la suite d'inondation survenue le 10 décembre 1970. Instance DELAHAUT et divers contre Etat. Ordonnance en référé du tribunal administratif de Châlons-sur-Marne du 28 janvier 1980. observations de l'Administration. (Rapport IG, avis, décision du tribunal administratif) Rapporteur M. GIRAULT page 135 à 156		
5	Affaire 81-067 : Séance du 25 juin 1981 : Rivière l'Allier - Dommages imputés à l'activité d'une entreprise de dragages. Instance BOULANGER contre Etat. jugement du tribunal administratif de Clermont-Ferrand du 15 mai 1981. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, avis) Rapporteur M. FOUCAUD page 271 à 278	1981	1981
5	Affaire 81-089 : Séance du 29 octobre 1981 : Conséquences dommageables résultant des inondations de la zone industrielle d'Aubagne. Instance Société Comptoir des Nouveautés Mondiales, Société de mécanique Provençale et M. BELLOT contre Etat et divers. Jugement du tribunal administratif de Marseille (Bouches-du-Rhône) du 19 juin 1981. Opportunité d'interjeter appel. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. ATTALI. page 369 à 395	1981	1981
5	Affaire 81-050 : Séance 7 mai 1981 : Rivière La Vilaine . Dommages causés par des inondations à Chateaubourg survenues les 16 et 17 novembre 1974. Instances CHAPON et BOUVIER, Société Industrielle et Agricole de Bretagne contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Rennes du 1 avril 1981. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. DESBAZEILLE page 64 à 77	1981	1981
5	Affaire 81-088 : Séance du 29 octobre 1981 : Inondation de terres situées en contrebas de l'autoroute Lille-Dunkerque, au PK61.960. Instance DELATER contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Lille du 30 juillet 1981. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis, réponse DRCR). Rapporteur M. DE PAULOU-MASSAT page 358 à 368	1981	1981
5	Affaire 81-057 : Séance du 18 juin 1981 : Inondations de fonds de commerce et d'appartements situés Bld Paul Bert à Toulon, en 1978. Instance divers contre Etat et Ville de Toulon. Requête introductive d'instance devant le tribunal administratif. (Rapport IG, PV de séance, avis, décision du tribunal administratif) Rapporteur M. ATTALI. page 182 à 221	1981	1981
6	Affaire 81-108 : Séance du 11 février 1982 : Commune de Champlan. Désordres dans un terrain de football construit sous la maîtrise d'oeuvre de la DDE de l'Essonne. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M.WENNAGEL page 196 à 207	1981	1982
6	Affaire 82-010 : Séance du 17 mars 1982 : Désordres affectant le pont de Lameilhé, à Castres. Requête introductive d'instance du 9 décembre 1981 devant le tribunal administratif de Toulouse contre la Société des Grands travaux de Marseille (Bouches-du-Rhône) contre Etat. Observations de l'Administration. (Rapport IG, PV de séance, avis rapport du Conseil d'Etat). Rapporteur M. GARABIOL. page 325 à 351	1982	1982
6	Affaire 82-003 : Séance du 25 février 1982 : Accident du 25 mai 1978 sur la bretelle d'accès à la rocade sud de Toulouse. Instance Coopérative Agricole MATHIEU à Casteljaloux contre Etat. jugement du tribunal administratif de Toulouse du 14 octobre 1981. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. GARABIOL. page 227 à 239	1982	1982

## ARCHIVES NATIONALES

6	Affaire 81-105 : Séance du 11 février 1982 : Désordres survenus dans la piscine de Gardanne. Instance commune de Gardanne contre M. CANTON et Etat. Requête introductive d'instance devant le tribunal administratif de Marseille (Bouches-du-Rhône) du 30 mars 1981. Observation de l'Administration. (Rapport IG, PV de séance, avis, jugement du tribunal administratif) Rapporteur M. ATTALI. page 152 à 179	1981	1982
6	Affaire 82-016 : Séance du 17 mars 1982 : Dommages causés à des immeubles lors de l'exécution de travaux de canalisations à Pessac. Instance Mme CHATAIGNER contre Etat, Communauté Urbaine de Bordeaux, Société FAYAT. Jugement du tribunal administratif de Bordeaux du 21 février 1982. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. FUZEAU. page 365 à 375	1982	1982
6	Affaire 82-017 : Séance du 25 février 1982 : Désordres affectant les réseaux d'eaux usées et la station d'épuration par suite des travaux de la ZAC (Zone d'Aménagement Concerté) à Othis. Requête introductive d'instance de la commune d'Othis contre Société PROMOGIM SCREG et Etat. Observations de l'administration. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur DUPONT. page 240 à 276	1982	1982
6	Affaire 82-008 : Séance du 17 mars 1982 : A4 - Noisy-le-Grand - Dommage et préjudices résultant de la présence de l'autoroute à proximité du domicile. Instance Epoux LALCON et autres contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Paris du 8 décembre 1981. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. WENNAGEL. page 311 à 324	1982	1982
6	Affaire 82-012 : Séance du 17 mars 1982 : Désordres survenus aux deux canalisations d'eau chaude franchissant la Deûle à Marquette. Projet de règlement amiable entre la Société des Grandes Malteries Modernes, l'Etat, maître d'oeuvre et la Société BOUYGUES-OFFSHORE maître d'ouvrage. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. ROUSSELIN. page 352 à 364	1982	1982
6	Affaire 81-107 : Séance du 11 février 1982 : Recours préalable en indemnité de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Saint-Malo et la Société TIMAC, en vue d'obtenir réparation du préjudice causé dans l'opération d'installation d'un terminal acide au port de Saint-Malo. Observations de l'Administration. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. DEBAYLES page 180 à 195	1981	1982
6	Affaire 82-002 : Séance du 11 février 1982 : RN12 - Dommage et préjudice causés par l'établissement d'un viaduc et des nuisances relatives à la circulation des véhicules. Instance GUEROU contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Rennes du 14 décembre 1981. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Instance au tribunal administratif, avis, Rapport au Conseil d'Etat) Rapporteur DELAUNAY. page 208 à 219	1982	1982
6	Affaire 81-103 : Séance du 11 février 1982 : Déviation au sud d'Agde. Dommages causés par l'existence ou le fonctionnement d'ouvrages publics. Instance Société Lyonnaise d'Entreprises et de Participation contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Montpellier du 14 octobre 1981. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. SALVA. page 133 à 151	1981	1982
6	Affaire 80-081 : Séance du 1er février 1982 : Examen des questions relatives aux crédits de fonctionnement et aux crédits d'études des services extérieurs	1981	1982

## ARCHIVES NATIONALES

	gérés par le Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie. (Décision du 24 juillet 1980). (Décision du groupe de travail, propositions d'un questionnaire, réponses suivant le questionnaire) Rapporteur M. DE LA SERVE page 51 à 126		
6	Affaire 82-011 : Séance du 4 mars 1982 : Canal de déviation de la Saône. Rupture d'une digue le 18 novembre 1977 à Pagny-Seurre. Instance Société DOCTIN, LECAT et Société RICHARD-DUCROS contre SCETAUROUTE et Etat. Jugement du tribunal administratif de Dijon du 19 janvier 1982. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. LEREBOUR. page 294 à 310	1982	1982
6	Affaire 81-002 : Séance du 7 janvier 1982 : Effectifs des Services Extérieurs en matière d'exploitation et d'entretien des équipements électroniques et électromécaniques implantés dans les Services Extérieurs lorsque ceux-ci ne disposent pas d'un personnel possédant une formation suffisante. (décision du 26 janvier 1981). (Décision d'un groupe de travail, Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur MM. ROUSSELIN et GOUET. page 9 à 50	1981	1982
6	Affaire 82-024 : Séance du 17 mars 1982 : A4 - Noisy-le-Grand - Nuisances phoniques découlant de la présence de l'autoroute à proximité du domicile. Instance Mme METAYER, Epoux COQUILLARD contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Paris du 16 février 1982. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis, rapport du tribunal administratif). Rapporteur M. WENNAGEL. page 376 à 388	1982	1982
6	Affaire 82-004 : Séance du 11 février 1982 : RN124 - Accident mortel du 30 janvier 1978 à Saint-Paul-les-Dax, au lieudit La Pince .Instance M. et Mme DARROUZES contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Pau du 20 octobre 1981. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, avis) Rapporteur MM. FUZEAU et LEDAIN. page 220 à 226	1982	1982
6	Affaire 81-102 : Séance du 11 février 1982 : RN84 - Accident survenu sur le territoire de la commune de MAILLAT. Instance CHOMETON, Assurances La Royale Belge contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Lyon du 22 octobre 1981. Opportunité d'un recours en conseil d'Etat. (Rapport IG, avis) Rapporteur M. LAFOND page 127 à 132	1981	1982
6	Affaire 82-009 : Séance du 4 mars 1982 : Empiètement sur le domaine public maritime dans les territoires des communes de Logonna-Daloulas et Landerneau. Instance société pour l'Etude et la Protection de la Nature en Bretagne contre Etat. Jugement du Tribunal administratif de Rennes du 30 décembre 1981. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Jugement du tribunal administratif, PV de séance, avis) Rapporteur M. DEBAYLES. page 277 à 293	1982	1982
7	Affaire 81-097 : Séance du 3 mai 1982 : Code de la Voirie routière. Projet de plan. (1ère, 3ème et 6ème Sections réunies). (Avant-projet de plan détaillé du code de la voirie routière, dispositions communes aux voies du domaine public, dispositions communes aux voies du réseau national, statuts particuliers, dispositions relatives à certaines parties du territoire, rapport IG,avis). Rapporteur M. REVERDY. page 65 à 237	1981	1982
7	Affaire 82-022 : Séance du 15 avril 1982 : Désordres dans les canalisations d'évacuation des eaux usées des immeubles sis au Rond Point-Alphonse Daudet à Amiens. Instance OPAC d'Amiens contre Société LECAT et Etat. Requête	1982	1982

**ARCHIVES NATIONALES**

	introductive d'instance devant le tribunal administratif d'Amiens du 10 juillet 1981. Observation de l'Administration; Rapport IG, PV de séance, avis) RAPPORTEUR M. DE PAULOU-MASSAT. page 7 à 23		
7	Affaire 82-027 : Séance su 29 avril 1982 : Dégâts causés par l'extraction de sable dans le lit domanial de la Loire au lieudit L'Ile Macrière, commune de Oudon. instance PERRAUD René (Syndicat des Pêcheurs Professionnels Fluviaux de la Loire-Atlantique) contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Nantes du 5 mars 1982. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG,avis) Rapporteur M. FOUCAUD. page 39 à 46	1982	1982
7	Affaire 82-031 : Séance du 13 mai 1982 : Déviation de la RN12 à Saint-Brieuc. Préjudices et nuisances causés par la construction de la Rocade Nord . Instance PASTRE contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Rennes du 10 mars 1982. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. DELAUNAY. page 238 à 248	1982	1982
7	Affaire 79-173 : Séance du 24 juin 1982 : Amélioration des conditions d'examen par la section Administration et Contentieux des affaires contentieuses. Contentieux autre que celui des marchés. (Décision du 26 octobre 1979). (Constitution d'un groupe de travail, documentation, Rapport IG, PV de séance) Rapporteur M. ATTALI page 249 à 565	1979	1982
7	Affaire 82-028 : Séance du 29 avril 1982 : Nuisances phoniques causées par la Rocade f18 aux immeubles de la rue des Bruyères à Sèvres. Instance Syndicat des Propriétaires de l'immeuble Bruyères-Bellevue, M. LELOUTRE et autres contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Paris du 16 février 1982. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. WENNAGEL. page 47 à 64	1982	1982
7	Affaire 82-026 : Séance du 29 avril 1982 : Accident du 12 avril 1978 sur le chemin rural de Saint-Sernin, commune de Montcuq. Instance Société Routes et Travaux MARCOULY contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Toulouse du 15 février 1982. Opportunité d'interjeter appel. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. GARABIOL. 24 à 38	1982	1982
8	Affaire 82-061 : Séance du 1er septembre 1982 : Saint-Nabord - RN57 - Dégâts causés par les eaux de ruissellement. Requête de M. LEDUC contre Etat, comme de Saint-Nabord. Jugement du tribunal administratif de Nancy, notifié le 11 juin 1982. Avis sur opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport TG, PV de séance, avis) rapporteur M. GIRAULT page 200 à 218	1982	1982
8	Affaire 82-045 : Séance du 1er juillet 1982 : Accident survenu le 13 octobre 1977 sur la RN5 reliant CILAOS à Saint-LOUIS. Instance de la Société BALNOLIA contre Etat. Jugement du 17 avril 1982 du tribunal administratif de Saint-Denis-de-la-Réunion. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. GAUDEL. page 12 à 24	1982	1982
8	Affaire 82-043 : Séance du 20 juillet 1982 : Intervention du Médiateur concernant la réclamation de M. CAPON, Président de l'Association des Cabaniers de l'Arnel, au sujet des autorisations d'occupation temporaire du domaine public fluvial à Palavas-les-Flots. Observations et avis de l'administration. (Intervention du médiateur, rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur LEREBOUR. page 86 à 101	1982	1982
8	Affaire 82-056 : Séance du 1er septembre 1982 : Préjudices subis du fait des	1982	1982

## ARCHIVES NATIONALES

	perturbations apportées par les travaux publics dits de la percée Marceau à Marseille (Bouches-du-Rhône). Requête de M. Maurice LAUNAY contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Marseille (Bouches-du-Rhône) notifié le 14 avril 1982. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. ATTALI page 179 à 199		
8	Affaire 82-048 : Séance du 1er juillet 1982 : Désordres dans la station d'épuration et dans une station de relèvement d'eaux pluviales de la zone industrielle nord à Arles. Instance Société Provençale d'Equipement contre Société DTP, BETEREM et Etat (DDE des Bouches-du-Rhône).(Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. ATTALI page 25 à 46	1981	1982
8	Affaire 82-090 : Séance du 9 décembre 1982 : Aubagne - Zone industrielle - Conséquences dommageables d'inondations. Instance Stés Salva-Eclair et autres contre Etat, Syndicat Mixte d'équipement d'Aubagne. Jugement du tribunal administratif de Marseille (Bouches-du-Rhône) du 19 juillet 1982. Opportunité d'interjeter appel. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. ATTALI page 504 à 528	1982	1982
8	Affaire 82-092 : Séance du 9 décembre 1982 : RN13 - Accident du 26 août 1979 dans la traversée de l'agglomération de Finhan. Instance Mme CABOT contre Etat et commune de Finhan. Jugement du tribunal administratif de Toulouse du 15 juillet 1982. Observations de l'administration (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. GARABIOL page 529 à 545	1979	1982
8	Affaire 81-087 : Séance du 8 juillet 1982 : Problèmes juridiques posés par les chutes de pierres sur les voies publiques. (Décision du 30 septembre 1981). (Rapport du groupe de travail, PV de séance, avis). Rapporteur M. GREGOIRE. page 47 à 85	1981	1982
8	Affaire 82-070 : Séance du 9 décembre 1982 : demande d'indemnisation amiable de la commune de Riom-es-Montagnes du préjudice qu'elle a subi du fait d'un glissement de terrain dans le lotissement de Saussac. Observations de l'administration. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. DUMET page 485 à 503	1982	1982
8	Affaire 82-053 : Séance du 20 juillet 1982 : Désordres causés aux Sociétés Sud-Téléphones Sinelec, Sécurité Active et au CIE STS par des inondations provoquées par des crue du ruisseau du Lez à Lattes. Requête des plaignants contre la Société GTM et l'Etat. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. SALVA page 102 à 116	1982	1982
8	Affaire 82-066 : Séance du 14 octobre 1982 : Dommages consécutifs à la construction et à la mise en service de la rocade d'Albi. Instance Mme BORDESZ contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Toulouse du 30 juin 1982 notifié le 9 juillet 1982. Observations de l'administration. (Rapport IG, PV de séance, avis, note pour le directeur des routes). Rapporteur M. GARABIOL.	1982	1982
8	Affaire 82-083 : Séance du 18 novembre 1982 : Saint-Vallier - Zone industrielle de la Saule. Dégâts causés par des inondations du ruisseau le Vernois . Requête de la Société Pontain-Poclain Matériel contre Etat et autres. Opportunité d'interjeter appel. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. FOURNEL page 449 à 460	1982	1982
8	Affaire 82-075 : Séance du 18 novembre 1982 : Aménagement de la voie	1982	1982

**ARCHIVES NATIONALES**

	expresse de contournement d'Epinal à Chavelot. Demande d'indemnisation du préjudice subi suite à dégâts provoqués par des inondations. Observations de l'administration. (Rapport IG, PV de séance, avis, décision du tribunal administratif). Rapporteur M. GIRAULT page 421 à 448		
8	Affaire 82-077 : Séance du 25 novembre 1982 : Commune de Musièges. Indemnisation des préjudices subis par MM. MANNI et DALLEMAGNE, lors de débordements de la rivière les Ussets . Jugement du tribunal administratif de Thonon du 22 janvier 1982. Requête préalable déposée le 13 avril 1982 et rappel du 31 août 1982. Observations de l'administration; (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. LAFOND page 461 à 484	1982	1982
8	Affaire 82-065 : Séance du 14 octobre 1982 : Désordres consécutifs à la construction et à la mise en service de la rocade d'Albi. Instance M. ORTIGOSA contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Toulouse du 30 juin 1982 notifié le 9 juillet 1982. Observations de l'administration. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. GARABIOL page 254 à 270	1982	1982
8	Affaire 82-063 : Séance du 1er septembre 1982 : Sausheim - Nuisances phoniques et troubles de jouissances causés par la proximité de la rocade autoroutière A36 à la propriété sise 6, rue des perdrix, appartement à M. LIEBIS. Instance M. LIEBIS contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Strasbourg notifié le 14 juin 1982. Pour avis sur opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis, décision du tribunal administratif). Rapporteur M. POZZI. page 219 à 237	1982	1982
8	Affaire 82-079 : Séance du 28 octobre 1982 : Analyse des différents modes juridiques d'utilisation du domaine public par des tiers et, tout spécialement, du régime d'occupation temporaire. Définition de normes. (Rapport IG). Rapporteur Melle ROZES page 397 à 401	1982	1982
8	Affaire 82-100 : Séance du 9 décembre 1982 : RN35 - Accident du 12 juillet 1980 sur le territoire de la commune de Lemmes. Instance Société SOTRAGO, M. GONGE contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Nancy du 28 octobre 1982. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, avis) Rapporteur M. GIRAULT. page 546 à 550	1982	1982
8	Affaire 82-049 : Séance du 23 juillet 1982 : Intervention du Médiateur concernant la réclamation de MM. MANNI et DALLEMAGNE demandant réparations de dommages subis par leurs installations lors de débordements de la rivière les Ussets à Musièges. Observations de l'administration. (Intervention du médiateur, réclamation de MM. Manni et Dallemagne, Rapport de la Cour des Comptes) Rapporteur M. GAGET page 117 à 178	1982	1982
8	Affaire 82-064 : Séance du 18 novembre 1982 : Aulnay-sous-Bois - accident mortel de la circulation survenu le 28 août 1980 au parking 7444 de l'autoroute B3 (défaut d'entretien normal). Instance époux MOTHERON contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Paris du 29 juin 1982 notifié le 6 juillet 1982. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. WENNAGEL page 402 à 420	1980	1982
8	Affaire 82-050 : Séance du 28 octobre 1982 : Ile de Porquerolles - Requête en indemnités des consorts FOURNIER contre Etat. méconnaissance de droits à construire. Observations de l'administration. (Rapport IG, PV de séance, avis, décision du tribunal administratif). Rapporteur M. ATTALI. page 291 à 332	1982	1982

**ARCHIVES NATIONALES**

8	Affaire 82-062 : Séance du 14 octobre 1982 : Rivière Allier - Dommages causés par des divagations du cours d'eau imputés à un défaut de curage et à des extractions de matériaux. instance VILLEDY et autres et de Chavagnac contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Clermont-Ferrand en date du 21 décembre 1979 et du 18 décembre 1981. Pourvois en annulation transmis par le Conseil d'Etat le 15 juin 1982. Avis de l'administration. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. FOUCAUD. page 238 à 253	1979	1982
8	Affaire 82-068 : Séance du 28 octobre 1982 : RN212 - Accident mortel de la circulation survenu le 30 novembre 1981 sur la route dite des Gorges de l'Arly. Instance Veuve DUHAYON contre Etat. Mémoire introductif d'instance du tribunal administratif de Grenoble du 29 avril 1982. La direction des Routes demande l'avis du Conseil sur les moyens de défense à présenter par l'administration. (rapport IG, PV de séance, avis, décision du Conseil d'Etat). Rapporteur M. LAFOND. page 333 à 360	1982	1982
8	Affaire 82-069 : Séance du 28 octobre 1982 : Dommages causés par des travaux d'aménagement de la voie d'accès au col de Restefond. requête introductive d'instance devant le tribunal administratif de Marseille (Bouches-du-Rhône) du 2 juillet 1982. Observations de l'administration. (Rapport IG, PV de séance, avis, décision du tribunal administratif). Rapporteur M. ATTALI page 361 à 396	1982	1982
9	Affaire 83-046 : Séance du 31 août 1983 : Saint-Denis - Effondrement le 15 décembre 1979 du mur de soutènement d'une propriété lors du débordement d'une ravine (défaut d'entretien d'un ponceau). Instance M. VIEULLE contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Saint-Denis en date du 1er juin 1983 notifié le 20 juin 1983. (Rapport IG) Rapporteur M. GAUDEL. page 524 à 529	1979	1983
9	Affaire 83-038 : Séance du 30 juin 1983 : Commune d'Anglet. Dommages subis par des propriétés riveraines du littoral Atlantique du fait de la construction de la jetée de l'embouchure de l'Adour et des dragages du chenal. Instance la Société ORIOL et la Société Foncière les Pins SETIM contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Pau du 29 mars 1983. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur ANDRAU. page 447 à 461	1983	1983
9	Affaire 83-027 : Séance du 19 mai 1983 : Cepoy - Demande d'indemnisation consécutive à l'incendie survenu dans un bâtiment du service de la navigation à Montargis ayant endommagé un bâtiment d'habitation voisin. Instance Société Assurance GAN contre Etat (DDE). La Direction de l'Administration Générale (DAG) demande l'avis du Conseil. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. ROUSSELIN page 351 à 375	1983	1983
9	Affaire 83-028 : Séance du 24 mars 1983 : Désordres affectant le viaduc de Thiou à Annecy. Instance Syndicat Intercommunal d'Etude et d'Equipement Annecienne contre Etat (CETE d'Aix-en-Provence ville d'Annecy. Requête en référé devant le tribunal administratif de Grenoble du 30 décembre 1982. Observations de l'administration. (Rapport IG, avis, jugement du tribunal administratif) Rapporteur M. LAFOND. page 315 à 324	1982	1983
9	Affaire 83-017 : Séance du 24 mars 1983 : RN89 - Accidents de la circulation survenus à l'entrée de l'agglomération de Chabreloche. Instances M. CASSIER et autres. Huit requêtes introductives d'instance déposées devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand le 7 janvier 1983. Observations de	1983	1983

**ARCHIVES NATIONALES**

	l'administration. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. BONAFOS. page 295 à 314		
9	Affaire 83-019 : Séance du 7 juillet 1983 : Difficultés pratiques que soulève l'utilisation du domaine public par des tiers. (Décision constituant le groupe de travail, rapport du groupe de travail, PV de séance, avis) Rapporteurs M. ROUSSELIN et Melle ROZES. page 462 à 486	1983	1983
9	Affaire 83-011 : séance du 3 mars 1983 : Villeneuve-Loubet - Dommages constatés dans le garage de M. URRACA-RENDUELLES, imputables à des travaux de terrassement exécutés en vue de la construction d'un terrain de sports. Jugement du tribunal administratif de Nice du 9 décembre 1982 déclarant la commune de Bar-sur-Loup responsable. Avis sur l'opportunité d'interjeter appel. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. ATTALI. page 113 à 135	1982	1983
9	Affaire 83-018 : Séance du 3 mars 1983 : Saint-Malo - Demande d'indemnisation à la suite de l'échouage du car-ferry Solidor dans le port de Saint-Malo (défaut d'entretien normal de l'ouvrage). Instance Société Emeraude-Ferries et autres contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Rennes du 6 janvier 1983. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M.DEBAYLES. page 136 à 153	1983	1983
9	Affaire 82-102 : Séance du 20 janvier 1983 : Désordres affectant le terrain de football situé sur le territoire de la commune de Barbaraz. Instance de la commune de Barberaz contre Société NOGARETTE, Etat. Jugement du tribunal administratif de Grenoble du 20 octobre 1982. Opportunité d'interjeter appel. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. LAFOND page 15 à 26	1982	1983
9	Affaire 83-048 : Séance du 6 octobre 1983 : Commune des Attaques - Désordres dans le lotissement les Dunes sur la commune des Attaques construit par la Société HLM CARPI avec le concours de la DDE du Pas-de-Calais. Instance Société HLM CARPI contre Société BEUGNET, Société CARONI, Etat. Requête auprès du tribunal administratif de Lille du 7 juin 1983. La Direction de l'Administration Générale (DAG) demande l'avis du Conseil. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. DE PAULOUMASSAT page 530 à 551	1983	1983
9	Affaire 83-005 : Séance du 9 juin 1983 : Note sur la responsabilité décennale des constructeurs. (Rapport IG, note juridique sur la responsabilité décennale des constructeurs en droit public, PV de séance, avis) Rapporteur M.PRADE page 376 à 424	1983	1983
9	Affaire 83-041 : Séance du 3 août 1983 : Recours contentieux en indemnité de la Société STRIBICK et Fils, assisté de M. GALLEA, Administrateur Judiciaire devant le tribunal administratif de Paris. Observations de l'administration. (Jugement du tribunal administratif, Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. HASSON. page 487 à 509	1983	1983
9	Affaire 83-003 : Séance du 17 février 1983 : Commune de Sémeac - Dégâts causés par des inondations, provoquées à l'exécution de travaux de renforcement et d'élargissement de la RN117 et aux débordements du canal de l'Alaric, à la propriété de M. LOPEZ. Instance M. LOPEZ contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Pau du 21 décembre 1982. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis, décision du	1982	1983

**ARCHIVES NATIONALES**

	Conseil d'Etat) Rapporteur M. GARABOL. page 51 à 70		
9	Affaire 83-045 : Séance du 31 août 1983 : RN12 - Accident mortel de la circulation survenu le 8 septembre 1980, par suite de la modification de la circulation (insuffisance de la signalisation). Instance M. LE BERRE contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Rennes en date du 16 juin 1983. Avis sur l'opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. DELAUNAY page 510 à 523	1980	1983
9	Affaire 83-023 : Séance du 19 mai 1983 : Demande d'indemnisation consécutive à la rupture de la conduite d'eau desservant la ZAC (Zone d'Aménagement Concerté) les Champins Requête introductive d'instance devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand en date du 6 janvier 1983. La Direction de l'Administration Générale (DAG) demande l'avis du Conseil. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. DUMET page 325 à 350	1983	1983
9	Affaire 83-015 : Séance du 24 mars 1983 : Erdeven - Lieu dit Kerminiky. Demande d'indemnisation formulée par la Société d'Exploitation des Dunes d'Erdeven à la suite de la fermeture de la carrière qu'elle exploitait. Requête déposée le 5 juillet 1982 devant le tribunal administratif de Rennes. Observations de l'administration. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. DELAUNAY. page 260 à 294	1982	1983
9	Affaire 83-014 : Séance du 24 mars 1983 : Saint-Cyr-les-Leques - Dégradations du quai de grutage du port. Contravention de grande voirie. Ministre de la Mer contre Société du nouveau port de Saint-Cyr. Jugement du tribunal administratif de Nice du 17 novembre 1982. Observations de l'administration en vue de la production du mémoire ampliatif en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. PAGES. page 233 à 259	1982	1983
9	Affaire 83-030 : Séance du 30 juin 1983 : Rivière de l'Isère - Contraventions de grande voirie pour extraction illicite de matériaux et construction d'un ouvrage dans le lit de la rivière à Essarts-Blay. Instance Société DEANDREA contre Etat. Pourvoi de l'entreprise contre le jugement du tribunal administratif de Grenoble du 24 mars 1982. Observations de l'administration. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. LEREBOUR page 425 à 446	1982	1983
9	Affaire 83-016 : Séance du 17 mars 1983 : RN312 - déviation du Cap d'Agde à Vias. Dommages causés à un engin de la Société RIZZI du fait de la présence de dénivellation de la chaussée. Instance Société RIZZI contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Montpellier du 17 janvier 1983. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur SALVA. page 189 à 212	1983	1983
9	Affaire 83-013 : Séance du 17 mars 1983 : Huez - Malfaçons affectant la patinoire construite par la Société QUIRI. Mémoire introductif d'instance du 11 décembre 1982, de la commune d'Huez-en-Oisans contre Société QUIRI et Etat. Observations de l'administration. (Rapport IG, PV de séance, avis, décision du tribunal administratif) Rapporteur M. LAFOND. page 154 à 188	1982	1983
9	Affaire 83-002 : Séance du 3 mars 1983 : Commune de Noaillan - Dommages subis dans l'exploitation de la centrale électrique appartenant à M. THOMAS par l'encombrement du cours d'eau domanial le Ciron en aval du moulin de Castaing. Jugement du tribunal administratif de Bordeaux du 23 novembre 1982. Avis sur l'opportunité de faire appel. (Jugement du tribunal administratif, rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. DEBAYLES page 94 à 112	1982	1983

## ARCHIVES NATIONALES

9	Affaire 83-010 : Séance du 24 mars 1983 : Porto-Vecchio - Dommages causés par l'inondation de la propriété de M. LIANDON suite aux travaux effectués sur la RN198 par la Société ANTONIOTTI-NATALI. Jugement du tribunal administratif de Nice du 24 février 1981. Requête en Conseil d'Etat du 18 mai 1981. Observations de l'administration. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. ATTALI. page 213 à 232	1981	1983
9	Affaire 82-098 : Séance du 3 mars 1983 : Canal de la Robine. Bief de Padirac - Pont des Marchands à Narbonne. Observations de l'administration. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. DEBAYLES page 71 à 93	1982	1983
9	Affaire 82-106 : Séance du 17 février 1983 : Lescure-d'Albigeois - Lieudit l'Usclude . Dommages causés à la propriété des consorts LACROIX-VALERY suite à des inondations provoquées par des travaux pour le doublement de la RN88. Requête introductive d'instance consorts LACROIX-VALERY déposée le 20 octobre 1982 devant le tribunal administratif de Toulouse contre Etat. Observations de l'administration. (Rapport IG, PV de séance, avis, jugement du tribunal administratif) Rapporteur M. GARABIOL page 27 à 50	1982	1983
9	Affaire 83-068 : Séance du 17 novembre 1983 : Arrêts du Conseil d'Etat du 27 mai 1983 : Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie contre commune de PRESLES, commune de Saint-Varent, commune de Prades. Enseignements à tirer. Rapporteur M. DECROIX page 552 à 569	1983	1983
10	Affaire 84-056 : séance du 13 décembre 1984 : Commune de Maintenon - Demande de réparation des préjudices subis en raison de l'interruption du chantier du Centre socioculturel sur un terrain situé à Pierres (le parc Gail). Demande d'avis de la Direction de l'Administration Générale (DAG) sur un mémoire complémentaire à adresser éventuellement au Conseil d'Etat. (Lettre Direction de l'Administration Générale (DAG), rapport IG, PV de séance, avis, Rapporteur M. FOUCAUD page 557 à 583	1984	1984
10	Affaire 84-010 : Séance du 5 avril 1984 : RN151 - Accident mortel de la circulation survenu le 20 mai 1977 au lieudit la Forêt de Mareuil . Instance Mme THEVENET et CPAM de la Vienne contre Etat. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. FUSEAU page 294 à 305	1977	1984
10	Affaire 83-051 : Séance du 2 février 1984 : Désordres affectant les bassins de lagunage de la station d'épuration du Barcarès (Pyrénées-Orientales) réalisées sous la maîtrise d'oeuvre du service maritime et de navigation du Languedoc-Roussillon. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. PAGES. page 56 à 83	1983	1984
10	Affaire 84-040 : Séance du 11 octobre 1984 : Effondrement du mur de la propriété de M. VIEUILLE lors du débordement des eaux d'une ravine, provoqué par l'obstruction d'un ponceau. Pourvoi de l'intéressé contre le jugement du tribunal administratif de Saint-Denis du 1er juin 1984 déclarant l'Etat, EDF et la Compagnie Générale des Eaux solidairement responsables de 50 des dommages de la propriété de M. VIEUILLE. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. GAUDEL page 473 à 495	1984	1984
10	Affaire 84-027 : Séance du 24 mai 1984 : Canal des Ardennes - Ecluse n°16 de Montjon - Accident survenu au bateau Merkur le 14 novembre 1980. Instance M. WIROTUS contre Etat. Jugement du 13 mars 1984 devant le tribunal	1984	1984

## ARCHIVES NATIONALES

	administratif de Chalons-sur-Marne. Opportunité de faire appel. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. LEREBOUR page 406 à 418		
10	Affaire 84-065 : Séance du 13 décembre 1984 : Avis du CGPC sur un projet de convention à passer entre l'Etat et la ville de Romans en ce qui concerne un passage à niveaux en remplaçant le PN19 et réaliser avec le concours de la DDE. (lettre Direction de l'Administration Générale (DAG), rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. LAFOND. page 596 à 618	1984	1984
10	Affaire 84-062 : Séance du 13 décembre 1984 : Commune de Chazay-d'Azergues - Dommages causés à la propriété de M. ROVIDATI par un orage dont les eaux n'ont pu s'écouler à la suite de travaux de terrassement exécutés sur le fonds voisin sous maîtrise de la DDE. Demande d'avis de la Direction de l'Administration Générale (DAG) sur la réponse à faire au tribunal administratif de Lyon. ( Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. LAFOND. page 584 à 595	1984	1984
10	Affaire 83-066 : Séance du 15 mars 1984 : Commune de Montsinery-Tonnegrande - Opportunité d'un règlement amiable de deux sinistres subis par la commune et affectant des ouvrages construits sous la maîtrise d'oeuvre de la DDE de la Guyane. Observations de l'administration. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. GAUDEL page 265 à 276	1983	1984
10	Affaire 84-041 : Séance du 11 octobre 1984 : RN82 - Accident de la circulation du 7 juin 1978 à Bourg-Argental. Instance M. ALVES contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Lyon du 7 juin 1984. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, jugement du tribunal administratif, avis) Rapporteur M. LAFOND page 496 à 521	1978	1984
10	Affaire 84-054 : Séance du 15 novembre 1984 : Champlan - Désordre affectant le terrain de football de la commune réalisé sous la maîtrise d'oeuvre de la DDE. Opportunité d'appel contre le jugement du tribunal administratif de Versailles du 26 septembre 1984. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. GARABIOL page 522 à 537	1984	1984
10	Affaire 84-038 : Séance du 5 septembre 1984 : Dommages causés à une propriété dans la zone industrielle (ZI) du Chaudron, à Saint-Denis du fait du débordement de la ravine du Chaudron en janvier 1980. Recours de la Compagnie Marseillaise de Madagascar contre le jugement du tribunal administratif de Saint-Denis du 30 mars 1983. (Rapport IG, avis) Rapporteur M. GAUDEL page 461 à 472	1980	1984
10	Affaire 84-003 : Séance du 15 mars 1984 : Accident de la circulation survenu le 21 septembre 1980 sur la RN88 au lieudit le Mikado du fait de la présence de pierres tombées sur la voie à la suite d'un orage. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. Instance Melle SCHLETTE contre Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. SALVA. page 277 à 288	1980	1984
10	Affaire 84-004 : Séance du 23 février 1984 : Accident mortel survenu le 2 février 1980 à hauteur de l'écluse n°4 à Fleville. Instance Mme SERF et MACIF contre Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur LEREBOUR page 173 à 181	1980	1984
10	Affaire 82-076 : Séance du 23 février 1984 : Problèmes juridiques par la présence d'aménagements hydrauliques sur l'Allier (non domanial) à Monistrol. Observations de l'administration. (Rapport IG, Notes de Ministre de	1982	1984

**ARCHIVES NATIONALES**

	l'Environnement, Electricité de France,PV de séance, avis) Rapporteur M. FOUCAUD. page 104 à 160		
10	Affaire 84-032 : Séance du 4 juillet 1984 : Accident de la circulation au lieu dit les Prés Guyomards . Commune de plaintel AGF et CPAM des Cotes-du-Nord contre Etat. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, avis) Rapporteur M. AVRIL page 435 à 448	1984	1984
10	Affaire 83-070 : Séance du 2 février 1984 : Désordres affectant une installation de réception et de stockage d'acide dans le port de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) - réalisée sous la maîtrise d'oeuvre de la DDE. Opportunité d'appel contre le jugement du tribunal administratif de Rennes, du 1er décembre 1983. (Jugement du tribunal administratif, PV de séance, avis). Rapporteur M. DEBAYLES 84 à 103	1983	1984
10	Affaire 84-039 : Séance du 6 décembre 1984 : Auterrive - Barrage de la scierie dite du Moulin d'Auterrive . Opportunité d'appel contre le jugement du tribunal administratif de Pau du 20 juillet 1984, annulant l'autorisation de réparer le barrage et de construire un barrage en dur sur le gave d'Oloron. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. ESTIENNE page 538 à 556	1984	1984
10	Affaire 84-019 : Séance du 4 juillet 1984 : Lyon - Domanialité du centre d'échanges de Perrache. Demande l'avis de la direction des Routes. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. LAFOND page 419 à 434	1984	1984
10	Affaire 84-036 : Séance du 5 septembre 1984 : Accident survenu dans le port de Grandcamp, le 19 novembre 1979 au chalutier Laiss Dire . Présence d'une haussière de corps-mort non signalée. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. Jugement du tribunal administratif de Camp du 12 juin 1984. (Jugement du tribunal administratif, PV de séance, avis) Rapporteur M. ANDRAU page 449 à 460	1979	1984
10	Affaire 84-013 : Séance du 3 mai 1984 : recours en indemnisation pour destructions survenues à la suite d'un glissement de terrain dans l'immeuble les Lys-des-Alpes , à Pelvoux. Instance Mme BANULS contre Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. PONTON page 323 à 342	1984	1984
10	Affaire 81-030 : Séance du 1er mars 1984 : Thèmes d'inspection pour 1981. Méthodes d'archivage (1ère et 3ème sections réunions). (décision du 2 septembre 1981). (Création d'un groupe de travail, rapport IG, dossier questionnaire sur les méthodes d'archives, PV de séance, avis) Rapporteur Melle CRIVELLI page 182 à 264	1981	1984
10	Affaire 83-067 : Séance du 19 janvier 1984 : Etablissement de dossiers de documentation pour examen des affaires contentieuses soumises à la section administration et contentieux - Dommages travaux publics. Fascicule particulier : éboulements de terrains,chutes de rochers et avalanches sur les voies publiques. Fascicule particulier : déclivités de la chaussée et pertes de tracés. (Fascicules, rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. ATTALI. page 17 à 55	1983	1984
10	Affaire 84-009 : Séance du 15 mars 1984 : Extraction de matériaux dans les cours d'eau domaniaux. Instance Syndicat des Producteurs de granulats du Midi-Pyrénées contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Toulouse du 10 janvier 1984 annulant un arrêté préfectoral d'interdiction. (Lettre du directeur de la Prévention des Pollutions, jugement du tribunal administratif).	1984	1984

**ARCHIVES NATIONALES**

	Rapporteur M. DEBAYLES. page 289 à 293		
10	Affaire 84-015 : Séance du 5 avril 1984 : Commune scaer - Désordres survenus dans la piscine de la commune. Instance commune Scaer contre Société du Génie Civil de l'Ouest. Opportunité d'interjeter appel du jugement rendu par le tribunal administratif de Rennes. ( Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. AVRIL page 306 à 322	1984	1984
10	Affaire 84-014 : Séance du 16 mai 1984 : Responsabilité et assurance dans le domaine de la construction. Exposé général par M. SPINETTA, Vice-Président honoraire du CGPC et Président du Comité pour l'application de la loi du 4 janvier 1978 (compte rendu de la réunion sur la responsabilité et assurance dans le domaine de la construction, préparation et mise en place de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978, questions et réponses de la réunion, PV de séance) Rapporteur M. BERNARD. page 343 à 405	1984	1984
10	Affaire 83-049 : Séance du 23 février 1984 : Communes des Mées, d'Oraison et de Manosque. Requête de la Société Civile Foncière Agricole du domaine Saint-Goerges contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Marseille (Bouches-du-Rhône) annulant l'arrêt du 27 août 1979 qui fixait le domaine public fluviale la Durance. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. LEREBOUR. page 161 à 172	1983	1984
11	Affaire 85-009 : Séance du 4 avril 1985 : Accident de la circulation le 19 juin 1985 à Beuzeville. Opportunité d'appel contre le jugement du 14 décembre 1984 par le tribunal administratif de Rouen. Instance M.NOEL contre Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. BOUZOUD. page 46 à 60	1985	1985
11	Affaire 85-021 : Séance du 23 mai 1985 : RN196 - Inondations affectant le camping le Prunelli (Porticcio), suite à la construction du nouveau pont de Pisciatello. Instance M. SUBRINI contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Bastia du 22 juin 1984. Observations de l'administration. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. SALVA page 176 à 193	1985	1985
11	Affaire 85-046 : Séance du 4 septembre 1985 : Onard - Rivière domaniale de Adour. Demande de réparations du préjudice subi du fait de l'impossibilité d'exploiter la microcentrale en raison de l'arrasement par l'administration de la crête du barrage de la micro-centrale. Instance Société INTERBAIL contre Etat. Requête auprès du tribunal administratif de Pau, en date du 25 mars 1985. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. ESTIENNE page 297 à 312	1985	1985
11	Affaire 85-010 : Séance du 9 mai 1985 : Commune d'Anglet - Dommages de travaux publics. Rupture en 1969, du mur édifié par la Société foncière Biarritz-Anglet pour protéger les terrains dont elle était propriétaire, sur le front de mer. Avis sur le rapport de l'expert désigné par le Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. ANDRAU. page 113 à 125	1985	1985
11	Affaire 85-027 : Séance du 11 juillet 1985 : Port-Sainte-Marie - Désordres constatés dans des immeubles à la suite d'un mouvement de terrain, rue Royale en bordure de la RN113. Instance M et Mme Quatre et autres contre Etat, commune de Port-Sainte-Marie, SNCF et Syndicat des Eaux. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. SALVA page 194 à 236	1985	1985
11	Affaire 85-066 : Séance du 14 novembre 1985 : Demande d'avis du Secrétaire Général de l'Equipement et de l'Environnement en vue de la mise au point d'un rapport sur l'effondrement d'une buse Armco. Enseignements à tirer de cette	1985	1985

## ARCHIVES NATIONALES

	affaire et propositions éventuelles aux Directeurs intéressés (1ère, 2ème et 4ème Sections réunies) (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteurs MM. GIRAULT et PILON. page 535 à 556		
11	Affaire 85-015 : Séance du 23 mai 1985 : RN89 - Accidents survenus à l'entrée de l'agglomération Chabreloche. Instance M. CASSIER et autres contre Etat. Opportunité d'appel contre les jugements rendus par le tribunal administratif de Clermont-ferrand le 27 novembre 1984. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. PEZIN. page 161 à 175	1985	1985
11	Affaire 84-051 : Séance du 12 novembre 1985 : Les superpositions de domanialité dans les centres d'échanges routiers. (Décision du 8 octobre 1984) (Constitution d'un groupe de travail, rapport du groupe) Rapporteur M. ROY. page 463 à 534	1984	1985
11	Affaire 85-045 : Saint-Chamond - Inondations d'ateliers envahis par les eaux en crue de la rivière Le Janon suite à la construction de l'autoroute A47. Instance Société LEGAT contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Lyon du 18 avril 1985. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. LAFOND page 313 à 333	1985	1985
11	Affaire 85-061 : Séance du 31 octobre 1985 : Gournay en Bray - Opportunité de règlement amiable des dommages subis par le remblai d'une voie ferrée à la suite des travaux de curage de l'EPT effectués sous la maîtrise d'oeuvre de la DDE. Instance de la SNCF contre Etat, les communes de Gournay en Bray et Ferrières en Bray et la Société des curages - dragages et travaux publics. (Rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. BOUZOUD. page 434 à 462	1985	1985
11	Affaire 85-059 : Séance du 31 octobre 1985 : Demande d'indemnisation en réparation du préjudice subi par la suite de la pollution de l'eau de mer lors de la réalisation du port de plaisance de Palavas-les-Flots. Instance institut marin Saint-Pierre à Palavas-les-Flots contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Montpellier du 18 juin 1985. (Rapport IG, avis). Rapporteur de M. PAGES page 420 à 433	1985	1985
11	Affaire 84-070 : Séance du 24 janvier 1985 : Désordres affectant le viaduc du Thique à Annecy. Requête introductive d'instance déposée devant le tribunal administratif de Grenoble par le syndicat intercommunal SIEEAA contre la Société CITRA-FRANCE, l'Etat (CETE d'Aix-en-Provence) et la ville de Nancy. Observations de l'administration. (Requête introductive d'instance, rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. LAFOND. page 13 à 45	1985	1985
11	Affaire 85-040 : Séance du 4 septembre 1985 : Rivière Lot - Barrage EDF de Villeuve-sur-Lot et du temple à Casseneuil. Instances Fontaine et autres contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Bordeaux du 23 mai 1985. Observations de l'administration. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. ESTIENNE. page 258 à 296	1985	1985
11	Affaire 85-048 : Séance du 31 octobre 1985 : Pessac - Nuisances périphériques de Bordeaux. Instances TORLOIS et autres contre Etat. Opportunité d'appel contre le jugement du tribunal administratif de Bordeaux du 14 mai 1985. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. SALVA. page 367 à 405	1985	1985
11	Affaire 85-037 : séance du 11 juillet 1985 : Sierck-les-Bains - Effondrement d'un mur de clôture. Dommages de travaux publics. Opportunité d'appel contre un jugement du tribunal administratif de Strasbourg du 15 mai 1985. Instance	1985	1985

**ARCHIVES NATIONALES**

	époux Christophe contre Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. GIRAULT. page 237 à 257		
11	Affaire 85-017 : Séance du 4 avril 1985 : La Trinité-sur-Mer - Contravention de grande voirie pour occupation illicite du Domaine public maritime. Instance l'Association Trinitaire de Défense de la pêche à pied et de l'environnement contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Rennes du 23 janvier 1985. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, avis) Rapporteur M. DEBAYLES page 61 à 68	1985	1985
11	Affaire 85-012 : Séance du 23 mai 1985 : Littoral de Saint-Aygulf - Retrait d'autorisation d'exploitation d'une carrière de sable et de gravier dans le lit de l'Argens. Instance Consorts BRET et PERRIN contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Nice du 20 décembre 1984. Opportunité d'interjeter appel. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. PAGES. page 126 à 160	1985	1985
11	Affaire 85-049 : séance du 31 octobre 1985 : RN59 - Accident du 3 décembre 1981 à la sortie de la commune Liepvre, présence d'une plaque de verglas. Instances NEFF et Société d'Assurance Rhin et Moselle contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Strasbourg du 20 juin 1985. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, avis) Rapporteur M. GIRAULT. page 406 à 419	1985	1985
11	Affaire 85-057 : Séance du 3 octobre 1985 : Dommages de travaux publics. Désordres et préjudices (immeuble situé 11, rue de la Réserve à Nice) provoqués par des tirs de mines pratiqués en 1980 à l'occasion de l'exécution des travaux d'agrandissement et d'aménagement du port Lympia . Instance GHINTRAN contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Nice du 13 août 1985. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, avis) Rapporteur M. PAGES. page 354 à 366	1985	1985
11	Affaire 85-055 : Séance du 3 octobre 1985 : Dégâts causés à des propriétés sises à Loriol-sur-Drôme. Instances SEIGNOBOS et MION, CRMA Drôme - Ardèche contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Grenoble du 29 mai 1985. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. LAFOND page 334 à 353	1985	1985
11	Affaire 84-068 : Séance du 9 mai 1985 : Contribution du CGPC et de IGEE à l'amélioration des relations entre l'administration et les usagers. (Décision du 29 novembre 1984) (constitution d'un groupe de travail, rapport du groupe, PV de séance, avis) Rapporteurs MM. DUPONT et MARTIN. page 69 à 112	1985	1985
12	Affaire 85-076: séance du 13 février 1986 : Instance de la Société TECHNA contre la DDE à propos de la maîtrise d'oeuvre du réseau d'assainissement de la commune Romilly-sur-Aigre. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. LECOURT page 16 à 31	1985	1986
12	Affaire 86-008: séance du 27 mars 1986 : Strasbourg - préjudice commercial subi par la Société Paul FREISS lors de la réalisation de la pénétrante des halles. Instance Société Paul FREISS contre Etat. Jugement du tribunal administratif de Strasbourg du 14 janvier 1986. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. LEFRANC page 137 à 152	1986	1986
12	Affaire 86-020: séance du 29 avril 1986 : Dommages subis par les installations	1986	1986

## ARCHIVES NATIONALES

	de la Société commerciale et industrielle martiniquaise, à la suite du débordement du canal du Lamentin en novembre 1984. Opportunité d'appel contre le jugement du tribunal administratif de Fort-de-France du 28 janvier 1986. instance SCIM contre Etat. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. GAUDEL page 193 à 207		
12	Affaire 86-031: séance du 1er juillet 1986 : Travaux en cours en matière de codification des textes législatifs et réglementaires : - Code des Ports Maritimes - Code du Domaine Public Maritime - Code de la Voirie Routière - Code du Domaine Public Fluvial ( PV de séance, avis) page 208 à 218	1986	1986
12	Affaire 86-003: séance du 13 février 1986 : Désordres affectant les bassins de lagunage de la station d'épuration de la commune du Barcares. Instance de cette commune contre les entreprises et l'Etat. (Rapport IG, résumé du rapport de M. PAGES, utile pour examen du 2ème rapport de l'expert, PV de séance, avis) Rapporteur M. DEBAYLES page 45 à 70	1986	1986
12	Affaire 86-007: séance du 27 février 1986 : Accident du 27 octobre 1976 sur un chantier situé sur la RN80 entre Autun et marmagne. Instance Société PASSARD et Société Préservatrice Foncière contre Etat. Opportunité d'appel contre le jugement du tribunal administratif de Dijon du 17 décembre 1985. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. VAUDAY page 71 à 80	1986	1986
12	Affaire 86-016: séance du 21 mars 1986 : le contentieux du bruit - note de documentation des services sur les problèmes contentieux posés par le bruit : légalité des actes administratifs susceptibles de recours et indemnisations. (1ère, 2ème, 5ème et 6ème sections réunies). (Guide des services dans le contentieux du bruit avec la participation des représentants des directions d'administration centrale intéressées, PV de séance, avis) Rapporteur M. JACQUIN page 81 à 136	1986	1986
12	Affaire 86-033: séance du 10 décembre 1986 : Pourvoi n°70-216 - Conseil d'Etat - Affaire USINOR contre le port autonome de Dunkerque. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. VIAN page 411 à 442	1986	1986
12	Affaire 86-025: séance du 29 octobre 1986 : Problèmes juridiques soulevés par le reversement des subventions de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH). (Lettre du Directeur Général de l'ANAH au Ministre de l'Urbanisme, avis). page 359 à 366	1986	1986
12	Affaire 85-080 : Séance du 13 février 1986 : Dommages aux cultures imputés à des lapins de garenne en provenance du domaine public fluvial de Saint-Pryve-Saint-Mesmin. Instance BELOUET et autres contre Etat. Opportunité de faire appel du jugement du tribunal administratif d'Orléans, du 1er octobre 1985. (Jugement du tribunal administratif, PV de séance, avis) Rapporteur M. LECOURT page 32 à 44	1985	1986
12	Affaire 84-023: séance du 22 octobre 1986 : La compétence et la place des cellules chargées du contentieux dans les services extérieurs (Décision du 9 avril 1984) (1ère et 4ème sections réunies) (Décision de création d'un groupe de travail, Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteurs MM. DUPONT et CAGET page 282 à 358	1984	1986

**ARCHIVES NATIONALES**

12	Affaire 86-013: séance du 27 mars 1986 : Dégâts provoqués à Bourg-de-Péage par la crue de l'Isère de mai 1983. Instance Melle CATY contre Etat département de la Drôme et ville de Bourg-de-Péage. Observations de l'administration. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. LEREBOUR page 153 à 162	1986	1986
12	Affaire 86-044: séance du 16 octobre 1986 : ile de Cavallo - Golfe de Bonifacio - Instance introduite par la Société La Concorde contre Etat et consorts, suite à avaries subies par un navire de plaisance. Jugement du tribunal administratif de Bastia du 4 juillet 1986. Opportunité de faire appel. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. DEBAYLES page 260 à 281	1986	1986
12	Affaire 86-019: séance du 27 novembre 1986 : Instance introduite devant le tribunal administratif de Bastia du 3 septembre 1984 par le groupement d'entreprises GTM - BTP Corse Travaux et AGOSTINI, adjudicataire d'un marché de travaux publics pour la construction d'un tunnel routier sous le vieux port de Bastia, pour obtenir une indemnité pour travaux supplémentaires et préjudice. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteurs MM. PONTON et BEAU page 367 à 410	1984	1986
12	Affaire 86-042: séance du 10 décembre 1986 : Recours contentieux de M. PLUNIAN devant le tribunal administratif de Rennes du 29 mars 1984. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. DELAUNAY page 443 à 458	1984	1986
12	Affaire 86-037 : séance du 31 juillet 1986 : Recours de l'Union Syndicale Géotechnique relative à l'action des CETE. (Lettre recommandée de USG au Ministre de l'Urbanisme et du Logement, intervention des laboratoires des Ponts et Chaussées et des Centres d'Etudes Techniques de l'Equipement, Fondements juridiques du recours de l'Union Syndicale Géotechnique contre les CETE, avis) page 227 à 259	1986	1986
12	Affaire 85-082: séance du 3 avril 1986 : Désordres affectant le second pont de Bergerac construit sous la maîtrise d'oeuvre de la DDE. Instance ville de Bergerac contre Etat et Société des Grands Travaux de Marseille (Bouches-du-Rhône). Observations de l'administration. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. SALVA page 163 à 192	1986	1986
12	Affaire 86-029: séance du 2 JUILLET 1986 : Commune de Morne-Rouge : Dommages subis à l'exploitation de LAMPLA, agriculteur, suite au débordement de la rivière Capet après la construction d'un pont. Instance LAMPLA CONTRE Etat. Jugement du tribunal administratif de Fort-de-France du 2 avril 1986. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Jugement du tribunal administratif, PV de séance, avis) Rapporteur M. AUGIER page 219 à 226	1986	1986
13	Affaire 79-171: séance du 12 décembre 1979 : Recherche pour les routes à deux fois deux voies de caractéristiques géométriques adaptées. (Rapport IG, avis, questionnaire, extrait des discussions, loi de finances, correspondance). Rapporteurs MM. FUMET et BONAFOS. page 213 à 295	1979	1979
13	Affaire 79-130: séance du 31 juillet 1979 : Marchés d'ingénierie et d'architecture relatifs aux constructions publiques. Modification de l'article 108 du Code des marchés publics. (2ème et 4ème sections réunies). (projet de décret, avis) page 176 à 212	1979	1979

## ARCHIVES NATIONALES

13	Affaire 79-077: séance du 6 avril 1979 : Concours d'accès des élèves de l'Ecole Normale Supérieure et de l'Ecole Normale Supérieure de jeunes filles au corps des Ingénieurs des Ponts et Chaussées. (Avis). Rapporteur M. HUET. page 104 à 109	1979	1979
13	Affaire 79-087: séance du 5 juin 1979 : Application de la loi n°78-742 du 13 juillet 1978 relative au régime des brevets d'invention (cas des organismes publics). Examen du projet de décret. (Projet de décret, rapport IG, rapport du directeur du LCPC) Rapporteur M. BONITZER. page 110 à 135	1979	1979
13	Affaire 78-150: séance du 5 février 1979 : Orientation des activités du Laboratoire Central des Ponts et Chaussées (LCPC). La composition du groupe de travail est annexée à la note du Président. (Rapport IG) Rapporteur M. ARQUIE page 10 à 60	1979	1979
13	Affaire 79-037: séance du 28 février 1979 : Problèmes de surveillance et de réparation des ouvrages d'art anciens. (Rapport IG, PV de séance, avis) Rapporteur M. GRATTESAT. page 61 à 103	1979	1979
13	Affaire 79-138: séance du 27 février 1980 : Etude des problèmes posés par l'industrialisation du bâtiment. (Décision du 23 juillet 1979). (Décision constituant un groupe de travail, rapport IG, avis, PV de séance). Rapporteur M. BLACHERE. page 296 à 400	1979	1979
13	Affaire 79-084: séance du 10 juillet 1979 : Interventions de l'Etat dans le cadre des lois n° 48-1530 du 29 septembre 1948 et n° 55-985 du 26 juillet 1955. Incidence des dispositions prévues par la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la Construction. (Décision du 3 mai 1979). (Rapport IG, décision constituant un groupe de travail, circulaire, avis). Rapporteurs MM. HUET et ARQUIE. page 136 à 175	1979	1979
14	Affaire 80-071: séance du 30 avril 1980 : 1 - Informations générales sur l'état d'avancement des Eurocodes et des normes internationales de charges et de calcul. 2 - Directives de la CEE sur les problèmes de qualité des matériaux. 3 - Informations sur le colloque international de Saint-Rémy-les-Chevreuse Séismes, sols et structures (Rapports IG (Informations générales sur l'état d'avancement des Eurocodes - Directives de la CEE sur les problèmes de qualité des matériaux - Colloque international de Saint-Rémy-les-Chevreuse Séismes, sols et structures, PV de séance). Rapporteurs MM. GRATTESAT, BLACHERE et MATHIEU. page 279 à 368	1980	1980
14	Affaire 79-181: séance du 4 avril 1980 : Les villes nouvelles et l'assurance construction, en application de la loi 78-12 du 4 janvier 1978, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. (correspondance, texte de loi 78-12 du 4 janvier 1978, rapport IG, avis) Rapporteurs MM. BRIQUEL et LEVY. page 7 à 43	1979	1980
14	Affaire 80-026: séance du 16 avril 1980 : Modification du règlement des usines fabriquant du béton. Projet de nouveau règlement. (Modification du règlement des usines fabriquant du béton, circulaires, rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. ARQUIE. page 44 à 223	1980	1980
14	Affaire 80-054bis : séance du 28 avril 1980 : Concours d'accès des élèves de l'Ecole Normale Supérieure et de l'Ecole Normale Supérieure de Jeunes Filles	1980	1980

## ARCHIVES NATIONALES

	au corps des Ingénieurs des Ponts et Chaussées. (Voir affaire n°79-077) (Avis) Rapporteur M. HUET. page 275 à 278		
14	Affaire 78-132: séance du 24 avril 1980 : Construction d'ouvrages d'art non courants à titre de mission non obligatoire. (Décision du 13 octobre 1978) (Décision constituant un groupe de travail, rapport IG, PV de séance, avis). Rapporteur M. DE LA SERVE. page 224 à 276	1980	1980
15	Affaire 80-061: séance du 15 septembre 1980 : Réforme des rémunérations des missions d'ingénierie et d'architecture. La composition du groupe de travail est annexée à l'Avis (Affaire n°79-130) (Rapport du groupe de travail, avis, projet de décret) page 413 à 478	1980	1980
15	Affaire 80-063: séance du 19 juin 1980 : Eposé de M. KOSCIUSKO-MORIZET Directeur de la Qualité et de la Sécurité Industrielles, au Ministère de l'Industrie, sur les divers aspects des activités de sa direction. (Exposé sur le Ministère de l'Industrie, PV de séance) Rapporteur M. KOSCIUSKO-MORIZET. page 206 à 221	1980	1980
15	Affaire 79-056: séance du 20 juin 1980 : Politique du contrôle de la qualité des produits utilisés dans les travaux publics. (Rapport IG, PV de séance) Rapporteur M. TESSONNEAU. page 222 à 412	1979	1980
15	Affaire 79-156: séance du 4 novembre 1980 : Application de la loi 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, en cas de concours prêtés par les services techniques de l'Etat aux collectivités locales et à divers organismes. (Décision du 10 septembre 1979) (2ème et 1ère sections réunies). (Application de la loi 78-12 du 4 janvier 1978, rapport du groupe de travail). Rapporteurs MM. HUET et BRIQUEL page 523 à 543	1979	1980
15	Affaire 80-055: séance du 14 mai 1980 : Fascicule n°69 Travaux en souterrain du Cahier des Clauses techniques Générales. (Fascicule n°69 Travaux en souterrain du CCTG, PV de séance, avis) Rapporteur M. MALCOR. page 8 à 205	1980	1980
15	Affaire 80-084: séance du 3 octobre 1980 : Projet de circulaire pour l'application aux marchés publics de la loi 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction en ce qui concerne les produits entraînant la responsabilité solidaire du fabricant et du metteur en oeuvre. La composition du groupe de travail est annexée à l'Avis (Circulaire, Rapport du groupe de travail, avis) Rapporteur M. BERNARD page 479 à 522	1980	1980
16	Affaire 80-082: séance du Projet d'arrêté particulier au domaine Infrastructures dans le cadre de la réforme de la réglementation des rémunérations d'ingénierie et d'architecture. (Décision du 29 juillet 1980) (décision constituant un groupe de travail, projet d'arrêté relatif aux marchés publics d'ingénierie de l'Infrastructure). Rapporteur M. HUET. page 44 à 107	1981	1981
16	Affaire 80-010: séance du 8 décembre 1981 : Etude sur l'intérêt de mettre en place un réseau national de documentation sur les problèmes d'urbanisme, d'aménagement, d'environnement et de transports. (Décision du 28 janvier 1980) (Décision constituant un groupe de travail, rapport IG, documentations) Rapporteurs MM. LEVY et BRETONNIERE. page 465 à 555	1980	1981

## ARCHIVES NATIONALES

16	Affaire 81-010: séance du 26 février 1981 : Exposé du Professeur GERMAIN, Secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences sur les Sciences mécaniques et l'Avenir industriel de la France . (Rapport de l'Académie des Sciences, PV de séance, avis) Rapporteur M. DAUTRAY. page 108 à 154	1981	1981
16	Affaire 75-106: séance du 21 juillet 1981 : Règlement des calculs des ponts-routes mixte acier-béton (Décision du 22 septembre 1975) (Décision constituant un groupe de travail, rapport du groupe, PV de séance, avis) Rapporteur M. PLANTE. page 194 à 280	1981	1981
16	Affaire 81-054: séance du 20 mai 1981 : Actions pour l'innovation dans le domaine routier. (Rapport IG, PV de séance). Rapporteur M. BONITZER. page 155 à 193	1981	1981
16	Affaire 80-085: séance du 5 janvier 1981 : Coordination de l'application de la loi sur l'assurance construction. (Décision constituant un groupe de travail, rapport du groupe de travail pour le suivi de l'application de loi sur l'assurance-construction, circulaire n° 81-04 du 21 janvier 1981 pour l'application aux marchés publics de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction en ce qui concerne les produits pouvant entraîner la responsabilité solidaire du fabricant et du metteur en oeuvre) Rapporteur M. HUET page 10 à 43	1980	1981
16	Affaire 81-104: séance du 2 décembre 1981 : Séance d'information sur l'état d'avancement du règlement des charges climatiques (CCTG n°61 - Titre III - Section II). (PV de séance, séance d'information sur l'état d'avancement du CCTG - 1) Introduction - 2) Neige - 3) Vent - 4) Traduction réglementaire des phénomènes) Rapporteur M. LE FRANC. page 419 à 464	1981	1981
16	Affaire 81-026: séance du 19 octobre 1981 : RN1 - Entre Saint-Denis et la Possession, dite Route du Littoral . (Décision du 2 mars 1981) (Rapport IG) Rapporteur M. BATSCH. page 281 à 418	1981	1981
17	Affaire 81-066: séance du 6 mai 1982 : Projet de circulaire relative à la protection contre l'incendie dans les bâtiments d'habitation existants. (projet de circulaire) page 11 à 40	1982	1982
17	Affaire 81-111: séance du 28 septembre 1983 : Aménagement des carrefours plans des routes interurbaines : géométrie et équipement. Cas particulier des routes à 2 X 2 voies. (Décision du 23 mars 1982) (Décision constituant un groupe de travail, rapport IG, six annexes : Terminologie et abréviations employées. Sécurité en carrefour sur les routes à 2 X 2 voies : analyse statistique 1983. Caractère significativement accidenté ou non d'un carrefour plan sur route 2 X 2 voies. Deux modèles d'évaluation de la gêne causée aux véhicules de la route principale par l'absence de voies d'insertion et de décélération. Hypothèses et calculs économiques sur quelques solutions d'aménagement. Recueil de données type de carrefour. Rapporteur M. REVERDY. page 96 à 274	1981	1983
17	Affaire 82-037: séance du 30 avril 1982 : Concours d'accès des élèves de l'Ecole Supérieure et de l'Ecole Normale Supérieure de jeunes filles au corps des Ingénieurs des Ponts et Chaussées. (Avis) page 7 à 10	1982	1982
17	Affaire 82-086: séance du 24 juin 1983 : Organisation de concours de techniques innovantes dans le domaine des routes et ouvrages d'art. (Décision constituant un groupe de travail, rapport du groupe). Rapporteur M. BATSCH.	1982	1983

## ARCHIVES NATIONALES

	page 45 à 95		
17	Affaire 83-033: séance du 7 avril 1983 : Recrutement d'Elèves de l'Ecole Normale Supérieure dans le corps des Ponts et Chaussées. (Avis) page 41 à 44	1983	1983
18	Affaire 82-087 séance du 16 février 1983 : Rédaction du fascicule 52. Titre I - Section 2 - du CCTG Conception et calcul des ouvrages en béton précontraint aux états limites. (Décision du 30 mars 1978 créant un sous groupe de travail auprès de la Section techniques du Génie Civil et du Bâtiment . (PV de séance, décision constituant un groupe de travail, rapport IG, présentation du projet de règlement BPEL (béton précontraint aux Etats-Limites) (rapport 1 à 523 pages) rapporteur M. MOGARAY. page 4 à 523 Tome 1	1982	1983
19	Affaire 82-087BIS : Séance du 3 juin 1982 : Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et construction en béton précontraint, suivant la méthode des états limites, constituant le fascicule 62, titre I, section 2 du CCTG. Nous proposons de les dénommer BPEL (Béton Précontraint aux Etats-Limites) (Annexes, projet de circulaire ministérielle). Rapporteur M. MOGARAY page 534 à 890 Tome 2	1982	1983
20	Affaire 83-043: séance du 15 février 1984 : Examen du projet de fascicule n° 65 du CCTG (Cahier des clauses techniques générales). Exécution des ouvrages en béton, béton armé et béton précontraint . (Fascicule n°65, pièces annexes(- Dispositions générales - Matériaux, produits et composants - Exécution des travaux - Définition technique des prestations), plusieurs chapitres d'exécution des travaux : article 33 : mise en oeuvre des armatures pour béton armé, article 34 : précontrainte par post-tension, article 35 : précontrainte par pré-tension, article 36 : mise en oeuvre des bétons, article 37 : mise en oeuvre d'éléments préfabriqués, article 38 : traitements de surface, article 39 : achèvement des ouvrages, PV de séance) page 3 à 612	1984	1984
21	Affaire 84-063: séance du 5 décembre 1984 : Examen du projet de fascicule n°26 du CCTG (cahier des clauses techniques générales). Exécution des enduits superficiels. (Rapport du groupe de travail, fascicule n° 26, CCTG, Guide pour la rédaction du règlement particulier de l'Appel d'Offres, PV de séance). page 187 à 290	1984	1984
21	Affaire 84-055: séance du 5 juillet 1984 : Exposé de M. ODIER sur les activités du Groupe permanent des Relations Internationales du CGPC. (PV de séance) page 178 à 186	1984	1984
21	Affaire 84-035: séance du 5 juillet 1984 : Adaptation des caractéristiques techniques actuelles pour l'achèvement du réseau autoroutier. (2ème et 3ème section réunies). (Rapport du groupe de travail par la Direction des routes, annexes : - Autoroutes restant à engager - Considérations économiques - Fiches techniques des réductions étudiées (Structure du coût des autoroutes actuelles ...)- Projet de note technique, PV de séance, avis). Rapporteur M. THEDIE. page 10 à 177	1984	1984
21	Affaire 84-018: séance du 23 mars 1984 : Recrutement d'élèves de l'Ecole Normale Supérieure dans le corps des Ponts et Chaussées. (Projet d'arrêté, avis) page 5 à 9	1984	1984
22	Affaire 82-046: séance du 23 janvier 1985 : CCTG - Fascicule 24 - Fournitures de liants hydrocarbonés employés à la construction et à l'entretien des chaussées. (Rapport IG, PV de séance) Rapporteur M. BATSCH. page 8 à 57	1982	1985

## ARCHIVES NATIONALES

22	Affaire 85-013: séance du 13 mars 1985 : Réflexion sur le génie urbain. Présentation générale par M. ROULLIER, délégué à la recherche et à l'innovation. Exposé par M. MARTINAND concernant la mission qui lui a été confiée par le Ministre de l'Urbanisme, du Logement et des Transports à ce sujet. (2ème et 6ème sections réunies) (Note d'orientation établie par M. MARTINAND, PV de séance) page 194 à 228	1985	1985
22	Affaire 85-044: séance du 25 juin 1985 : Recrutement de spécialistes dans le corps des ingénieurs des Ponts et Chaussées et dans le corps des ingénieurs de Travaux Publics de l'Etat par la voie d'un concours sur titres. Deux avant-projets de décrets. (projet de décret, avis) page 234 à 249	1985	1985
22	Affaire 85-002: séance du 13 février 1985 : Evolution récente de la techniques des barrages de retenue. (PV de séance, le rôle du calcul dans la conception des barrages par J. BERTRAND et M. LINO, ingénieurs à Coyne et Bellier, présentation de plans, bulletin de liaison des Laboratoires des Ponts et Chaussées Dignes et Barrages en terre de faible hauteur ). page 58 à 193	1985	1985
22	Affaire 85-042: séance du 30 mai 1985 : Concours d'accès des élèves de l'Ecole Normale Supérieure et de l'Ecole Normale Supérieure de jeunes filles au corps des ingénieurs des Ponts et Chaussées. (Avis). page 229 à 233	1985	1985
22	Affaire 85-038: séance du 3 juillet 1985 : Examen du projet de l'ICTAAL (Rapport de la Direction des Routes sur l'Instruction sur les conditions techniques d'aménagement des autoroutes de liaison (ICTAAL), PV de séance, avis) Rapporteur M. THEDIE page 250 à 301	1985	1985
23	Affaire 85-050: séance du 19 septembre 1985 : Eurocodes - Règles unifiées communes dans le secteur de Bâtiment et des Travaux Publics. (Memento relatif aux questions administratives posées par l'approbation des Eurocodes, extraits de documents diffusés par la Commission de la CEE, PV de séance) page 5 à 57	1985	1985
23	Affaire 84-026: séance du 25 septembre 1985 : La réglementation technique dans le domaine du génie civil (Décision du 25 avril 1985) (2ème et 4ème sections réunies) (Décision constituant un groupe de travail, rapport IG, annexes, avis, PV de séance) Rapporteur M. BATSCH. 58 à 332	1984	1985
23	Affaire 82-081: séance du 6 novembre 1985 : Refonte de l'Instruction générale sur les conditions techniques d'aménagement des voies rapides urbaines (ICTAVRU). (Décision du 29 septembre 1982) (Création d'un groupe de travail, Rapport préliminaire, PV de séance, document provisoire ICTAVRU - MULT (août 1985) : - Les écrans acoustiques - Les buttes de terre - Les couvertures de chaussées - Les traitements acoustiques de façades - Eléments de choix entre les différents dispositifs de protection, PV de séance) Rapporteur M. BELLI-RIZ. page 333 à 573	1982	1985
24	- Séance du 12 novembre 1980 : Affaire 80-052: Projet de liaison fluviale Seine-Nord (Note de synthèse, rapport, note méthodologique, analyse de variantes, PV de séances, avis). Rapporteur M. JOSSE. (Pages 498 à 624).	1980	1980
24	- Séance du 22 octobre 1980: Affaire 78-045: Recherche d'une politique de transports qui soit plus favorable aux régions dotés de ports maritimes moyens, tout en tenant compte de l'intérêt de ramener vers les ports français une partie du trafic de marchandises diverses actuellement détournés par les ports	1980	1980

## ARCHIVES NATIONALES

	étrangers (décision de constitution du groupe de travail, rapport, PV de séance, avis). Rapporteur M. MERLIN. (Pages 335 à 409).		
24	- Séance du 8 mai 1980: Affaire 80-050 - Orientation consistant à insérer plus nettement les activités portuaires (décision de constitution du groupe de travail, rapport, avis). Rapporteur M. DREYFOUS-DUCAS. (Pages 273 à 305).	1980	1980
24	- Séance du 11 février: Affaire 79-192 - Voirie primaire des Villes Nouvelles. Projet de déviation de la RN113 sur le territoire de la commune de Vitrolles (Bouches-du-Rhône) (rapport, carte, avis). Rapporteur M. LEVY. (Pages 93 à 108).	1979	1980
24	- Séance du 16 janvier 1980: Affaire 79-201 - Exposé de M. Jérôme MONOD, Président de Coopération aménagement, sur l'activité de cet organisme (PV de séance). Rapporteur M. CHAPON. (Pages 11 à 24).	1980	1980
24	- Séance du 5 novembre 1980: Affaire 78-044: Amélioration sur certains itinéraires des transports interrégionaux de personnes, en vue d'un meilleur aménagement du territoire (décision de constitution du groupe de travail, PV de séances, rapport, avis). Rapporteur M. MERLIN. (Pages 410 à 497).	1980	1980
24	- Séance du 25 juin 1980 : Affaire 79-015: Etude sur le problème des centres de gestion des infrastructures (décision de constitution du groupe de travail, rapport, PV de séance). Rapporteur M. RUDEAU. (Pages 306 à 334).	1980	1980
24	- Séance du 24 janvier 1980 : Affaire 79-196: Transport de colis lourds et encombrants par voie navigable . Examen de circulaire établi par la DRCCR (Notes, rapport, PV de séance, avis). Rapporteur MM ROUSSELIN et MALAURIE. (Pages 25 à 51).	1980	1980
24	- Séance du 13 février: Affaire 79-093 - Répercussions de la crise d'énergie. Reprise du rapport d'octobre 1974: affaire 74-037 (décision de constitution du groupe de travail, rapport, PV de séances, avis). Rapporteurs MM RUDEAU et PONTON. (Pages 109 à 272).	1980	1980
24	- Séance du 30 janvier 1980 : Affaire 78-046: Possibilité d'assurer la compatibilité de la politique d'aménagement du territoire avec la forte contraction du réseau de la SNCF - voir affaire 77-109 (décision constituant groupe de travail, rapport, PV de séance, avis). Rapporteur M. MERLIN. (Pages 52 à 92).	1980	1980
25	- Affaire 81-001 : Séance du 25 juin 1981 : Avis du Conseil sur les suggestions présentées par la Fédération Française des Commissaires et Auxiliaires de Transport (FFCAT) dans un ouvrage intitulé transport et distribution internationale des marchandises , de novembre 1980, en vue d'accroître l'efficacité des entreprises de commission et de transit (décision du 6 janvier 1981). (Décision constituant un groupe de travail, rapport IG, M. BELLON Organisateur de transport , Livre blanc Transport et distribution internationale des marchandises - FFCAT - 1980, document d'informations sur la profession de transitaire). Rapporteurs MM. RUDEAU et BELLON. (Pages 16 à 149).	1981	1981
25	- Affaire 82-019 : Séance du 31 Mars 1982 : Exposé de M. Gilbert DREYFUS sur la situation actuelle et le devenir des autoroutes françaises. (Procès-Verbal). Rapporteur M. DREYFUS. (Pages 250 à 261).	1982	1982
25	- Affaire 82-015 : Séance du 16 février 1982 : Proposition des conditions	1982	1982

## ARCHIVES NATIONALES

	pratiques de mise en oeuvre de la prolongation de la mission de recherche de l'équipe Métro de l'ÉPALE (Etablissement Public d'Aménagement de Lille-Est) et examen, en particulier de la cohérence de son programme avec les orientations de la recherche transport à moyen terme (Décision du 5 Février 1982). (Décision constituant un groupe de travail, projet de budget). Rapporteur M. LEVY. (Pages 150 à 162).		
25	- Affaire 81-042 : Séance du 20 Mai 1983 : Réalisation d'une étude sur l'harmonisation des méthodes de choix des investissements (Décision du 16 avril 1981 constituant un Comité directeur auprès du Président de la Section Economie et Transports . (Avis de la Section Economie et Transports ). (Pages 262 à 275).	1981	1981
25	- Affaire 81-040 : Séance du 26 mai 1983 : Réalisation d'une étude sur le coût pour la collectivité nationale des transports routiers de personnes et de marchandises (Décision du 16 avril 1981). (Rapport du groupe de travail, document sur le coût pour la collectivité des transports par route). Rapporteur M. RUDEAU. (Pages 276 à 328).	1981	1981
25	- Affaire 79-202 : Séance du 24 Février 1982 : La tarification de l'usage des infrastructures ferroviaires (Décision du 27 décembre 1979). (Décision constituant un groupe de travail, rapport du groupe de travail, procès-verbal, avis). Rapporteur M. LECLERCQ. (Pages 163 à 249).	1979	1979
26	- Affaire 83-057 : Séance du 27 février 1985 : Poursuite des réflexions sur l'évaluation de l'efficacité économique et sociale des projets d'investissements en infrastructures de transport et sur l'établissement de directives correspondantes en application de l'article 14 de la LOTI (Décision du 17 octobre 1983). (Décision constituant un groupe de travail, rapport du groupe de travail, procès-verbal, avis). (Pages 540 à 640).	1983	1983
26	- Affaire 82-039 : Séance du 7 mars 1984 : Décision constituant un Comité Directeur chargé de superviser les études intermodales d'infrastructures de transport sur des axes particuliers (Liaison transversale voyageurs - liaison ferroviaire Lyon-Bordeaux. (Décision, note de synthèse et étude de la liaison du Service d'Analyse Economique et du Plan (SAEP) Avis de la Section Economie et Transports). (Pages 329 à 407).	1982	1982
26	- Affaire 86-012 : Séance du 26 février 1986 : Etat d'avancement du programme de recherche et de développement technologique dans les transports terrestres. (Procès-verbal). (Pages 747 à 754).	1986	1986
26	- Affaire 85-075 : Séance du 8 janvier 1986 : Examen du projet de doublement de l'écluse François 1er au HAVRE. (Avis) Rapporteur M. ANDRAU. (Pages 731 à 746).	1985	1985
26	- Affaire 83-060 : Séance du 26 Juin 1985 : Poursuite de l'étude du coût pour la collectivité des transports par route (décision du 24 octobre 1983). (Décision, Procès-verbal, avis, rapport). Rapporteur M. JOSSE. (Pages 641 à 730).	1983	1983
26	- Affaire 84-031 : Séance du 29 mai 1984 : Projet de décret relatif aux transports routiers de personnes pris en application de la loi d'orientation des transports intérieurs (LOTI) n° 82.1153 du 30 décembre 1982. (Projet de décret). (Pages 523 à 539).	1984	1984
26	- Affaire 84-006 : Séance du 12 Avril 1984 : Projet d'arrêté relatif aux hauteurs	1984	1984

## ARCHIVES NATIONALES

	minimales de survol applicables aux aéronefs. 3ème et 5ème sections réunies. (Projet de décret, projet d'arrêté, rapport). Rapporteur M. MARTY. (Pages 408 à 461).		
26	- Affaire 84-012 : Séance du 23 mai 1984 : Conséquences de la nouvelle politique technique de la construction en matière de concurrence, de responsabilité et d'assurance. (Décision du 24 février 1984) 3ème et 4ème sections réunies. (Rapport du groupe de travail, décision constituant un groupe de travail, procès-verbal, avis). Rapporteur M. DREYFUS. (Pages 484 à 522).	1984	1984
26	- Affaire 83-036 : Séance du 21 mai 1984 : Transports exceptionnels à destination ou en provenance des ports maritimes français (décision du 10 mai 1983. (Décision constituant un groupe de travail). Rapporteur M. GIRARDIN. (Pages 462 à 483).	1982	1982
27	- Affaire 80-088 : Séance du 16 mars 1981 : RN77 - Fourniture de matériaux pour le renforcement de la chaussée (tranche ferme et tranche conditionnelle). Instance Société ROUSSEY contre Etat. Requête introductive d'instance devant le Tribunal Administratif de DIJON du 26.09.1980. Observations de l'Administration. (Rapport IG, Avis). Rapporteur M. FOURNEL. (Pages 262 à 304).	1980	1980
27	- Affaire 79-096 : Séance du 12 Juin 1979 : Etude des conditions de réalisation d'une route nouvelle entre CANNES et GRASSE. (Décision du 16 mai 1979) (Décision constituant un groupe de travail, Réunion du 23 mai 1979, Documents Conditions de réalisation d'une voie nouvelle entre CANNES et GRASSE, Avis, Carte Desserte des Carrières de la Sarrée, Carte Pénétrante CANNES - GRASSE et Rocade de GRASSE. Rapporteur M. ATTALI. (Pages 93 à 115).	1979	1979
27	- Affaire 79-060 : Séance du 17 Avril 1979 : Projet de doublement sur une longueur de 600 m d'un tronçon de la voie ferrée départementale Pas-des-Lanciers, Bel-Air-la-Mède. (Rapport IG, Avis, Annexe à l'avis). Rapporteur M. ATTALI. (Pages 22 à 31).	1979	1979
27	- Affaire 80-076 : Séance du 17 septembre 1980 : Examen des propositions contenues dans le rapport définitif du sous-groupe Environnement - Réglementaire constitué au sein du groupe de réflexion Fédération Nationale du Bâtiment (FNB). Modifications de la réglementation des marchés publics. (Rapport, Annexes 1 et 2, Rapport IG, Procès-Verbal, Avis). Rapporteur M. BRIQUEL. (Pages 154 à 181).	1980	1980
27	- Affaire 81-080 : Séance du 4 novembre 1981 : Commune de MONTLOUIS-SUR-LOIRE. Mise en cause de la responsabilité de l'Etat, en sa qualité de conducteur d'opération pour les travaux de construction du gymnase municipal de MONTLOUIS. Requête Entreprise ROULLIAUD c. Commune de MONTLOUIS. Requête introductive d'instance devant le Tribunal Administratif d'ORLEANS du 9 Avril 1981. Observations de l'Administration. (Rapport IG, Document du groupe de travail permanent du contentieux des marchés, Avis). Rapporteur M. FOUCAUD. (Pages 513 à 528).	1981	1981
27	- Affaire 81-053 : Séance du 29 avril 1981 : Exposé de M. BOZON, Directeur des Equipements et des Constructions au Ministère de l'Education, sur la politique de sa direction. (4ème et 1ère Sections réunies). (Procès-verbal, Document Introduction à l'exposé de M. BOZON pour la séance du 29 Avril. (Pages 348 à 358).	1981	1981

## ARCHIVES NATIONALES

27	- Affaire 80-119 : Séance du 21 janvier 1981 : Projet de circulaire relative à la dévolution des marchés de bâtiment. (Circulaire relative à la dévolution des marchés de bâtiment). (Pages 246 à 261).	1980	1980
27	- Affaire 81-068 : Séance du 31 Août 1981 : RN20 - Commune de BESSINES-SUR-GARTEMPE. Travaux de rectification de virages du Mazatand. Instance société LEBLOND contre Etat. Recours contre le jugement du Tribunal Administratif de LIMOGES du 25.11.1980. Observations de l'Administration. (Rapport IG, Avis). Rapporteur M. BONAFOS. (Pages 489 à 499).	1981	1981
27	- Affaire 81-060 : Séance du 17 décembre 1981 : Analyse des causes des difficultés rencontrées dans l'application des clauses figurant aux marchés de travaux et relatives aux intempéries, et étude des moyens pour les surmonter. (Décision du 27 avril 1981). (Décision constituant un groupe de travail sur la prise en compte des intempéries dans les marchés publics de travaux, Groupe de travail sur les intempéries, Procès-verbal). Rapporteur M. SUDER. (Pages 589 à 617).	1981	1981
27	- Affaire 81-020 : Séance du 19 mars 1981 : Amélioration des conditions d'exécution des travaux. (Rapport, Avis). Rapporteur M. FUNEL. (Pages 305 à 347).	1981	1981
27	- Affaire 81-085 : Séance du 4 novembre 1981 : RN12 - Déviation à La Queulelles-Yvelines. Contestation du montant du décompte général définitif du marché. Instance Entreprise COUTANT contre Etat. Jugement du Tribunal Administratif de VERSAILLES DU 11 juin 1981. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Avis de l'Inspecteur Général, Document du groupe de travail permanent du contentieux des marchés, Avis). Rapporteur M. WENNAGEL. (Pages 555 à 568).	1981	1981
27	- Affaire 80-064 : Séance du 5 novembre 1980 : Mission d'animation et de coordination relative à l'adaptation des structures et des moyens des services aux besoins résultant des nouvelles activités engendrées pour la mise en oeuvre du Grand Sud-Ouest. (Rapport). (Pages 223 à 245).	1980	1980
27	- Affaire 81-110 : Séance du 10 décembre 1981 : Circulaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail sur les chantiers. (Comité de lecture). (Circulaire concernant l'hygiène et la sécurité du travail sur les chantiers, Annexe 1,2,3.). (Pages 569 à 588).	1981	1981
27	- Affaire 80-059 : Séance du 3 octobre 1980 : RN20 - Déviation de DONZENAC. Réclamation du groupement d'entreprises : FOUGEROLLES,LEBLOND et FOURCHE. Marchés de terrassement. Instance du groupement des entreprises contre Etat. Requête introductive d'instance devant le Tribunal Administratif de LIMOGES du 21 avril 1980. Observations de l'Administration. (Rapport IG, Procès-Verbal, Avis). Rapporteur M. BONAFOS. (Pages 182 à 222).	1980	1980
27	- Affaire 79-016 : Séance du 28 mars 1979 : Livre IV du Code des Marchés Publics. Participation des DDE aux Commissions de Coordination des commandes publiques sur le plan local. Modifications à apporter au Code des Marchés Publics. (Documents Modifications à apporter au Code des Marchés Publics, Procès-Verbal, Avis). Rapporteur MM. BONHOMME et BONNEMOY (Pages 32 à 54).	1979	1979

**ARCHIVES NATIONALES**

27	- Affaire 81-083 : Séance du 4 novembre 1981 : Recours en annulation de décision formant la convention autorisant le Parc de matériel de la DDE des Deux-Sèvres à exécuter des travaux de voirie au profit de la commune de MARIGNY. Instance Syndicat Régional des entrepreneurs de Travaux publics de Poitou-Charentes c.État, commune de MARIGNY. Requête introductive d'instance du 12 juin 1981 devant le Tribunal Administratif de POITIERS. Observations de l'Administration. (Rapport IG, Document du groupe de travail permanent du contentieux des marchés, Avis). Rapporteur M. FUZEAU. (Pages 529 à 554).	1981	1981
27	- Affaire 81-076 : Séance du 4 Novembre 1981 : Commune de Saint-André-les-Vergers. Marché de Fournitures de matériaux pour travaux routiers (tranche conditionnelle). Instance société ROUSSEY contre Etat. Requête introductive devant le Tribunal Administratif de DIJON du 18 mai 1981. Observations de l'Administration. (Rapport IG, Document du groupe de travail permanent du contentieux des marchés, Avis). Rapporteur M. FOURNEL. (Pages 500 à 512).	1981	1981
27	- Affaire 79-081 : Séance du 10 mai 1979 : Instruction relative à la constatation et la liquidation des dépenses. Projet de circulaire. Titre II - Chapitres II, III, IV, V. Titre III - Chapitre I. Titre IV - Chapitre I. (Rapport, Avis, Avis de l'affaire 78-151). Rapporteur M. DESCHAMPS. (Pages 75 à 92).	1979	1979
27	- Affaire 79-180 : Séance du 20 novembre 1979 : Examen d'un projet d'arrêté relatif à la création d'un comité consultatif de règlement amiable des Marchés au Ministère des Transports. (Annexe 1 Contexture du projet d'arrêté fixant la composition du comité consultatif, Arrêté, Avis). (Pages 116 à 127).	1979	1979
27	- Affaire 79-034 : séance du 28 mars 1979 : Effets économiques du jeu de la marge N de neutralisation des variations de salaires dans les formules de révision de prix des marchés de travaux. Modification de l'arrêté 74-22 P du 16 mai 1974. (Rapport IG, Procès-verbal, Avis, Communiqué du Secrétaire Général de la Commission Centrale des Marchés, Document Marché pour la Construction de 64 logements HLM à PARIS 15ème). Rapporteur M. BONAFOS. (Pages 55 à 74).	1979	1979
27	- Affaire 81-035 : Séance du 6 Juillet 1981 : Aménagement de la rivière Dordogne. Projet de marchés de recalibrage de certaines sections de la rivière, comprises entre les P.K. 247,400 à 302,600. (Rapport IG, Décision, Cahier des Clauses Techniques Particulières, Arrêté, Cahier des Charges, Document Participation contractuelle des exploitants de gravières aux travaux de réaménagement des cours d'eau, Dossier d'exécution du Seuil n° 65 Aménagement du lit de la Durance). Rapporteur M. DREYFOUS-DUCAS. (Pages 365 à 447).	1981	1981
27	- Affaire 80-115 : Séance du 8 juillet 1981 : Définition des délégations et missions confiées à l'Etat en tant que conducteur d'opération par une collectivité locale, maître de l'ouvrage. (Décision du 4 Décembre 1980). (Décision constituant un groupe de travail, Décision modifiant la composition du groupe de travail, Procès-verbal, Avis) Rapporteur M. BRIQUEL. (Pages 448 à 488).	1980	1980
27	- Affaire 81-044 : Séance du 6 mai 1981 : Commune de Saint-André-les-Vergers. Mise en oeuvre de matériaux pour travaux routiers (tranche ferme). Instance Société ROUSSEY contre Etat. Requête introductive d'instance devant le Tribunal Administratif de DIJON du 24.10.1980. Observations de l'Administration. (Rapport IG, Avis). Rapporteur M. FOURNEL. (Pages 359 à	1981	1981

## ARCHIVES NATIONALES

	364).		
27	- Affaire 79-182 : Séance du 15 janvier 1980 : A B71 - Réclamations relatives au règlement d'un marché du 18.11.1974 pour la construction de la section THIERS - CHABRELOCHE. Instance société CAMPENON BERNARD CETRA c.Etat. Requête introductive d'instance devant le Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND du 14.10.1979. Observations de l'Administration. (Rapport IG, Avis). Rapporteur M. BONAFOS. (Pages 146 à 153).	1979	1979
27	- Affaire 79-184 : Séance du 9 janvier 1980 : Basse-Terre - Défauts de construction d'un appontement au Marigot. Instance Etat contre Société DUMEZ. Jugement du Tribunal Administratif de Basse-Terre du 21.09.1979. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Décision du Tribunal Administratif de Basse-Terre du 21.09.1979, Avis). Rapporteur M. GAUDEL. (Pages 128 à 145).	1979	1979
28	- Affaire 82-044 : Séance du 21 avril 1982 : Point des Affaires actuelles de la Section Marchés et Travaux Perspectives futures. (Procès-verbal). (Pages 85 à 92).	1982	1982
28	- Affaire 81-098 : Séance du 13 janvier 1982 : documents types provisoires applicables aux cas les plus courants d'opérations de bâtiments traitées par marchés séparés. (Rapport IG, Rapport complémentaire de l'IG, Annexe au rapport complémentaire, Procès-verbal, Avis). Rapporteur M. BRIQUEL. (Pages 12 à 69).	1981	1981
28	- Affaire 82-055 : Séance du 9 Juillet 1982 : Définition et rémunération des missions d'ingénierie et d'architecture remplies pour le compte des collectivités publiques par des personnes privées. M. Jean MILLIER demande l'avis du conseil. (Document Réflexions sur l'incorporation d'une évaluation chiffrée dans les études techniques des marchés de conception ). (Pages 103 à 132).	1982	1982
28	- Affaire 82-054 : Séance du 29 juillet 1982 : Circulaires relatives aux modalités d'établissement et d'instruction des dossiers techniques concernant les opérations d'investissements routiers. Rapporteur M. SUDER. (Pages 133 à 176).	1982	1982
28	- Affaire 82-030 : Séance du 27 avril 1982 : Instruction relative à la constatation et à la liquidation des dépenses. Titres I à IV. Projet de rédaction. (Avis).(Pages 98 à 102).	1982	1982
28	- Affaire 82-025 : Séance du 27 avril 1982 : Autoroute A86 - Déviation entre les RN306 et RN20 à ANTONY. Instance Sociétés Chimique de la Route et Citra-France contre Etat. Pourvoi formé le 3 Juillet 1981 devant le Conseil d'Etat contre le jugement du Tribunal Administratif de PARIS du 20 Mai 1981. Observations de l'Administration (voir N° 78.20). (Avis de l'IG, Avis). Rapporteur M. WENNAGEL. (Pages 93 à 97).	1982	1982
28	- Affaire 82-094 : Séance du 20 septembre 1983 : Différentes solutions envisagées pour le remplacement du garde corps métallique du Pont de Pierre de BORDEAUX. (Procès-verbal, Avis). (Pages 334 à 354).	1982	1982
28	- Affaire 82-059 : Séance du 5 mai 1983 : Réalisation des écrans de protection acoustique. (Décision du 7 Juillet 1982). (4ème et 2ème sections réunies). (Décision, Rapport du groupe de travail sur la réalisation des écrans de	1982	1982

## ARCHIVES NATIONALES

	protection acoustique). Rapporteur M. BATSCH. (Pages 202 à 333).		
28	- Affaire 82-021 : Séance du 23 mars 1982 : RN23 - Déviation de Nogent-le-Rotrou. Instance Entreprise Salviam-Brun contre Etat. Requête introductive d'instance devant le Tribunal Administratif d'ORLEANS du 21.12.1981. Observations de l'Administration. (Rapport IG, Document Groupe de travail permanent du contentieux des marchés, Avis). Rapporteur M. FOUCAUD. (Pages 70 à 84).	1982	1982
28	- Affaire 83-059 : Séance du 7 décembre 1983 : Avant-projet relatif à la création d'une nouvelle desserte maritime des installations de l'industrie sidérurgique d'USINOR, au port Ouest de DUNKERQUE. Demande d'avis avant prise en considération. (Rapport de présentation, Carte, Procès-verbal, Avis). Rapporteur M. VIAN. (Pages 355 à 380).	1983	1983
28	- Affaire 82-067 : Séance du 6 octobre 1982 : Rectification de la RN102. Responsabilité de la détérioration des brises assurant les passages souterrains. Instances Société CHAMBON et ETAT (Transport). Jugement du Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND du 29 Juin 1982 notifié le 9 Août 1982. Opportunité recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, Avis). Rapporteur M. BONAFOS. (Pages 177 à 201).	1982	1982
29	- Affaire 83-062 : Séance du 5 décembre 1984 : Conditions de la mise en pratique de l'innovation dans les Services de l'Equipement. (Décision du 28 octobre 1983). (Décision constituant un groupe de travail, Rapport du groupe de travail, Document A,B, C, D, Procès-verbal, Avis). Rapporteur M. BATSCH. (Pages 253 à 387).	1983	1983
29	- Affaire 84-052 : Séance du 15 Février 1984 : Prise en compte des intempéries dans les marchés publics de travaux. Voir n° 81-60 (Décision du 27 avril 1981). (Rapport, Procès-verbal, Avis). Rapporteur M. SUDER. (Pages 126 à 154).	1984	1984
29	- Affaire 84-025 : Séance du 13 juin 1984 : Renforcements coordonnés. RN81 : Section NEVERS - DECIZE. Réclamation amiable présentée par l'Entreprise LAHAYE. Observations de l'Administration. (Rapport IG, Document groupe de travail permanent du contentieux des marchés, Avis). Rapporteur M. FOURNEL. (Pages 155 à 170).	1984	1984
29	- Affaire 84-042 : Séance du 11 octobre 1984 : Opérations exemplaires en matière de qualité architecturale. Exposé de M. MILLIER, Président de la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques (MIQCP), et de M. DUFORT, Directeur de l'Architecture. (4ème et 6ème Sections réunies). (Procès-verbal). (Pages 244 à 252).	1984	1984
29	- Affaire 82-095 : Séance du 4 juillet 1984 : Exposé de M. GOUNOT, Ingénieur des Ponts et Chaussées chargé de mission à la Direction des Routes en vue de la constitution d'un groupe de travail chargé d'étudier le coût des transports des matériaux routiers. (Décision du 6 octobre 1983). (Décision créant un groupe de travail, Rapport du groupe de travail, Procès-verbal, Avis). Rapporteur M. REVERDY. (Pages 171 à 243).	1982	1982
29	- Affaire 83-044 : Séance du 4 Janvier 1984 : Autoroute A86 - Déviation entre les RN306 et RN20. Section comprise entre le carrefour du Petit Clamart et la rue des Marguerites à ANTONY. Instance Société Chimique de la Route et Citra France contre Etat. Jugement du Tribunal Administratif de PARIS du 2	1984	1984

## ARCHIVES NATIONALES

	Février 1983. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (voir n° 78-20). (Rapport IG, Recours et Mémoire, Document groupe de travail permanent du contentieux des marchés, Avis). Rapporteur M. GARABIOL. (Pages 8 à 32).		
29	- Affaire 83-020 : Séance du 15 février 1984 : Examen des programmes d'entretien et de grosses réparations des autoroutes concédées. (Décision du 18 février 1983). (Décision créant un groupe de travail, Rapport, Document Synthèse des réflexions présentées par les Sociétés concessionnaires d'autoroutes , compte rendu des activités du groupe de travail, Carte, Procès-verbal, Avis). Rapporteur M. ROY. (Pages 33 à 125).	1983	1983
30	- Affaire 85-005 : Séance du 23 janvier 1985 : Projet de guide technique Météorologie et Terrassements établi par le SETRA. (Document Extrait du projet de guide technique , Avis). (Pages 12 à 21).	1985	1985
30	- Affaire 85-016 : Séance du 4 mars 1985 : Lettre de M. Pierre MAYET, Directeur de la Sécurité et de la Circulation Routières demandant l'avis du Conseil sur un contrat d'édition entre la Direction de la Sécurité et de la Circulation Routières (DSCR) et SECA Codes Rousseau. (Avis). (Pages 144 à 153).	1985	1985
30	- Affaire 85-068 : Séance du 6 novembre 1985 : Procédure d'examen des projets de marchés par la Commission Spécialisée des marchés de Génie Civil. Avis sur la proposition de M. L'Ingénieur Général GARABIOL. (voir affaire 85-018). (Avis). (Pages 270 à 282).	1985	1985
30	- Affaire 85-011 : Séance du 13 février 1985 : Appel de concours. Nettoyement des stations du métro et du RER des installations de surface du réseau routier. Lettre du Directeur de la RATP du 25 Janvier 1985 demandant l'avis du Conseil sur d'une part la durée un peu exceptionnelle du marché (10 ans) et d'autre part le principe de rémunération de l'entreprise. (Appel de concours, Avis). (Pages 22 à 46).	1985	1985
30	- Affaire 84-069 : Séance du 12 septembre 1985 : L'adéquation des documents types du SETRA, les prix des travaux routiers aux demandes des services techniques centraux et des services extérieurs.(Décision du 21 décembre 1984). (Rapport du groupe de travail, décision - annexes 1, 2, 2 bis, 3, 4, 5, 6, procès-verbal, avis). Rapporteur M. ROY. (Pages 190 à 237).	1984	1984
30	- Affaire 84-064 : Séance du 27 février 1985 : Rôle des DDE en matière de maîtrise de l'Energie. (Pré-rapport, Rapport complémentaire, Procès-verbal, Avis). Rapporteur M. BOUZOUD (Pages 47 à 118).	1984	1984
30	- Affaire 85-020 : Séance du 24 avril 1985 : Exposés de M. LUPIAC, Directeur Honoraire et de M. REYNAUD, Directeur de Génie Civil, à la RATP sur les enseignements à tirer de la gestion des marchés des grands travaux de la RATP. (4ème et 3ème Sections réunies). (Document 20 ans d'activité de la direction des travaux neufs de la RATP, procès-verbal). (Pages 154 à 167)	1985	1985
30	- Affaire 85-030 : Séance du 6 novembre 1985 : RN10 - Autoroute de la Ramade (viaduc métallique réalisé par la STEM). Désordres sur l'ouvrage. Action éventuelle en responsabilité décennale. Jugement du Tribunal Administratif de BORDEAUX du 14 août 1983. Copie du rapport d'expertise déposé (en référé) à la demande de l'Etat. Observations de l'Administration sur l'opportunité d'intenter une action au fond et les arguments à présenter, éventuellement, au Tribunal Administratif. (Avis de l'IG, Avis, Procès-verbal).	1985	1985

## ARCHIVES NATIONALES

	Rapporteur M. SALVA. (Pages 238 à 269).		
30	- Affaire 85-028 : Séance du 11 Juillet 1985 : RN1: Carapace de Tétrapodes. Travaux de renforcement. Eventualité d'une action en responsabilité décennale contre l'Entreprise chargée des travaux. Observations de l'Administration sur l'argumentation éventuelle à développer, compte tenu notamment des éléments techniques d'où il résulte que la nécessité du renforcement était prévue au stade de la conception de l'ouvrage. (Rapport IG, Avis). Rapporteur M. GAUDEL. (Pages 174 à 189).	1985	1985
30	- Affaire 85-031 : Séance du 24 mai 1985 : Difficultés rencontrées dans la réalisation du quai de Kergroise au port de LORIENT. Engagement éventuel de la responsabilité de l'Etat. Requête en référé présentée par la S.A. DODIN devant le Tribunal Administratif de RENNES. Observations de l'Administration. (Avis, télex du 23.05.1985). (Rapporteur M. DEBAYLES). (Pages 168 à 173).	1985	1985
30	- Affaire 85-039 : séance du 4 décembre 1985 : Conditions de réalisation de la 3ème phase de l'opération POMA 2000 de LAON. (4ème et 3ème sections réunies). (procès-verbal, avis). Rapporteur M. THEDIE (Pages 283 à 323).	1985	1985
30	- Affaire 85-018 : Séance du 27 février 1985 : Procédure d'examen des projets de marchés par la Commission spécialisée de Génie Civil. (Projet circulaire, décision, projet fiche financière, réunion de la section du 27.02.1985., procès-verbal, avis). (Pages 119 à 143).	1985	1985
31	- Affaire 85-058 : Séance du 29 janvier 1986 : Exposé sur les travaux des Services des Bases Aériennes. Participent à cet exposé :MM. de MONTMARIN, Président de la Section des Bases Aériennes de l'IGACEM, MACUARD, IGPC à l'IGACEM, SCHMIT, adjoint au Directeur de l'infrastructure Air ; PAUBEL, adjoint au chef du service des Bases Aériennes, CAMARES, Directeur du STBA (4ème et 3ème sections réunies). (Document Aviation civile et météorologie - travaux des services des bases aériennes , document Organisation de la DGAC , exposé à la section Marchés et travaux , procès-verbal). (Pages 91 à 171).	1985	1985
31	- Affaire 86-005 : Séance du 6 février 1986 : Déviation de la RN31 à CLERMONT. Désordres survenus lors de la construction de 5 buses métalliques. Requête introductive d'instance Entreprise LEFEBVRE contre Etat devant le Tribunal Administratif d'AMIENS du 13 décembre 1985. Observations de l'Administration. (3 notes). (Pages 172 à 176).	1986	1986
31	- Affaire 86-032 : Séance du 18 juin 1986 : La Rochelle-La-Pallice - Dégâts causés à l'apportement pétrolier du port. Instance n° 608-86 Tribunal Administratif POITIERS. Référé de nomination d'un expert. Opportunité de s'engager dans un contentieux en répondant favorablement à une demande d'expertise formulée par la C.C.I. de LA ROCHELLE.	1986	1986
31	- Affaire 86-040 : Séance du 26 Août 1986 : RN12 - Déviation sud d'AGDE. Construction de 15 ouvrages d'art. (Avis) (Pages 239 à 244).	1986	1986
31	- Affaire 86-015 : Séance du 28 avril 1986 : La Société Corse Travaux, adjudicataire, pour la fourniture d'éléments d'apportements à différentes communes de l'ex-département de la Corse, membres d'un groupement de commandes coordonné par la DDE, se plaint du préjudice subi consécutivement à la défection de certaines de ces communes qui n'ont pas	1986	1986

## ARCHIVES NATIONALES

	confirmé les commandes initialement prévues. Instance devant le Tribunal Administratif de BASTIA Société Corse - Travaux contre Etat. Observations de l'Administration. (Rapport et avis de l'IG, extrait de la revue de jurisprudence administrative). Rapporteur M. PONTON (Pages 178 à 213).		
31	- Affaire 85-064 : Séance du 15 janvier 1986 : Procédure d'appel d'offres dite combinée. (Projet de circulaire, procédure d'appel d'offres dite combinée, rapport, document réflexions sur la procédure combinée, exposé de M. l'Ingénieur général GAYET, procès-verbal, avis). Rapporteur M. GARABOL. (Pages 8 à 90).	1985	1985
31	- Affaire 85-029 : Séance du 17 décembre 1986 : Adaptation des transports à la logistique moderne. (Décision du 14 mai 1985). (Décision constituant un groupe de travail, procès-verbal, document la 4ème section Affaires Economiques). Rapporteur M. FRYBOURG. (Pages 245 à 278).	1985	1985
32	Affaire 80-016: séance du 13 mars 1980 : La politique d'animation et d'humanisation des autoroutes. (Rapport IG, PV de séance) Rapporteur M. ROY page 14 à 32	1980	1980
32	Affaire 80-001: séance du 23 janvier 1980 : Recrutement dans le corps des Ponts et Chaussées, par la voie de la liste d'aptitude. Propositions de nouvelles modalités de recrutement dans le corps des Ponts et Chaussées. (lettre du Directeur du personnel M. MAYET du 31 décembre 1979, propositions en vue d'amélioration de la procédure établie par M. PASQUET du 23 janvier 1980) Rapporteur M. PASQUET. 6 à 13	1980	1980
32	Affaire 80-029: séance du 26 mars 1980 : L'état de l'Environnement - Rapport annuel 1980. Tome 1, 2 et 3. (la composition du groupe de travail est donnée dans le compte rendu du 26 mars 1980) (Tome 1 - les pressions sur l'environnement. Tome 2 - l'environnement physique et le cadre de vie. Tome 3 - la gestion de l'environnement. Présentation du rapport sur l'état annuel de l'environnement) page 45 à 424	1980	1980
32	Affaire 80-021: séance du 20 mars 1980 : Relations entre le Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie et les Associations de Défense de l'environnement. Exposé de M. DOMINICI, inspecteur Général de l'Environnement. (PV de séance) page 33 à 44	1980	1980
33	Affaire 80-043: séance du 17 juin 1980 : Les problèmes posés par les extractions de granulats dans le bassin de la Loire. Exposé de M. FOUCAUD, IGPC. (Rapport IG, compte rendu de réunion) page 398 à 407	1980	1980
33	Affaire 80-044: séance du 19 juin 1980 : Les petites centrales hydroélectriques. Exposés de MM. GOBET et GAILLOT, ICPC. (compte rendu de réunion avec les exposés de MM. GOBET et GAILLOT) page 408 à 416	1980	1980
33	Affaire 80-065: séance du 12 juin 1980 : Lutte contre le bruit. Projet de loi. La composition du groupe de travail est annexée à l'avis. (Projet de loi, avis) page 377 à 397	1980	1980
33	Affaire 80-099: séance du 27 novembre 1980 : Opération Dordogne, rivière propre. Rapporteur M. DREYFOUS-DUCAS. (compte rendu de réunion, exposé de M. DREYFOUS-DUCAS). page 596 à 603	1980	1980
33	Affaire 80-104 : séance du 4 décembre 1980 : Conservatoire de l'espace littoral	1980	1980

## ARCHIVES NATIONALES

	et des rivages lacustres : les réalisations et les problèmes. Exposé de M. RAYNAUD, Directeur du conservatoire. (compte rendu de réunion) page 604 à 613		
33	Affaire 80-098: séance du 20 novembre 1980 : Institut Géographique National : Environnement et télédétection. Exposé de M. WINGHART, Directeur de l'IGN et M. PRUVOST, IGGREF. (compte rendu de réunion, exposé de M. WINGHART, affaire 80-098 et exposé de M. PRUVOST, affaire 80-068 - Amélioration de l'information du public en matière d'études d'impact sur l'environnement). page 585 à 595	1980	1980
33	Affaire 80-040: séance du 28 avril 1980 : Projet de loi sur la pêche fluviale. Exposé de M. SERVAT, Directeur de la Protection de la nature. (Rapport de M. SERVAT la pêche fluviale en France , compte rendu de réunion) page 143 à 157	1980	1980
33	Affaire 80-039: séance du 25 avril 1980 : Travaux en rivières - Exposé de MM. MOREL et GLEIZES, IGGREF (Rapport de M. GLEIZES Entretien des cours d'eau domaniaux , compte rendu de réunion) page 129 à 142	1980	1980
33	Affaire 80-112: séance du 11 décembre 1980 : Acquisition, traitement et publication des données relatives à l'eau. Rapporteurs MM. ROLLEY, COLLIOT et M. LACROIX. (PV de séance) page 614 à 622	1980	1980
33	Affaire 80-041: séance du 29 mai 1980 : Infractions en matière d'environnement. Exposé de M. JUNG, IGGREF (compte rendu de réunion) 236 à 245	1980	1980
33	Affaire 80-032: séance du 22 avril 1980 : préparation du rapport sur l'état de l'environnement (édition 1981) (l'état de l'environnement 1981 réalisé par la direction de M. CHAMBOLLE, directeur de la Prévention des pollutions et M. JOLY, Inspecteur Général de l'Equipement, pour la mission des études des statistiques et du plan - 1ère partie : thèmes d'environnement . les espaces naturels protégés . les études d'impact sur l'environnement . la récupération et l'élimination des déchets - 2ème partie : l'état de l'environnement . données générales concernant les activités humaines . les milieux . l'espace et les paysages . l'aménagement du temps . la faune et la flore . les moyens d'action ) page 27 à 128	1980	1980
33	Affaire 79-128: séance du 19 mai 1980 : Mesures de protection du gibier sur le domaine public de l'Etat et des collectivités locales. (création constituant un groupe de travail, rapport du groupe de travail, tableaux, Journal Officiel sur les lois 68-918,76-629, 77-1295 : liste des espèces de gibier, des oiseaux et des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire, avis) Rapporteurs MM. PASQUET et GONDE. page 158 à 235	1980	1980
33	Affaire 80-030: séance du 17 avril 1980 : Politique d'aménagement touristique de la montagne. Exposé de M. CUMIN, Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées. (PV de séance) page 18 à 26	1980	1980
33	Affaire 80-103: séance du 6 novembre 1980 : Protection et aménagement intégré de la Vallée de la Loire. Exposé de M. CHAPON, Vice-Président du CGPC. (document du Ministère de l'Environnement - objet du rapport - analyse des problèmes posés par l'aménagement de la vallée de la Loire - rappel de l'acquis - propositions pour un programme et une méthode d'aménagement de la vallée - conclusion - annexes : études à entreprendre y compris propositions	1980	1980

**ARCHIVES NATIONALES**

	pour le programme de 1980, propositions de la mission déléguée de bassin Loire-Bretagne pour un programme d'aménagement hydraulique de la Loire 1980-1995, cartes et plans, compte rendu de réunion, exposés de MM. CHAMBOLLE et TESSIER page 489 à 584		
33	Affaire 79-0195 séance du 31 juillet 1980 : Conception de l'assainissement en zone littorale et aux rejets en mer. Projet de circulaire. (Projet de circulaire, annexe : dispositions spécifiques en zones de baignade et de conchyliculture, tableaux, cahier technique assainissement en zone littorale : données générales sur l'assainissement du littoral - comportement du milieu marin vis-à-vis des eaux usées - mode de rejet des eaux usées en zone littorale - caractéristiques des eaux résiduaires des collectivités locales - procédés d'épuration - procédés de désinfection des effluents, compte rendu de réunion, avis) Exposés de MM. Gervais de ROUVILLE, FOUQUET et LORIFERNE.	1980	1980
33	Affaire 80-042: séance du 5 juin 1980 : Collecte, élimination et récupération des déchets. Exposés de M. PRUVOST, IGGREF et M. WATERNAUX, IG de l'Armement. (document de la prévention des pollutions - service des déchets - bilan de l'application de la loi du 15 juillet 1975 les déchets industriels + annexes+ cartes page 246 à 376	1980	1980
34	Affaire 81-078: séance du 1er octobre 1981 : Programme d'aménagement et de protection de la Garonne. (document du ministère de l'environnement et du cadre de vie : présentation du projet de programme, utilisation de la Garonne pour la mise en valeur économique, protection contre les dégâts des eaux de la Garonne, protection et amélioration de l'environnement de la Garonne, amélioration de la qualité des eaux de la Garonne, soutien des ressources en eau de la Garonne, conclusions + cartes, compte rendu de réunion) Rapporteur M. PONTON. page 427 à 458	1981	1981
34	Affaire 80-106: séance du 16 mars 1981 : Canal de la Robine - Bief de Mandirac - pont des Marchands à Narbonne. Rapport de l'ingénieur en chef du service de la navigation à toulouse, signalant la situation juridique et de l'état en péril où se trouve le pont des Marchands. (Rapport de M. BOUTTIER - octobre 1980, avis IG, rapport de M. MANTE + plan de situation du canal de la Robine Pont des Marchands, voir affaire 82-098 suite de cette affaire - 10 mars 1981) Rapporteur M. DREYFOUS-DUCAS page 65 à 103	1981	1981
34	Affaire 81-033: séance du 23 avril 1981 : La politique des réserves naturelles. Exposés de M. LEYNAUD, IGE, et de MM. GRILLET et COULET. (compte rendu de réunion) page 161 à 171	1981	1981
34	Affaire 81-065: séance du 18 juin 1981 : Les centrales nucléaires et l'environnement. Exposé de M. GAILLOT. (compte rendu de réunion) page 300 à 315	1981	1981
34	Affaire 81-019 : séance du 19 mars 1981 : Plan poissons migrateurs 1981-1986 . Exposés de M. SERVAT, directeur de la Protection de la Nature, et de M. CHARBONNEL, chef du service de la Pêche et de l'hydrologie. (documentation de l'association internationale de défense du saumon atlantique - n°34 de 1980 - édité par le MECV, rapport du groupe de travail (Plan poissons migrateurs 1981-1986 de février 1981) suivant le rapport de M. DELMAS, secrétaire d'Etat auprès du MECV du 19 mai 1980, les grands axes d'intervention sont : les objectifs poursuivis, amélioration de la réglementation, connaissance du stock pour une gestion patrimoniale, soutien des effectifs,	1981	1981

## ARCHIVES NATIONALES

	dispositifs de franchissement, aménagement du milieu, sensibilisation des actions économiques et du public, programme financier proposé, impact économique du plan poissons migrateurs , compte rendu de réunion) page 104 à 147		
34	Affaire 81-008: séance du 19 février 1981 : Recherches des études générales consacrées par le Laboratoire Central des Ponts et Chaussées et les Laboratoires Régionaux des Ponts et Chaussées à certains problèmes d'environnement. Exposé de M. PARRIAUD, directeur du LCPC et ses collaborateurs. (compte rendu de réunion : l'environnement est devenu une préoccupation du LCPC, les bruits routiers, bruits d'environnement ou paysage sonore, méthodologie des études d'impact dans le domaine du bruit, corrélations techniques dans l'acoustique du bâtiment) page 28 à 54	1981	1981
34	Affaire 81-101: séance du 17 décembre 1981 : Politique de la qualité de l'air. Création de l'agence pour la qualité de l'air (AQA). Présentation par M. CHAMBOLLE, directeur de la prévention des pollutions. Exposé de M. BIREN, sous-direction de la pollution de l'air. (loi n° 80-513 du 7 juillet 1980 instituant l'agence pour la qualité de l'air, décret n° 81-593 du 13 mai 1981, loi n° 80-514 du 7 juillet 1980, les actions de surveillance de la qualité de l'air, exposé de M. BIREN, juin 1981, la politique française de lutte contre les pollutions atmosphériques dues aux installations fixes, compte rendu de réunion) page 548 à 597	1981	1981
34	Affaire 81-070: séance du 28 août 1981 : Concession de la Durance entre le barrage de Cadarache et le viaduc de Barbentane au syndicat mixte d'aménagement de la Durance. (Rapport IG, compte rendu de réunion, avis) Rapporteur Melle ROZES.	1981	1981
34	Affaire 81-070: séance du 28 août 1981 : Concession de la Durance entre le barrage de Cadarache et le viaduc de barbentane au Syndicat Mixte d'Aménagement de la Durance. (rapport IG, compte rendu de séance, avis).Rapporteur Mme ROZES page 400 à 426	1981	1981
34	Affaire 80-045: séance du 24 juin 1981 : Les études d'impact. Exposé de M. PRUVOST IG du génie rural des eaux et des forêts. (compte rendu de réunion, réactions sur cette réunion, rapport de M. PRUVOST concernant une enquête destinée à faire le point des études d'impact du 22 octobre 1980, conclusions + annexes) page 316 à 399	1980	1981
34	Affaire 80-118: séance du 5 février 1981 : Programme de recherches en matière d'environnement. Exposés de M. Serge Antoine, conseiller référendaire à la Cour des Comptes et de M. Claude MARTINAND, mission Etudes et Recherche. (compte rendu de réunion : quatre sujets principaux - 1. les secteurs principaux de la recherche : ecologie et gestion du patrimoine Naturel, milieux physiques, établissements humains, composants du cadre de vie - 2. les acteurs de recherche : les organismes de recherche du MEVC, les filières d'enseignement - recherche des Universités et des grandes écoles, les grands organismes de recherche nationaux - 3. la stratégie de la recherche en matière d'environnement - 4. le rôle et les finalités de la recherche)	1980	1980
34	Affaire 81-024: séance du 9 avril 1981 : problèmes de conception des rapports annuels sur l'état de l'environnement à l'occasion de l'édition 1981. Exposés de MM. CHAMBOLLE, JOLY, CORNIERE, RECHNER et BALME. (document l'état de l'environnement 1981 par le MECV : sommaire général : 1ère partie - thèmes d'environnement, les espaces protégés, les études d'impact sur	1981	1981

## ARCHIVES NATIONALES

	l'environnement, la récupération et l'élimination des déchets, 2ème partie : l'état de l'environnement ; données statistiques commentées - données générales concernant les activités humaines, les milieux, l'espace et les paysages, l'aménagement du temps, la faune et la flore, les moyens d'action) page 148 à 160		
34	Affaire 81-016: séance du 12 mars 1981 : Formation continue à l'école nationale des Ponts et Chaussées en matière d'environnement. Exposés de M. TANZI, directeur de l'ENPC et de M. GERBALDI, directeur de la formation continue. (compte rendu de réunion) page 55 à 64	1981	1981
34	Affaire 81-052: séance du 27 mai 1981 : Les aménagements du lit de la Durance et l'évolution du milieu naturel. (Rapport IG : la situation avant les aménagements, les aménagements hydroélectriques et hydroagricoles, le débit réservé, conséquence de ces ouvrages, qualité de l'eau, la nappe alluviale, la vie piscicole, la flore et la faune, les crues, les extractions de matériaux alluvionnaires, la Durance et les autoroutes, deux mesures réglementaires : délimitation du domaine public fluvial, les projets de concession du lit de la Durance) page 172 à 299	1981	1981
34	Affaire 81-093: séance du 5 novembre 1981 : Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED). Exposé de M. AFFHOLDER, directeur de l'ANRED. (document de l'ANRED relatif à sa mission , son organisation et ses moyens d'actions). page 459 à 506	1981	1981
34	Affaire 81-095: séance du 19 novembre 1981 : Police des eaux et organisation administrative dans le domaine de l'eau. (rapport IG,compte rendu de réunion) Rapporteurs MM. DREYFOUS-DUCAS et CHAMBOLLE page 507 à 547	1981	1981
35	Affaire 82-001: séance du 19 janvier 1982 : Pêche fluviale - projet de loi relatif à la gestion piscicole et à l'exploitation de la pêche en eau douce. (projet de loi, dispositions générales, la préservation des milieux aquatiques et la protection du poisson,l'organisation des pêcheurs, droit de pêche et la gestion piscicole, police de la pêche, conseil supérieur de la pêche, avis) page 50 à 95	1982	1982
35	Affaire 82-018: séance du 18 mars 1982 : Problèmes généraux intéressant les agences de bassins : Artois-Picardie et Loire-Bretagne. (compte rendu de réunion la politique d'intervention des agences de bassin en matière de lutte contre la pollution, revue bulletin trimestriel du comité et l'agence de bassin Loire-Bretagne -mai-juin 1981) page 152 à 203	1982	1982
35	Affaire 81-109: séance du 18 janvier 1982 : Modalités d'épuration des eaux résiduaires de la laiterie Ucalyn-Champlait à Moneteau. (Rapport IG + cartes) page 7 à 49	1981	1981
35	Affaire 80-068: séance du 4 mars 1982 : Amélioration de l'information du public concernant les études d'impact sur l'environnement. (décision constituant un groupe de travail, rapport du groupe, tableaux, avis) Rapporteur M. TIPHINE page 96 à 151	1980	1982
35	Affaire 80-109: séance du 22 mars 1982 : Réflexion et propositions en matière d'extraction de granulats. (constitution d'un groupe de travail, rapport de MM. PELLECUER et ARQUIE du 15 janvier 1981, rapport du groupe de travail, revue d'octobre 1975, sables et graviers en Loire moyenne établi par le service régional de l'équipement, présentation du décret 79-1108 du 20 décembre 1979 sur le code minier + tableaux) page 204 à 392	1982	1982

**ARCHIVES NATIONALES**

36	Affaire 82-047: séance du 10 juin 1982 : Problèmes généraux intéressant les agences de bassin Rhône-Méditerranée-Corse et Rhin-Meuse. (revue de l'agence de bassin Rhin-Meuse, novembre 1981, compte rendu de réunion) page 160 à 175	1982	1982
36	Affaire 82-036: séance du 3 juin 1982 : Aéroports et environnement urbain. Lutte contre la nuisance bruit . (Présentation par Claude ABRAHAM, directeur général de l'aviation civile : le bruit des avions et l'environnement urbain, décret n° 81-533 complétant la directive d'aménagement national relative à la construction dans les zones de bruit des aéroports par le décret n° 77-1066 + la circulaire N° 81-75 du 13 août 1981, revue du ministère des transports voies spécial nuisances automne-hiver 1979), revue DGAC : guide du bruit juin 1980, aéroports environnement juillet 1980, compte rendu de réunion) page 66 à 159	1982	1982
36	Affaire 82-032: séance du 30 avril 1982 : Police des eaux. Projet de décret relatif à l'autorisation des entreprises hydrauliques - la réglementation des rejets. (projet de décret, rapport de M. ROUSSELIN) page 7 à 51	1982	1982
36	Affaire 82-052: séance du 17 juin 1982 : Problèmes généraux intéressant les agences de bassin Seine-Normandie et Adour-Garonne. (document de l'agence de bassin Adour-Garonne, juin 1980, exposés de M. LEFROU, directeur de l'agence de bassin Seine-Normandie et M. VINCONNEAU, directeur de l'agence de bassin Adour-Garonne) page 176 à 238	1982	1982
36	Affaire 82-023: séance du 27 mai 1982 : Orientations nouvelles de la délégation à la qualité de vie. (compte rendu de réunion) page 52 à 65	1982	1982
37	Affaire 82-085: séance du 21 octobre 1982 : les techniques propres dans l'industrie. (présentation par M. HAMELIN, direction de la prévention des pollutions la promotion et le développement des technologies propres en France, compte rendu de réunion + document du ministère de l'environnement produire mieux, polluer moins, 1981) page 64 à 98 1981-1982	1981	1982
37	Affaire 82-071: séance du 7 octobre 1982 : Lutte contre la pollution du littoral par les hydrocarbures. Rôle de la DPNM (direction des ports et de la navigation maritimes) et du CEDRE (centre de documentation, de recherche et d'expérimentations sur les pollutions accidentelles des eaux). JO du 14 octobre 1978 sur la circulaire du 12 octobre 1978 relative à la préparation des plans locaux de lutte contre les pollutions marines accidentelles - plan Polmar - rapports : DPNM , septembre 1982, DPP (direction de la prévention des pollutions), septembre 1982, document de la CEDRE : rapport annuel 1981) page 6 à 63	1982	1982
37	Affaire 82-084: séance du 25 novembre 1982 : Présentation du conseil supérieur de la pêche. (Projet de loi pêche en quelques lignes ... édité par le ministère de l'environnement sous forme de bandes dessinées + compte rendu de réunion) page 154 à 166	1982	1982
37	Affaire 82-088: séance du 4 novembre 1982 : Activités des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement (DRAE) en matière d'environnement. (l'opération sauvetage du Doubs et de son bassin par M. MONFERRAND, DRAE de Midi-Pyrénées, le recueil des données d'environnement par M. PETIN, DRAE du Limousin, annexes : courrier des statistiques, avril 1982,	1982	1982

## ARCHIVES NATIONALES

	constitution d'un réseau d'informations bibliographiques sur l'environnement, pollution : création de banque de données) page 99 à 153		
38	Affaire 83-001: séance du 24 février 1983 : Protection, aménagement et gestion de la montagne. Exposés de MM. RAMBEAU, DONZIER, DUTRUC, ROSSET, CHABASON. (exposés : relance et mise à jour de la politique de la montagne (14 janvier 1983), tableau synoptique de la politique de la montagne (décembre 1982), la politique de développement et de protection de la montagne (janvier 1983), compte rendu de réunion) page 142 à 229	1983	1983
38	Affaire 83-004: séance du 17 février 1983 : Etat sanitaire des zones de baignade en mer. Guide pour l'étude du milieu marin. Exposé de MM. PROTET, TRICARD et GERVAIS de ROUVILLE. ( circulaire du 18 octobre 1972, document du ministère de la santé missions des cellules antipollution marines, état sanitaire des zones de baignade en mer et en eau douce, 1981 - Exposés + guide pour l'étude du milieu marin 1982 du ministère de l'environnement, compte rendu de réunion) page 90 à 141 1972-1983	1972	1983
38	Affaire 82-101: séance du 20 janvier 1983 : Suite des états régionaux de l'environnement. Charte de l'environnement. Exposés de MM. ROUMEGUERE, VINCENT, AUZONNEAU, PAOLI. (document états régionaux de l'environnement présentation des livres blancs de l'environnement, 1982 - JO du 3 mars 1982 loi n° 82-214 portant sur le statut particulier de la région Corse : organisation administrative, suite de l'affaire 82-088) page 5 à 89	1982	1983
39	Affaire 83-061: séance du 1er décembre 1983 : Périmètres de protection des zones de captage d'eau potable. (rapport IG) page 269 à 326	1983	1983
39	Affaire 83-025: séance du 29 novembre 1983 : problèmes des pollutions diffuses des nappes. (compte rendu de réunion du 22 avril 1983 (72 pages) sur les pollutions diffuses des eaux superficielles et souterraines) page 264 à 268	1983	1983
39	Affaire 83-026: séance du 10 août 1983 : Contenu et modalités d'évolution des schémas de mise en valeur de la mer. Décret d'application de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les département, les régions et l'Etat. (décision constituant un groupe de travail, rapport du groupe) Rapporteur M. VIAN page 236 à 263	1983	1983
39	Affaire 83-021: séance du 10 août 1983 : Etude de la mise en vigueur des distances d'éloignement autour des installations classées polluantes ou dangereuses. (décision constituant un groupe de travail, rapport du groupe) Rapporteur M. LEROUGE page 148 à 235)	1983	1983
39	Affaire 83-022: séance du 17 mars 1983 : Prise en compte de l'écologie dans la gestion du domaine public maritime. Exposés de M. BROSSIER, de M. TENAUD, Mme TANON et M. GIRAUD. (exposés : aspects techniques de l'aménagement et de la défense des côtes, le schéma d'aptitude et d'utilisation de la mer (SAUM), politique d'aménagement et de protection du littoral, compte rendu de réunion) page 8 à 45	1983	1983
39	Affaire 82-093: séance du 28 avril 1983 : protection des berges et renforcement des digues des cours d'eau domaniaux. Rapport de MM. ROUSSELIN, ESTIENNE et CROUSLE. (rapport IG, circulaire n° 70-96 du 3 septembre 1970 relative à la participation du ministère de l'équipement et du logement et	1982	1983

**ARCHIVES NATIONALES**

	du ministère de l'agriculture au financement des travaux d'aménagement du lit des cours d'eau et des travaux de défense contre les eaux) page 46 à 147		
40	Affaire 84-011: séance du 29 mars 1984 : problèmes posés par les inondations dans le bassin Seine, Normandie. Rapporteurs MM. AMAYON, LEFROU, FILIPPI et GRANGE. (novembre 1983 rapport du groupe de travail de la mission déléguée de bassin Seine-Normandie +compte rendu de réunion) page 266 à 334	1984	1984
40	Affaire 83-056: séance du 23 février 1984 : Espaces protégés : cas particulier des espaces naturels montagnards. Rapporteurs MM. LETOURNEUX, PIRON, RAMBEAUD et de CRECY. (exposés: politique de gestion des espaces naturels protégés (janvier 1984) protection des espaces naturels montagnards (octobre 1983) note d'octobre 1983 sur le désert de Plate, commune de Passy en Haute-Savoie - note octobre 1983 sur le plateau de Carlaveyron communes des Houches, Vallée de Chamonix, extraits du relevé de données sur l'environnement en Tarentaise (décembre 1982) page 12 à 81	1984	1984
40	Affaire 84-022: séance du 17 mai 1984 : Pluies acides et agence pour la qualité de l'air. Rapporteurs MM. CHAMBOLLE, BIREN et DAMBRINE. (rapport d'activité de l'agence de la qualité de l'air (AQA) année 1983, exposé de la DPP sur les pluies acides année 1984, situation de la France vis-à-vis de la directive européenne 80-779 CEE du 15 juillet 1980) page 335 à 407	1984	1984
40	Affaire 84-001: séance du 15 mars 1984 : Annonce des crues zones inondables et organisation des secours. Rapporteurs MM. CHAMBOLLE, JACK, ROCHE et M. HOCREITERE. (circulaire et arrêté interministérielle relative à la réorganisation de l'annonce des crues et de la transmission des avis des crues + rapports) page 82 à 265	1984	1984
41	Affaire 84-050: séance du 19 octobre 1984 : plan urbain. Cycle urbain de l'eau. Rapport de M. HERVIO, IGPC. (exposé de M. PERVYCHINE, historique du plan urbain + rapport du groupe de travail). page 688 à 762	1984	1984
41	Affaire 84-021: séance du 14 juin 1984 : Annonce des crues et gestion des barrages du bassin de la Loire. (rapport de la délégation de bassin Loire-Bretagne, mai 1984, compte rendu de réunion) Rapporteurs MM. FOUCAUD, DESPAS, PICARD, GRASSIN, PARSY et TESSIER. page 473 à 588	1984	1984
41	Affaire 84-028: séance du 24 mai 1984 : les risques majeurs. les plans d'exposition aux risques. Rapporteurs MM. Haroun TAZIEFF, COUJARD et CANDE. (rapport au président de la république président par M. Haroun TAZIEFF (1983), décret relatif à l'élaboration des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles (1984), compte rendu de réunion. page 408 à 472	1984	1984
41	Affaire 84-033: séance du 28 juin 1984 : Les associations de protection de l'environnement. Rapporteurs MM. PROURE, MOISSET, de la RONCIERE, VINCENT et DOMINICI. (notes sur les associations de défense sur l'environnement + compte rendu de réunion) page 589 à 637	1984	1984
41	Affaire 84-024: séance du 25 septembre 1984 : Saint-Hilaire-de-Riez : construction d'un brise-lames en protection contre la mer, au lieu-dit la pège . La DPNM demande l'avis du conseil. (rapport IG) page 638 à 654	1984	1984
41	Affaire 84-044: séance du 27 septembre 1984 : Mission interministérielle pour l'aménagement touristique du littoral Languedoc-Roussillon. Exposés de MM.	1984	1984

**ARCHIVES NATIONALES**

	RACINE, RAYNAUD, VIAN, BALLADURE et LACAZE. (conception, montage et conduite de l'opération de 1963 à 1976 - réalisation des infrastructures routières et portuaires - réalisations architecturales) page 655 à 687		
42	Affaire 85-004: séance du 7 février 1985 : Les contrats de rivières. Les exemples de la Thur et de Sèvre Nantaise. (documents : rapport de présentation du bassin de la Sèvre Nantaise, avril 1982, les contrats de rivière procédure d'agrément par M. Pruvost, janvier 1984) Rapporteurs MM. CHAMBOLLE, PRUVOST, AGLER, PRADINAUD, MILLET et DAVIGO. page 182 à 229	1985	1985
42	Affaire 84-067: séance du 31 janvier 1985 : Coordination interministérielle et organisation des services extérieurs de l'Etat dans le domaine de l'eau. Projet de décret. (note de présentation, projet de décret, avis) page 82 à 100	1985	1985
42	Affaire 85-003: séance du 21 janvier 1985 : Projet de décret pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et la protection de l'environnement. (note concernant le projet de décret d'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, compte rendu de la réunion interministérielle tenue le 7 décembre 1984, avis, J.O. du 12 juillet 1983) page 6 à 81	1985	1985
42	Affaire 85-006 : séance du 28 février 1985 : Assainissement du littoral de la région Alpes-Côte d'Azur. Les exemples de Marseille (Bouches-du-Rhône) et de Nice. (Exposés : ville de Marseille (Bouches-du-Rhône) : conception de la lutte contre la pollution des eaux d'origine industrielle et urbaine, assainissement du littoral de la région Provence-Alpes-Cote-d'azur (agence de bassin Rhône-Méditerranée-Corse) Rapporteurs MM. PERRIN, LACROIX, LAVERGNE, LIOTAUD et GIRAUD. page 230 à 411	1985	1985
42	Affaire 85-001: séance du 31 janvier 1985 : Problèmes de l'eau dans le bassin Adour-Garonne. Rapporteurs MM. ESTIENNE, BOUTTIER et REDAND. (compte rendu de réunion, documents de agence de bassin Adour-Garonne, novembre 1983, propositions pour l'aménagement et la protection de la Charente, unité mobile pour la mesure automatisée des débit, janvier 1985, service hydrologique centralisateur du bassin de la Garonne ,mémento du maître d'ouvrage pour l'aménagement hydrolique d'une vallée, juin 1980, agence de bassin Adour-Garonne) page 101 à 181	1985	1985
43	Affaire 85-065: séance du 5 décembre 1985 : L'estuaire de la Loire. (note sur l'amélioration de la ressource en eau de la région Nantaise et des installations d'irrigation, juillet 1983, + cartes, dragage et mise en dépôts des vases établi par le laboratoire central d'hydraulique de France, octobre 1984, compte rendu de réunion) Exposés de MM. DEBAYLES, BOURGOIN, VINCENT, VIGARIE, SMAGGHE, BROSSARD et Mme MARCHAND. page 511 à 585	1985	1985
43	Affaire 85-052: séance du 13 août 1985 : Projet de loi relatif à l'aménagement et à la protection du littoral. (compte rendu de réunion, projet de loi, avis) page 415 à 454	1985	1985
43	Affaire 85-054: séance du 9 octobre 1985 : Maîtrise des crues. Connaissance des pluies et des crues. Exposé de M. OBERLIN. Réunion commune 5ème section CGGREF et 5ème section CGPC. (rapport IG) page 455 à 468	1985	1985
43	Affaire 85-067: séance du 21 octobre 1985 : Textes d'application de la loi	1985	1985

## ARCHIVES NATIONALES

	relative à la pêche en eau douce et la gestion des ressources piscicoles. (avis, décret n° 85 pris en application de l'article 434 du code rural et fixant la forme et la procédure d'autorisation des vidanges de plans d'eau, rapport) page 469 à 510		
43	Affaire 85-025: séance du 23 mai 1985 : Lutte contre le bruit. (rapports + tableaux + revues, compte rendu de réunion) Rapporteurs MM. ROURE, MOUGEY, ALDUY, MILOVANOVITCH, GOUNOT, de MONTMARIN et BOITEL. page 268 à 347	1985	1985
43	Affaire 85-035: séance du 27 juin 1985 : Les contrats de plan Etat-Région. Exposés de MM. ROURE, CHAMBOLLE, SERVANT, BIREUR et FABRET. (annexe au contrat particulier environnement, octobre 1984, contrat de plan particulier qualité de l'air, document du IXème Plan (1984-1988). page 348 à 414	1985	1985
43	Affaire 85-072: séance du 19 décembre 1985 : Réduction des pollutions dues aux nitrates et aux phosphates. (document du ministère de l'agriculture et du ministère de l'environnement, octobre 1984, sur leur programme d'action pour la réduction de la pollution des eaux) Exposés de MM. CHAMBOLLE, TRICARD et VINCONNEAU. page 586 à 635	1985	1985
43	Affaire 85-022: séance du 6 mai 1985 : Etude du maintien éventuel de la taxe parafiscale sur les granulats. (rapport d'activité 1983 par le ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur, rapport concernant le département du Var établi par MM. Antoine CESARI et Jacques TIPHINE + documents). page 1 à 267	1985	1985
44	Affaire 86-056: séance du 19 novembre 1986 : Projet de loi relatif à la prévention des risques majeurs. (décision constituant un groupe de travail, projet de loi du 12 novembre 1986 + J.O. du 14 juillet 1982 loi 82-600 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, compte rendu du groupe de travail, avis) page 228 à 298	1986	1986
44	Affaire 86-026: séance du 29 mai 1986 : Maintien du caractère insulaire du Mont-Saint-Michel. (rapport IG + cartes, compte rendu de réunion) Rapporteurs Mme Nancy BOUCHE et MM. DOULCIER et COURANT. page 75 à 116	1986	1986
44	Affaire 86-045: séance du 10 septembre 1986 : Projet de décret modifiant les décrets n° 66-699 et 66-700 du 4 septembre 1966 relatifs aux comités de bassin et aux agences financières de bassin. (rapport transmis au Premier Ministre + projet de décret -juillet 1986-) page 192 à 212	1986	1986
44	Affaire 86-014: séance du 17 avril 1986 : Exercices de l'inspection du travail dans les ports maritimes. (avis, compte rendu de réunion) Rapporteurs MM. BROSSIER et LAFOUGE. page 59 à 74	1986	1986
44	Affaire 86-048: séance du 9 octobre 1986 : Mesures concernant les navires et engins flottants abandonnés dans les eaux territoriales et les eaux intérieures. Projet de décret. (projet de décret + un rapport de présentation) page 213 à 227	1986	1986
44	Affaire 86-039: séance du 4 juillet 1986 : Proposition de loi de M. MARCELLIN relative au domaine public maritime naturel. (observations sur la proposition de loi de M. MARCELLIN page 175 à 191	1986	1986

## ARCHIVES NATIONALES

44	Affaire 86-041: séance du 7 août 1986 : Projet de décret portant application des articles 176 et 179 du code rural. (projet de décret) page 184 à 191	1986	1986
44	Affaire 86-009: séance du 19 mars 1986 : l'état des digues du barrage - réservoir Marne. (rapport du groupe de travail du 20 février 1986 sur les digues du barrage Marne, avis préliminaire, octobre 1985, plans, cartes, compte rendu de réunion) Rapporteurs MM. CHAMBOLLE et TENAUD. page 13 à 58	1986	1986
44	Affaire 84-020: séance du 2 juillet 1986 : Problèmes posés par le nettoyage du domaine public maritime. (rapport IG, tableau, compte rendu de réunion) Rapporteurs MM. VIAN et GERVAIS de ROUVILLE. page 117 à 174	1984	1986
44	Affaire 85-047: séance du 31 décembre 1986 : Politique des concessions du domaine public fluvial naturel ou artificiel. (décision constituant un groupe, rapport du groupe + annexes) page 321 à 377	1986	1986
44	Affaire 86-034: séance du 24 décembre 1986 : Commune de Fouesnant - Littoral de Moustierlin-est. Construction d'ouvrages de protection contre la mer. (Rapport IG + annexes) page 299 à 320	1986	1986
45	Affaire 80-011: séance du 22 février 1980 : Action de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) pour la réhabilitation et les économies d'énergie. Présentation par M. Désine ARNAUD, président de l'ANAH. Exposé de Henri HASSON, directeur. (PV de séance) page 75 à 90	1980	1980
45	Affaire 79-166: séance du 11 janvier 1980 : Lutte contre le travail clandestin dans le domaine du bâtiment. Projet de loi. (Rapport IG, extraits du rapport de M. DUPONT Gérard (1977) + avis) page 7 à 36	1979	1980
45	Affaire 79-187: séance du 31 janvier 1980 : Réforme du régime des contributions exigibles des constructeurs, des lotisseurs et des autres bénéficiaires d'autorisation d'occuper ou utiliser le sol. (Rapport IG, extrait du code général des impôts) page 37 à 74	1979	1980
45	Affaire 80-022: séance du 26 mars 1980 : L'offre foncière - Exposé de M. SAGLIO, président directeur général de l'agence foncière et technique de la région parisienne (AFTRP) sur le rapport du groupe de travail ministériel du 7 janvier 1980. (Rapport, PV de séance, résumé du rapport déposé par le groupe de travail). page 90 à 171	1980	1980
45	Affaire 80-035: séance du 24 avril 1980 : La mobilité résidentielle : rapport de M. LE GUILLOU, IGPC sur les propositions du conseil national de l'accession à la propriété. (Rapport sur la mobilité résidentielle, juin 1979, annexes) page 172 à 321	1980	1980
46	Affaire 80-038: séance du 3 juillet 1980 : Consultation sur les formes de l'habitat et la vie résidentielle en France. Exposé de M. Jean-Michel BLOCH-LAINE, délégué à l'architecture et à la construction. (Exposé, PV de séance) page 53 à 83	1980	1980
46	Affaire 80-087: séance du 25 septembre 1980 : Règles d'alignement et POS. Opportunité d'une homogénéisation des textes en vigueur. (note de réflexion sur la réglementation de l'alignement, PV de séance, avis). Rapporteur M. REVERDY. page 189 à 214	1980	1980

## ARCHIVES NATIONALES

46	Affaire 79-042: séance du 17 juin 1980 : Analyse de la situation et des perspectives d'avenir des personnels travaillant dans les services et organismes publics ou parapublics intervenant dans les domaines de l'aménagement ou de l'urbanisme et propositions de toutes mesures visant à faciliter la gestion, la mobilité et le meilleur emploi de ces personnels. (décision constituant un groupe de travail, rapport du groupe, avis). Rapporteur MM. DUPONT et LEVY. page 23 à 52	1979	1980
46	Affaire 80-102: séance du 23 octobre 1980 : Projet de directive nationale d'aménagement rural. Exposés de MM. ROULLIER, directeur de l'urbanisme et des paysages (DUP) et DUBOIS-TAINE, IGPC, chargé de la sous-direction des affaires juridiques et de l'usager à la DUP (PV de séance, avis) page 215 à 225	1980	1980
46	Affaire 80-077: séance du 11 septembre 1980 : la recherche urbaine : réflexions à partir de la conférence de la commission économique pour l'Europe (CEE - ONU (Organisation des Nations Unies)) sur la recherche urbaine et régionale. Exposés de MM. ROULLIER, LECOURT, DREYFUS et BRUSTON. (PV de séance, extraits de document de la CEE sur la recherche dans le domaine de l'aménagement urbaine et régional). page 162 à 188	1980	1980
46	Affaire 80-067: séance du 5 juin 1980 : Mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace national méditerranéen, pour 1979. (note sur la synthèse des observations qui ont été présentées par MM. KRAU, CHARLES et TIPHINE) page 10 à 22	1980	1980
46	Affaire 80-062: séance du 10 septembre 1980 : Projet de réforme des sociétés d'économie mixte (SEM) d'aménagement. (document réforme des sociétés d'économie mixte d'aménagement, avant projet de décret portant réforme des statuts types des SEM intervenant dans le domaine de l'aménagement) Rapporteur M. DUPONT. page 117 à 161	1980	1980
46	Affaire 80-036: séance du 22 juillet 1980 : Rôle des direction départementales de l'équipement dans le contrôle de la qualité des logements. (décision constituant un groupe de travail, rapport du groupe, avis) page 84 à 116	1980	1980
46	Affaire 80-073 séance du 13 novembre 1980 : prise en compte des réservations foncière pour les voiries routières nationales dans les documents d'urbanisme. (Rapporteurs MM. FILIPPI et BEAU. page 226 à 388	1980	1980
47	Affaire 80-117: séance du 15 janvier 1981 : Réflexions sur le rapport d'inspection concernant le contentieux de l'urbanisme. Exposé de M. Maurice RENAUD, administrateur civile, chef de la mission du contentieux à la Direction de l'urbanisme et des Paysages (DUP). (Rapport IG, exposé, PV de séance, avis) Rapporteur Melle DISSARD page 10 à 22	1980	1981
47	Affaire 81-039: séance du 10 avril 1981 : Rapport au gouvernement de la mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace naturel méditerranéen - année 1980. (note au ministre concernant le POS dans la zone d'action de la mission interministérielle, rapport IG + annexes) page 101 à 235	1981	1981
47	Affaire 81-046: séance du 14 mai 1981 : les conditions de développement de l'accession à la propriété. Exposé de M. MERCADAL, directeur de la construction et de M. DURIF, chargé du service des affaires économiques et du financement, à la direction de la construction. (résumé du rapport + exposé de	1981	1981

## ARCHIVES NATIONALES

	la direction de la construction) page 294 à 308		
47	Affaire 81-055: séance du 14 avril 1981 : projet de directive nationale d'aménagement rural (note sur les observations de l'APCA - assemblée permanente des chambres d'agriculture + loi d'orientation agricole directive nationale d'aménagement rural + modification du décret 70-487) page 236 à 293	1981	1981
47	Affaire 81-009: séance du 12 février 1981 : Simplification administrative : bilan des propositions concernant la section et avis émis. Exposé de M. CUMIN, ingénieur en chef des ponts et chaussées. (PV de séance, simplifications administratives + tableaux) page 23 à 38	1981	1981
47	Affaire 81-038: séance du 24 mars 1981 : Mise en oeuvre du cinquième programme de simplifications administratives. Projets de circulaires : accélération des demandes d'autorisation de construction (DUP) - autorisation de transformer les locaux d'habitation en locaux commerciaux (DG) - fixation des loyers conventionnés (DC). (note sur la circulaire 79-06 relative au conventionnement des logements appartenant à des bailleurs privés + projet de circulaire) page 39 à 81	1981	1981
47	Affaire 81-014: séance du 30 mars 1981 : Sanction de la publicité de certaines limitations administratives au droit de propriété immobilière. Promotion de réforme du Médiateur n° FIM 80-73. (réforme du Médiateur). 90 à 100	1981	1981
47	Affaire 81-017: séance du 26 mars 1981 : Apprendre des habitants nos paysages ? Exposé de M. Bernard LASSUS, plasticien, paysagiste, professeur à l'école normale supérieure des beaux arts. (PV de séance) page 82 à 89	1981	1981
48	Affaire 81-048: séance du 25 juin 1981 : Le service d'études et d'aménagement touristique du littoral. Exposés de MM. FEYTE et MARBACH, secrétaire général de l'inventaire permanent du littoral et M. ROBEQUAIN, directeur du service technique de l'urbanisme. (note du service d'études et d'aménagement touristique du littoral, cadre de vie, loisirs, tourisme, PV de séance + cartes) page 103 à 125	1981	1981
48	Affaire 81-045: séance du 22 juin 1981 : Raccordement des constructions et installations aux réseaux publics d'eau et d'électricité. Projet de circulaire d'application de l'article L.111-6 du code de l'urbanisme. (note + projet de circulaire + avis des ministères intéressés). Rapporteur M. DUPONT. page 53 à 102	1981	1981
48	Affaire 81-063: séance du 27 juillet 1981 : Projet de lettre-circulaire relative au conventionnement des logement-foyers en application des décrets n° 79-296 et 79-297 du 11 avril 1979. (note sur demande d'avis + annexes) Rapporteur M. GARABOL page 126 à 173	1981	1981
48	Affaire 81-081 : séance du 12 novembre 1981 : Camping et caravaning dans les espaces naturels. (rapport IG + annexes, PV de séance) Rapporteur M. LE MOUNIER. page 250 à 302	1981	1981
48	Affaire 81-047: séance du 4 juin 1981 : Examen du rapport d'enquête moyens financiers d'intervention en matière d'architecture et de protection des sites . (rapport d'enquête sur les moyens financiers d'intervention des services extérieurs, PV de séance) Rapporteurs MM. DUPONT et MOLINS. page 8 à 52	1981	1981

## ARCHIVES NATIONALES

48	Affaire 81-079: séance du 8 octobre 1981 : Rôle des directions départementales de l'équipement dans le contrôle de la qualité des logements. (décision constituant un groupe de travail, rapport du groupe + questionnaire) Rapporteur M. ARQUIE. page 174 à 249	1981	1981
49	Affaire 82-057: séance du 1er juillet 1982 : Projet de loi sur la décentralisation des compétences. Exposé sur le texte de la section urbanisme adopté par le conseil des ministres, par M. Yves DAUGE, directeur de l'urbanisme et des paysages. (projet de loi, PV de séance) page 264 à 314	1982	1982
49	Affaire 82-035: séance du 13 mai 1982 : Problèmes généraux évoqués à partir du POS de versailles. Exposé technique de M. GIVAUDAN, DDE des Yvelines. (PV de séance) page 189 à 200	1982	1982
49	Affaire 82-074: séance du 14 octobre 1982 : La ville et l'énergie. Point de la situation en France et en Europe. Exposé de M. PARFAIT, président de la confédération française pour l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement du territoire, président d'honneur de l'AGHTM. (PV de séance) page 329 à 340	1982	1982
49	Affaire 82-007: séance du 11 février 1982 : le mouvement PACT-ARIM (propagande et action contre les taudis-association de restauration immobilière). Exposé de MM. MERCADAL, AUBERT et ROUSSILHE. (PV de séance) page 69 à 76	1982	1982
49	Affaire 82-091: séance du 9 décembre 1982 : Aperçu sur les activités du comité de l'habitat de la CEE - ONU (Organisation des Nations Unies) et sur quelques monographies nationales. Exposé de M. BERNARD, IGPC, délégué permanent de la France au comité. (l'habitat en France : situation, tendances et politiques, document CEE juin 1982, PV de séance) page 341 à 401	1982	1982
49	Affaire 82-020: séance du 22 avril 1982 : Réflexion sur l'insertion de préoccupations architecturales et de protection des sites dans les documents d'urbanisme. Exposé de M. Gérard DUPONT. (rapport IG + annexes, PV de séance, avis) page 155 à 188	1982	1982
49	Affaire 82-013: séance du 11 mars 1982 : Réforme de la loi sur l'architecture. Exposé de M. DUPORT. Lettre du ministre de l'urbanisme et du logement du 5 février 1982, adressée à tous les délégués ruraux à l'architecture et à l'environnement. (note, PV de séance) page 77 à 96	1982	1982
49	Affaire 82-014: séance du 18 mars 1982 : Synthèse des séminaires internationaux sur la campagne renaissance de la cité organisée par le conseil de l'europe. Exposé de Melle DISSARD. (Rapport IG, PV de séance, notes de synthèse des séminaires) page 97 à 154	1982	1982
49	Affaire 82-058: séance du 30 juin 1982 : rapport au gouvernement de la mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace naturel méditerranéen (année 1981) rapport + annexes, page 201 à 263	1982	1982
49	Affaire 82-060: séance du 23 septembre 1982 : Problèmes pratiques soulevés par l'application du projet de loi de décentralisation des compétences en matière d'urbanisme. Exposé de M. ROULLIER, chargé de mission par le ministre de l'urbanisme et du logement. (PV de séance) page 315 à 328	1982	1982

## ARCHIVES NATIONALES

49	Affaire 81-106: séance du 14 janvier 1982 : Rapport d'enquête sur le mitage en matière d'urbanisme. (Rapport IG + annexes, PV de séance). Rapporteur M. LE MOUNIER. page 13 à 68	1980	1982
50	Affaire 84-037: séance du 13 septembre 1984 : Développement de l'usage des produits industriels (politique, produits industriels et productivité - PIP), information de la filière construction, économies d'énergie. Exposé de M. MAUGARD. (PV de séance) page 307 à 319	1984	1984
50	Affaire 83-053: séance du 13 octobre 1983 : Bilan de l'application de la législation sur les périmètres sensibles. Exposé de M. CAMBAU, IGPC. (rapport IG, PV de séance, avis) page 248 à 277	1983	1983
50	Affaire 82-103: séance du 3 mars 1983 : L'agence française pour la maîtrise de l'énergie. Objectifs et moyens dans le domaine de l'habitat et du bâtiment tertiaire. Exposé de M. CUBAUD, directeur général de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME). (PV de séance) page 52 à 66	1982	1983
50	Affaire 82-034: séance du 5 janvier 1983 : Régionalisation des actions d'amélioration de l'habitat. (décision constituant un groupe de travail, rapport du groupe) Rapporteur M. DUMET. page 13 à 26	1982	1983
50	Affaire 82-099: séance du 6 janvier 1983 : Les orientations actuelles en matière d'urbanisme. Exposé de M. DAUGE, directeur de l'urbanisme et des paysages. (PV de séance) page 27 à 37	1982	1983
50	Affaire 82-104 : séance du 3 février 1983 : Résultats de la consultation nationale préalable à la loi : aménagement urbain et projets de quartiers. Exposé de M. PONTON. (PV de séance) page 38 à 51	1982	1983
50	Affaire 83-050: séance du 6 octobre 1983 : Réunion de la section urbanisme, architecture et habitat. Objet : le plan urbain. (document du ministère de l'urbanisme et du logement et du ministère de l'industrie et de la recherche connaissance des agglomérations et des facteurs de leur évolution , 1983, PV de séance) page 225 à 247	1983	1983
50	Affaire 83-042: séance du 30 juin 1983 : Mise en oeuvre de la décentralisation et politique d'aménagement. Exposé de M. DAUGE, directeur de l'urbanisme et des paysages (DUP). (PV de séance) page 214 à 224	1983	1983
50	Affaire 84-005: séance du 1er mars 1984 : Réforme de l'enseignement de l'architecture. (note établie en 1979 par la direction de l'architecture et qui peut servir de comparaison entre les modes d'enseignement de l'architecture dans les différents pays européens, PV de séance). Rapporteur M. LEVY. page 278 à 306	1984	1984
50	Affaire 83-039: séance du 23 juin 1983 : Prise en compte de l'architecture dans le domaine des transports et des ouvrages d'art. Exposés de MM. BELMONT, IG de la construction et de MATHIEU, IGPC. (rapport IG + annexes, PV de séance, avis). page 134 à 213	1983	1983
50	Affaire 82-033: séance du 26 mai 1983 : Mise en oeuvre de la directive pour l'aménagement du littoral dans les communes dépourvues de POS. (décision constituant un groupe de travail, rapport du groupe, PV de séance) Rapporteur M. DELAUNAY. page 67 à 133	1982	1983

## ARCHIVES NATIONALES

51	affaire 86-006: séance du 20 mars 1986 : L'assistance publique et les travaux. Exposés de M. GILLE, ICPC, directeur des équipements de l'assistance publique à Paris et de M. RIBOULET, architecte. (PV de séance, documents de l'assistance publique (1985-1989) sur le plan directeur général des hôpitaux de Paris) page 207 à 216	1986	1986
51	Affaire 84-066: séance du 14 février 1985 : La politique du patrimoine au ministère de la culture. Exposés de M. WEISS, directeur du patrimoine et Mme SABATIER, directeur de la caisse nationale des monuments historiques et des sites. Rôle des DDE et des SDA. (compte rendu de réunion) page 13 à 36	1984	1985
51	Affaire 84-045: séance du 30 mai 1985 : Etude des conditions d'application du financement des logements aidés. (rapport IG + annexes, PV de séance) Rapporteur M. DREYFUS. page 62 à 119	1984	1985
51	Affaire 86-021: séance du 12 juin 1986 : Rôle des services extérieurs en matière de secteurs sauvegardés. Exposés de MM. CAGET et LEBLANC. (note de présentation, PV de séance) page 339 à 357	1986	1986
51	Affaire 86-017: séance du 10 avril 1986 : Camping et habitations légères de loisirs dans les sites inscrits ou classés . Thème n°3 d'inspection pour 1985. Exposés de MM. TIPHINE, IGPC et BOSCH, ICPC. (Rapport IG, PV de séance) page 217 à 338	1986	1986
51	Affaire 85-019: séance du 24 avril 1985 : Exportation dans le domaine de l'habitat et des équipements urbains. Exposés de MM. COUSQUAR, directeur des affaires économiques et internationales et de LEROUGE, IGPC. (PV de séance, annexe III les exportations de l'ingénierie ) page 37 à 61	1985	1985
51	Affaire 86-051: séance du 20 novembre 1986 : Prise en compte de l'environnement dans les POS. Rapport de MM. TIPHINE et MAT. (PV de séance, rapport IG) page 369 à 412	1986	1986
51	Affaire 85-077: séance du 9 janvier 1986 : la mission spécialisée d'inspection générale urbanisme et la décentralisation de l'urbanisme. Exposé de M. LEROUGE, IGPC. (PV de séance) page 193 à 206	1985	1986
51	Affaire 85-062: séance du 14 novembre 1985 : Les conditions de la création architecturale en villes nouvelles. Exposés de MM. MICHEL, IGPC, CROZET et AUTHEMAN, architecte chargé de mission de L'IGEE. (rapport IG, PV de séance) page 145 à 192	1985	1985
51	Affaire 85-034: séance du 20 juin 1985 : Environnement urbain. Exposé de M. PIECHAUD, conseiller technique au cabinet du ministre de l'environnement, Mme GENOT, chef de mission environnement urbain. Présentation d'un cas concret (Besançon) par M. Jean-Luc BOYER, ingénieur en chef, directeur des services techniques de la ville de Besançon. Conclusion par M. ROURE, délégué à la qualité de la vie. (notes sur le protocole d'accord pour la prise en compte de l'environnement dans l'aménagement et la gestion urbaine, PV de séance) page 120 à 144	1985	1985
51	Affaire 86-043: séance du 11 septembre 1986 : Les grandes opérations d'architecture et d'urbanisme. Exposé de M. DAUGE, président de la mission interministérielle des grandes opérations d'architecture et d'urbanisme. (PV de séance) page 358 à 368	1986	1986

## ARCHIVES NATIONALES

52	Affaire 85-032: séance du 27 juin 1988 : Efficacité des contrats bruit . (décision constituant un groupe de travail, avis, rapport du groupe de travail) Rapporteurs MM. BOITEL, préfet hors cadre, mission spécialisée d'inspection générale environnement et qualité de vie, M. MAT, ICPC (MEQV), M. SCHMELTZ et M. LE GOFF, mission bruit.	1985	1985
52	Affaire 86-049: séance du 4 mai 1987 : Les plans d'exposition aux risques (PER). (décision constituant un groupe de travail, rapport du groupe de travail + annexes) Rapporteur M. RATTIER.	1986	1986
52	Affaire 86-057: séance du 29 Janvier 1987 : Modernisation et adaptation du droit de l'eau. (note d'orientation pour une rénovation du droit de l'eau + annexes) Rapporteur M. OLIVER, chargé de mission auprès du directeur de la prévention des pollutions	1986	1986
52	Affaire 85-043: séance du 16 janvier 1985 : Surveillance des ponts suspendus. (rapport du groupe de travail en vue de tirer les enseignements de l'effondrement du pont de Sully-sur-Loire pour la surveillance et la réparation éventuelle des ouvrages d'art de même type + annexes)	1985	1985
53	Affaire 85-078: séance du 12 octobre 1988 : La réglementation technique des bateaux de tourisme fluvial. (notes, un projet d'arrêté, un projet d'annexe, PV des réunions du 28 janvier et du 25 mars 1988, décision constituant un groupe de travail, rapport du groupe de travail) Rapporteur M. CAMBAU.	1985	1985
53	Affaire 85-073: séance du mai 1987 : Le contentieux relatif à l'exécution du service hivernal. (extrait + rapport du groupe de travail présidé par M. BELLIRIZ, IGPC et dont le rapporteur était M. REVILLON, IGE + annexes, PV de séance, avis)	1985	1985
53	Affaire 86-027: séance du 25 mai 1987 : L'évolution des dimensions des conteneurs maritimes. (décision constituant un groupe de travail, rapport du groupe de travail + annexes, PV de séance).	1986	1986
53	Affaire 86-018: séance du mars 1987 : les principes de comportement personnel des agents et redéfinition des règles et des méthodes de gestion et de contrôle. (note de présentation, rapport IG + annexes) rapporteur M. MARTIN.	1986	1986
54	Affaire 86-028: séance du 13 mai 1986 : Requête introduite devant le tribunal administratif de Bastia, par le groupement d'entreprises GTM - BTP, CITRA-FRANCE et AGOSTINI, adjudicataire, d'un marché de travaux publics pour l'aménagement du quai des martyrs à Bastia, qui sollicite une indemnité pour travaux supplémentaires et préjudice. (avis, PV de séance, Rapport IG, compte rendu du tribunal administratif) Rapporteur M. SALVA.	1986	1986
54	Affaire 86-063: séance du 19 novembre 1986 : Le transport des matières dangereuses. (rapport de M. Marcel JULIA, Préfet AUDIT interministériel , relevé de décisions, rapport de M. DENOUEIX du 27 janvier 1986, JO du 12 novembre 1986 le rapport présenté au nom du conseil économique et social par M. GIRARD, lettres)	1986	1986
54	Affaire 85-036: séance du 17 avril 1987 : Rapport du groupe de travail chargé d'étudier les divers aspects du problème des accès sur les routes nationales et de la maîtrise de l'urbanisation le long de ces voies (décision constituant un groupe de travail, rapport)	1985	1987

## ARCHIVES NATIONALES

54	Affaire 86-049: séance du 15 janvier 1987 : Examen des problèmes posés par les plans d'exposition aux risques (PER) présidé par M. RATTIER. (compte rendu de réunion, décision constituant un groupe de travail, rapport du groupe de travail + annexes).	1986	1986
54	Affaire 86-047: séance du 12 avril 1989 : compte rendu de réunion relatif à l'examen du projet d'Eurocode n° 5 construction en bois . (compte rendu de réunion, examen du texte proposé : projet d'Eurocode 5 + observations)	1986	1986
54	Affaire 86-030: séance du 12 juin 1986 : Les travaux de la commission de coordination de l'informatique juridique (CCIJ). (JO du 25 octobre 1984 sur le décret 84-940 relatif au service public des bases et banques de données juridiques, notes, note de la documentation française sur les banques de données juridiques: septembre-octobre 1985) Rapporteurs MM. MOISSONNIER, RICHARD et BROUSSE.	1986	1986
55	Affaire 86-052: séance du 25 février 1987 : Rapport de M. BOISSEREING IGPC sur l'avenir du GIE Dragages Ports . (Rapport IG, Avis,PV de séance)	1986	1987
55	Affaire 86-066: séance du 12 février 1987 : Instance ALAZARD contre Etat. Accident mortel survenu sur la RN7 des Bouches-du-Rhône. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, Avis, PV de séance) Rapporteur M. PONTON.	1986	1987
55	Affaire 86-064: séance du 12 février 1987 : Instances devant le tribunal administratif de Rouen tendant à l'indemnisation des préjudices consécutifs au décès de M. LOPEZ-NUNEZ, victime d'un accident survenu dans le port de Dieppe. (Rapport IG, Avis, PV de séance) Rapporteur M. Pierre ANDRAU, IGCP.	1986	1987
55	Affaire 80-121: séance du septembre 1980 : Rapport de M. PARRIAUD sur la formation des hommes et la présence française à l'étranger. (Rapport IG).	1980	1980
55	Affaire 86-060: séance du 26 novembre 1986 : Exposés de MM. CARLE, directeur de l'Equipement d'EDF, COSTAZ, directeur de EDF - SEPTEN, POSTOLLEC, direction de la région d'Equipement de Paris de l'EDF. (Rapport, PV de séance)	1986	1986
55	Affaire 86-050: séance du 29 décembre 1988 : Rapport sur la gestion intégrée des rivières. Etabli par un groupe de travail présidé par M. de CHANCEL, IG du génie rural, des eaux et des forêts, membre de la mission d'inspection spécialisée de l'environnement (MISE) et présenté par M. SUZANNE, IG des mines, coordonnateur de la MISE. (Rapport IG + annexes)	1986	1986
55	Affaire 85-079: séance du 30 avril 1987 : Rapport du groupe de travail sur l'organisation des pouvoirs de police en matière routière. (décision constituant un groupe de travail, rapport du groupe, avis, PV de séance) Rapporteurs MM. ROY et LEFRANC.	1985	1987
55	Affaire 84-048: séance du 4 mars 1988 : Rapport du groupe de travail créé auprès des 4ème et 5ème sections du CGPC sur les plantations d'arbres d'alignement en bordure des routes + avis des sections aménagement et environnement et affaires économiques . (Rapport + annexes, avis). Rapporteurs MM. REVERDY, AMBROISE, GAMBARD et SPAKE.	1984	1988
55	Affaire 87-245: séance du 1er juin 1987 : Rapport de MM. CALLOU,	1987	1987

## ARCHIVES NATIONALES

	GADANT et MICHEL sur l'application aux carrières des dispositions concernant les POS et le défrichement. (Rapport IG).		
55	Affaire 85-053 : séance du octobre 1986 : Rapport du groupe de travail chargé d'étudier la publicité des intentions de travaux ou d'aménagement sous à étude d'impact. (décision constituant un groupe de travail, rapport, annexes, circulaire du 31 juillet 1982, questionnaire adressé aux DRAE) Rapporteurs MM. TIPHINE et GAGET.	1985	1986
55	Affaire 85-056: séance du 11 juin 1985 : Rapport de M. BONITZER sur la reconquête du Marché Intérieur : modes d'action des services au soutien de la compétitivité des entreprises françaises dans les domaines des industries routières. (Avis, rapport IG, annexes)	1985	1985
55	Affaire 87-011: séance du 4 mars 1987 : Rapport de M. RIBAT sur la répartition des missions dans le domaine des transports entre les DRE et DDE. (Rapport IG).	1987	1987
55	Affaire 86-062: séance du 12 février 1987 : Instance HYBERT et autres. Chute d'un véhicule dans un bassin du port de la Rochelle. Accident mortel. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (PV de séance, Avis, Rapport IG) Rapporteur M. BOISSEREING.	1986	1987
55	Affaire 86-061: séance du 3 décembre 1986 : Exposés de MM. CAMBAU, FAURE, SOURY-LAVERGNE, LOMBARD, PETIT et LARQUETOUT sur la présentation de la Commission des Téléphériques et du service des Remontées Mécaniques. (Rapport, PV de séance)	1986	1986
55	Affaire 87-012: séance du 2 avril 1987 : Consorts BARBET, IVOULA et BARBE contre Etat. Accident mortel provoqué par la chute d'un rocher sur la RN1 entre Saint-Denis et la Possession. Opportunité d'un recours en Conseil d'Etat. (Rapport IG, Avis, PV de séance)Rapporteur M. AUGIER.	1987	1987
55	Affaire 86-055: séance du 4 février 1987 : Rapport de MM. TIPHINE, PONTON et DEBAYLES sur une demande de concession d'endiguage au profit de la commune de Six-Fours-les-Plages d'une partie du domaine public maritime.	1986	1987
55	Affaire 86-046: séance du 1er juillet 1987 : Rapport de M. THEDIE sur la réglementation des transports exceptionnels. (Rapport IG,Avis, PV de séance)	1986	1987
56	Affaire 81-112: séance du 11 janvier 1982 : Rapport de M. Jacques BONITZER, IGPC sur les recherches et études dans le secteur transports, suite à la mission qui lui a confiée M. Charles FITERMAN, Minsitre d'Etat, Ministre des Transports. (Rapport + annexes).	1981	1982
56	Affaire 77-173: séance mars 1977 : Rapport de l'inspection générale à Monsieur le Ministre de l'Equipement pour l'année 1976. (Rapport annuel par le comité de l'inspection générale de l'équipement) page 1 à 205	1977	1977
56	- Affaire 86-065 concernant le devenir des voies navigables inutilisées par le transport de marchandises, établi par M. LEREBOUR (correspondance, décision constituant le groupe de travail)	1986	1992
56	Affaire 79-204: séance du mars 1979 : Rapport de l'inspection générale à Monsieur le Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie à Monsieur le	1979	1979

## ARCHIVES NATIONALES

	Ministre des Transports pour l'année 1978. (Rapport de l'inspection générale de l'équipement). page 1 à 115		
--	---	--	--